



Société interaméricaine  
d'investissement



**Apporter une valeur ajoutée aux PME dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes**

Rapport annuel 2011



## TABLE DES MATIÈRES

Lettre du Président du Conseil d'administration **2**

Lettre du Directeur général **3**

### Apporter une valeur ajoutée aux PME dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes

#### Produits financiers

Financement d'entreprises **12**

Financement d'institutions financières **20**

FINPYME *Credit* **22**

Prises de participation et investissements assimilables à des prises de participation **24**

Fonds d'investissement **26**

#### Programmes d'assistance technique

FINPYME **28**

La SII en bref **38**

Synthèse de l'exercice 2011 **44**

États financiers vérifiés **66**

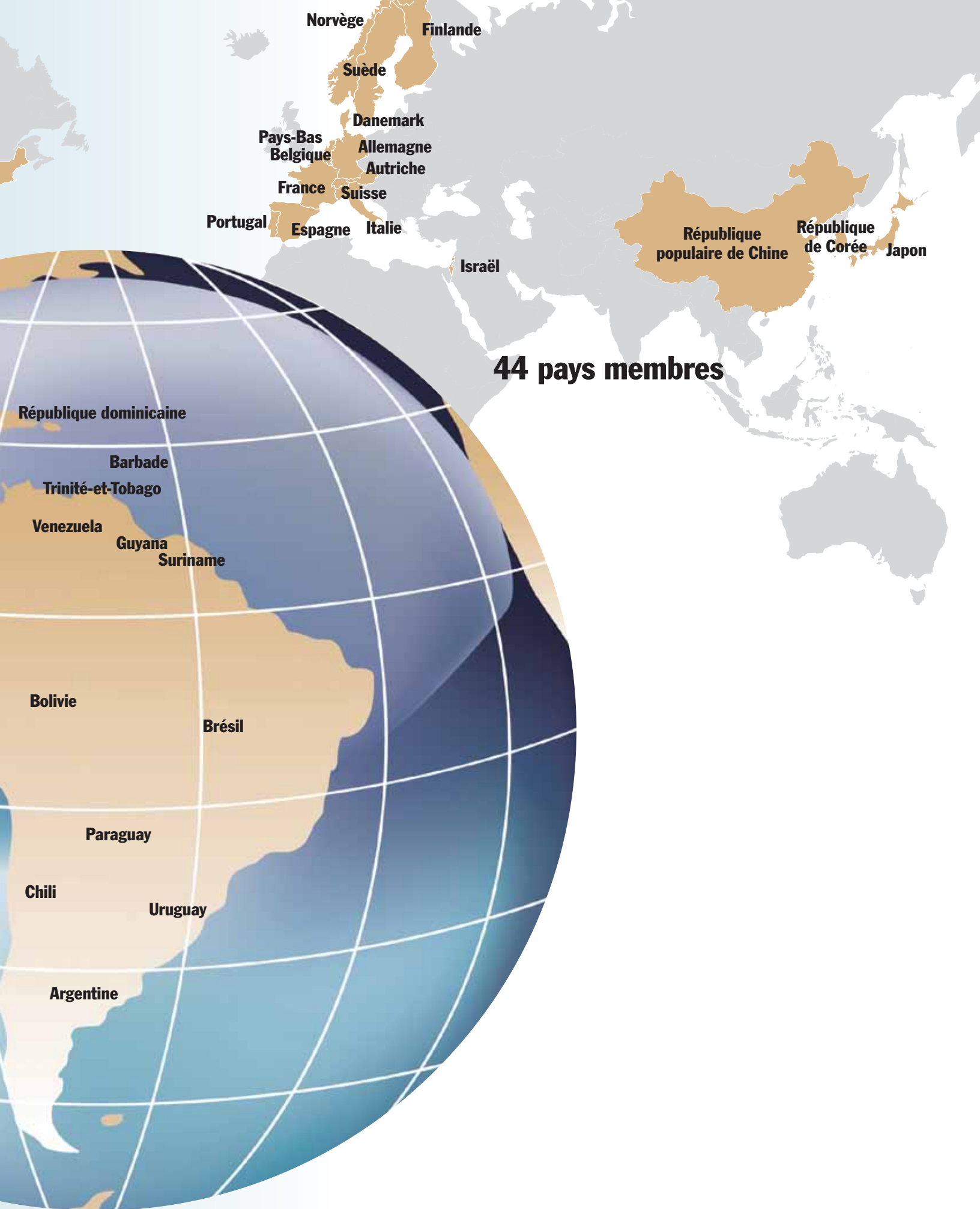
Annexes **106**

Gouverneurs et Gouverneurs suppléants

Administrateurs et Administrateurs suppléants

Voies de communication







## **Lettre du Président du Conseil d'administration**

---

Le 19 mars 2012

Monsieur le Président de l'Assemblée des gouverneurs  
Société interaméricaine d'investissement  
Washington, D.C.

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de la Section 9(a) de l'Article IV de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le Rapport annuel 2011 de la Société ainsi que ses états financiers vérifiés, dont les bilans au 31 décembre 2011 et 2010, le compte de résultat, l'état du revenu global, le tableau de variation des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates.

Le rapport présente un récapitulatif des principaux accomplissements de la Société et des faits les plus marquants de l'année écoulée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.



Luis Alberto Moreno  
Président du Conseil d'administration  
Société interaméricaine d'investissement



## Lettre du Directeur général

---

### Investir comme toujours, investir comme jamais

L'exercice 2011 a été pour la SII une année d'événements marquants. Pour la première fois de notre histoire, nous avons atteint le chiffre symbolique de 1 milliard de dollars des États-Unis en décaissements de prêts et prises de participation propres et syndiqués, destinés directement à la création d'emplois et de richesse en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Dans le même temps et alors que le monde traverse une crise qui a affaibli la capacité de financement d'autres organisations, nous avons à la SII connu notre huitième exercice bénéficiaire consécutif, approuvé 71 projets durables et maintenu notre excellente notation de crédit.

Ces résultats ne sont pas fortuits.

Lorsque j'ai été nommé au poste de Directeur général en 2000, nous avons modifié notre modèle d'activité pour nous concentrer sur de nouveaux domaines d'opportunités. Nous avons décidé de relever les défis en créant des produits et des services innovants et en faisant en sorte que nos ressources apportent une valeur ajoutée et aient le plus d'impact possible sur le développement du secteur privé de la région.

La SII est convaincue que les partenariats sont le mécanisme qui permet de stimuler le développement et elle les a encouragés pour apporter une valeur ajoutée aux PME. Diverses institutions financières latino-américaines ont fourni en 2011 55 % des ressources décaissées par la SII, ce qui est une preuve de confiance dans notre portefeuille de produits. FINPYME, notre initiative d'additionalité qui travaille en collaboration avec le monde universitaire, le secteur privé et les gouvernements, est une autre preuve de ces partenariats réussis. Grâce à nos programmes *Diagnostics*, *ExportPlus*, *Family Business*, *Integrity*, *Technical Assistance* et *GREENPYME*, regroupés sous la marque FINPYME, nous avons pu, depuis leur lancement, offrir de la formation à plus de 3 300 PME.

Une partie des ces événements marquants est due à plusieurs décisions opportunes, certaines peu conventionnelles, qui nous ont permis de garder nos finances en ordre. Par conséquent, quand la crise financière a éclaté en 2008, la SII n'était pas du tout exposée aux risques des actifs titrisés car nous avons cinq ans auparavant pris la décision de nous retirer progressivement des investissements à haut risque. En 2010, Standard & Poor's a reconnu notre mérite en relevant notre notation de crédit de AA- à AA.

Cependant, notre principal mérite est relatif à l'entreprise. Nous avons converti la SII en une organisation plus solide, rentable et durable, fondée sur une culture d'entreprise cohérente et transparente. Il ne fait pas de doute que notre réussite est ancrée dans le talent et le dévouement des 107 excellents professionnels qui travaillent pour la SII dans toute la région et dans le soutien sans faille du Conseil d'administration.

Au fil du temps, nous avons réussi à mettre en pratique notre philosophie, à savoir que le capital est un outil qui sert à générer des opportunités et à renforcer les capacités en faveur du développement. L'esprit qui nous anime consiste à reconnaître que chaque objectif atteint est le résultat de la qualité du chemin parcouru et représente à son tour un moyen pour parvenir à un nouveau but.



Jacques Rogozinski  
Directeur général  
Société interaméricaine d'investissement



**Promouvoir le développement agricole, comme l'exploitation de soja de Viluco :**

de m



Viluco S.A.

### **Des semences au carburant**

En accord avec sa détermination inébranlable de développer les ressources en énergies renouvelables de la région, la SII a approuvé l'an dernier un prêt d'un maximum de 6,5 millions de dollars à Viluco – producteur de farine et d'huile de soja et de carburant biodiesel implanté dans le nord-ouest de l'Argentine – pour lui permettre de construire et d'exploiter une usine de traitement d'une capacité de production annuelle de 200 000 tonnes de carburant biodiesel et de 720 000 tonnes de farine de soja. Dès 2011, sa deuxième année d'activité, l'usine tournait déjà à près de 80 % de sa capacité.



**une des manières dont la SII contribue à la croissance économique de la région**

# nouvelles idées





des p  
c




Hidroeléctrica San Lorenzo S.A.

## Électricité fluviale

Un des plus récents projets appuyés par la SII est la centrale Hidroeléctrica San Lorenzo. La Société a approuvé un prêt structuré d'un montant maximum de 10,5 millions de dollars pour financer la construction et l'exploitation de la centrale conçue pour produire 42,3 gigawatts/heure d'électricité par an dès 2013 à partir d'une source d'énergie renouvelable – suffisamment pour alimenter une ville de 45 000 habitants. Les deux générateurs de Hidroeléctrica San Lorenzo permettront de réduire les émissions de carbone actuelles de quelque 20 000 tonnes par an.

A wide-angle photograph of a large-scale construction site for a hydroelectric dam. The image shows several tall, grey concrete pillars under construction, each surrounded by complex wooden and metal scaffolding. A tall, black lattice crane stands prominently in the center. The background features a range of blue mountains under a cloudy sky. The foreground is filled with construction materials and equipment.

ratiques  
durables



**Energía Integral Andina utilise un financement de la SII pour poser et exploiter deux câbles à fibres optiques sous-marins qui donneront accès à l'Internet à haut débit à des régions isolées au large des côtes colombiennes.**

de n  
tech



Energía Integral Andina S.A.

### **Câbles sous-marins**

À l'heure actuelle, près de 4 millions de Colombiens sont reliés à l'Internet et le gouvernement est convaincu qu'il sera en mesure de connecter environ 700 municipalités des régions isolées du pays à un nouveau réseau national à fibres optiques. La SII est partenaire de cette entreprise visant à offrir une connectivité de meilleure qualité et à moindre coût afin de promouvoir le développement local. En 2011, elle a décaissé un prêt de 8 millions de dollars à Energía Integral Andina – entreprise colombienne chevronnée de construction et de gestion de réseaux de télécommunications et d'électricité – pour la phase finale de construction et l'exploitation de deux câbles sous-marins à fibres optiques.



# ouvelles nologues

# Apporter une valeur ajoutée aux PME dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes

## Innovation continue

Mener à bien une mission requiert de la ferveur, du dévouement, de la créativité, de la souplesse et, évidemment, du temps.

Mener à bien la mission de la Société interaméricaine d'investissement est quelque peu plus complexe, car les fondateurs de la Société envisageaient cette mission comme étant de soutenir le processus de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes en se concentrant avant tout sur les petites et moyennes entreprises. Il ne s'agit pas là seulement d'une déclaration claire et dûment réfléchie d'intention – un développement centré sur les PME – c'est aussi la mission la plus ambitieuse jamais entreprise par une organisation multilatérale de développement.

Mener à bien cette mission exige une innovation continue. Au cours des trois prochaines années, la SII va soutenir deux millions de PME de la région grâce à des prêts directs et indirects, des prises de participation et des services d'assistance technique à valeur ajoutée.

Loin d'être considéré comme impossible à atteindre, cet objectif nourrit l'esprit d'innovation de la SII. Institution à vocation de développement déterminée à faire plus de la meilleure manière possible, la Société a recentré sa mission afin de faire autorité en matière de développement des PME d'Amérique latine et des Caraïbes.

À cette fin, elle va redoubler ses efforts sous forme d'outils d'assistance technique et financière et se concentrer sur le renforcement de sa capacité d'élaborer des produits fondés sur le savoir qui pourront à leur tour être partagés par un nombre sans cesse croissant de PME dynamiques et novatrices.

## Un réseau de savoir

La première étape de ce processus sera lancée en 2012, avec la mise en place d'un réseau régional d'entreprises, d'investisseurs et de donateurs. Soutenu par une stratégie active de communication, ce réseau stimulera le développement et la mise en commun du savoir considéré comme un bien collectif. Il inclura aussi un centre du savoir sur Internet, accessible à tous les membres du réseau, qui facilitera le partage des leçons tirées de l'expérience. Une série de séminaires spécialisés, organisés dans divers points de la région, contribuera à renforcer et élargir les liens et le processus d'apprentissage du réseau. L'idée est de créer un cercle vertueux profitant à un plus grand nombre de PME qui reconnaisse et cultive le potentiel des chefs des petites et moyennes entreprises en les aidant à établir des relations d'affaires et à mettre leur savoir en commun.





## De cause à effet

La décision de recentrer la mission de la SII n'a pas été prise à la légère. En fait, toute la trajectoire de la Société est fondée sur la planification stratégique et la souplesse tactique.

La SII a connu une première réorganisation à la fin des années 90 qui a posé les bases d'une augmentation de capital et d'un changement au sein de la direction. La nouvelle équipe dirigeante a piloté la SII au travers de la crise financière qui a secoué la région en 2001 et elle en est sortie deux ans plus tard avec un nouveau modèle de gestion préconisant le soutien du secteur privé comme le meilleur moyen d'avoir l'incidence la plus considérable et la plus durable sur le développement à long terme de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Les mises au point régulières et les améliorations apportées à ce modèle en ont fait une puissante stratégie financière et opérationnelle qui a permis à la SII d'organiser son travail avec les PME en trois étapes et d'obtenir des résultats significatifs.

Pour commencer, la Société a cherché des moyens d'accroître ses prêts directs aux entreprises individuelles et d'élaborer de nouveaux produits lui permettant de travailler avec des intermédiaires financiers. Ainsi, depuis 2000, la SII a approuvé 274 prêts directs (plus que deux fois le nombre durant la décennie précédente), a divisé par 10 le montant minimum des prêts pour le ramener à 100 000 dollars et accordé dix fois plus de prêts directs d'un montant inférieur à un million de dollars. Le dernier point d'orgue a été la création en 2009 du Fonds fiduciaire Chine-SII pour prises de participation dans des PME, doté d'un capital de 150 millions de dollars financé à parts égales de 75 millions de dollars par la SII et le gouvernement chinois, et destiné à financer des prises de participation au cours des cinq prochaines années, avant tout sur le marché des PME.

Les nouveaux programmes et produits lancés par la SII pour travailler en collaboration avec des intermédiaires financiers ont aussi été extrêmement efficaces. Au cours des 10 dernières années, la SII a approuvé 1,91 milliard de dollars de prêts à des banques et des institutions financières, soit trois fois le montant approuvé entre 1990 et 2000. Le programme de partenariats a aidé la SII à atteindre plus de 1,6 million de PME avec des prêts d'un montant moyen de 100 000 dollars et certains aussi modiques que 200 dollars. Ces partenariats ont permis à de nombreuses institutions financières de travailler pour la première fois avec des PME et aidé la SII à avoir un impact plus important sur le développement grâce à l'octroi de prêts de faible montant dont le traitement aurait été inefficace, voire impossible, dans le cadre d'opérations de prêts directs.

En 2008, la SII a créé la Division assistance technique et alliances stratégiques et constitué le Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME avec une dotation de 40 millions de dollars de la République de Corée. La nouvelle division de la SII a dévoilé l'initiative FINPYME®, série de programmes d'assistance technique fondée sur la recommandation du Bureau de l'évaluation et de la supervision (OVE) de la BID et bénéficiant de l'appui de 12 pays donateurs et de diverses autres organisations. Au cours des trois derniers exercices, plus de 3 300 PME de 21 pays de la région ont bénéficié de formations qui les ont aidées à entrer sur de nouveaux marchés d'exportation (FINPYME *ExportPlus*), à améliorer leur gouvernance d'entreprise (FINPYME *Family Business*), à avoir accès à de nouvelles sources de financement (FINPYME *Diagnostics*), à renforcer leur déontologie professionnelle (FINPYME *Integrity*), à améliorer la qualité des projets soumis à l'approbation de la SII (FINPYME *Technical Assistance*), à réduire leur consommation énergétique et à accroître leur recours à des sources d'énergie renouvelable (GREENPYME®). La division s'est fixé un but ambitieux : toucher 8 000 PME de 26 pays en développement membres de la SII.

Ce but s'explique par la redéfinition de la mission de la SII et par la prédisposition de sa culture d'entreprise de relever les défis avec ferveur, dévouement, créativité, et souplesse – mission qui s'adapte aux défis imprévisibles que réserve l'avenir.



# PRODUITS FINANCIERS

## FINANCEMENT D'ENTREPRISES

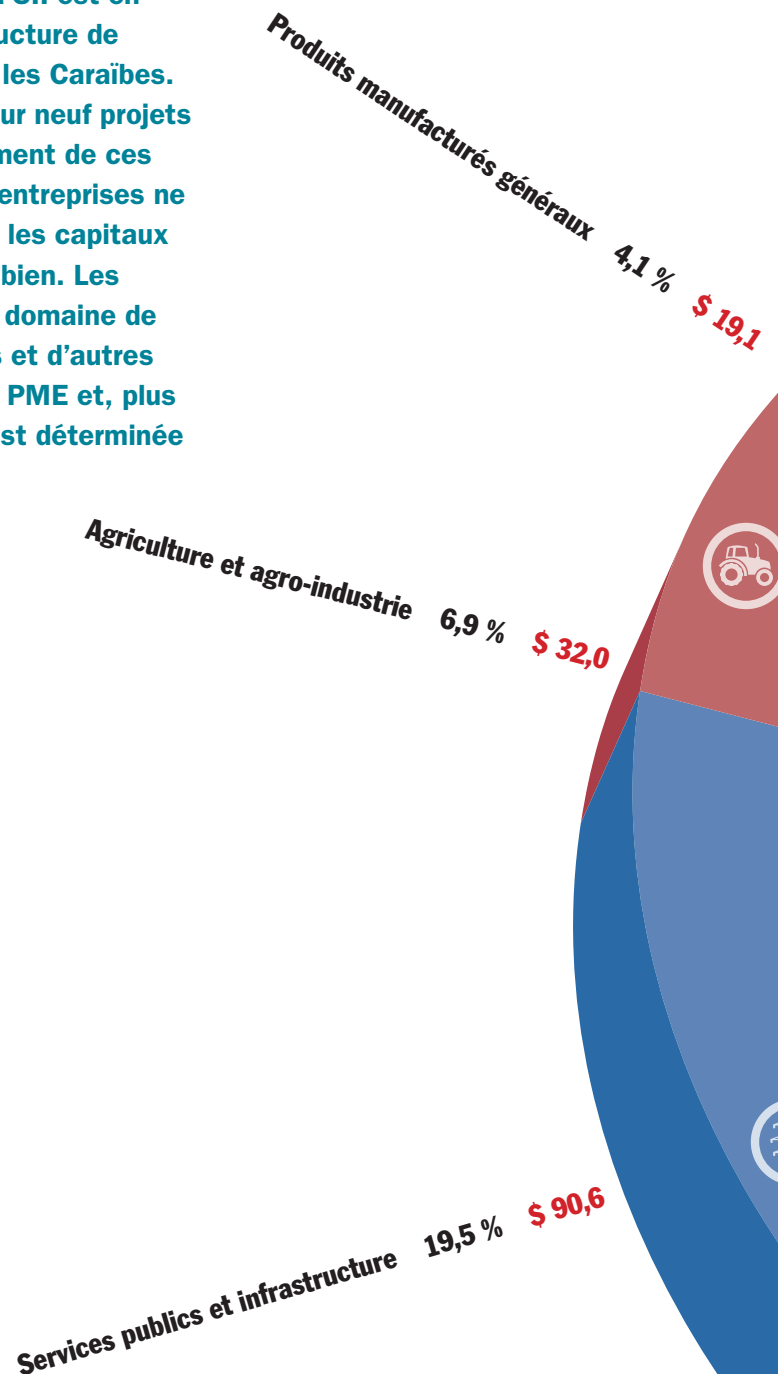
### Nos clients sont différents

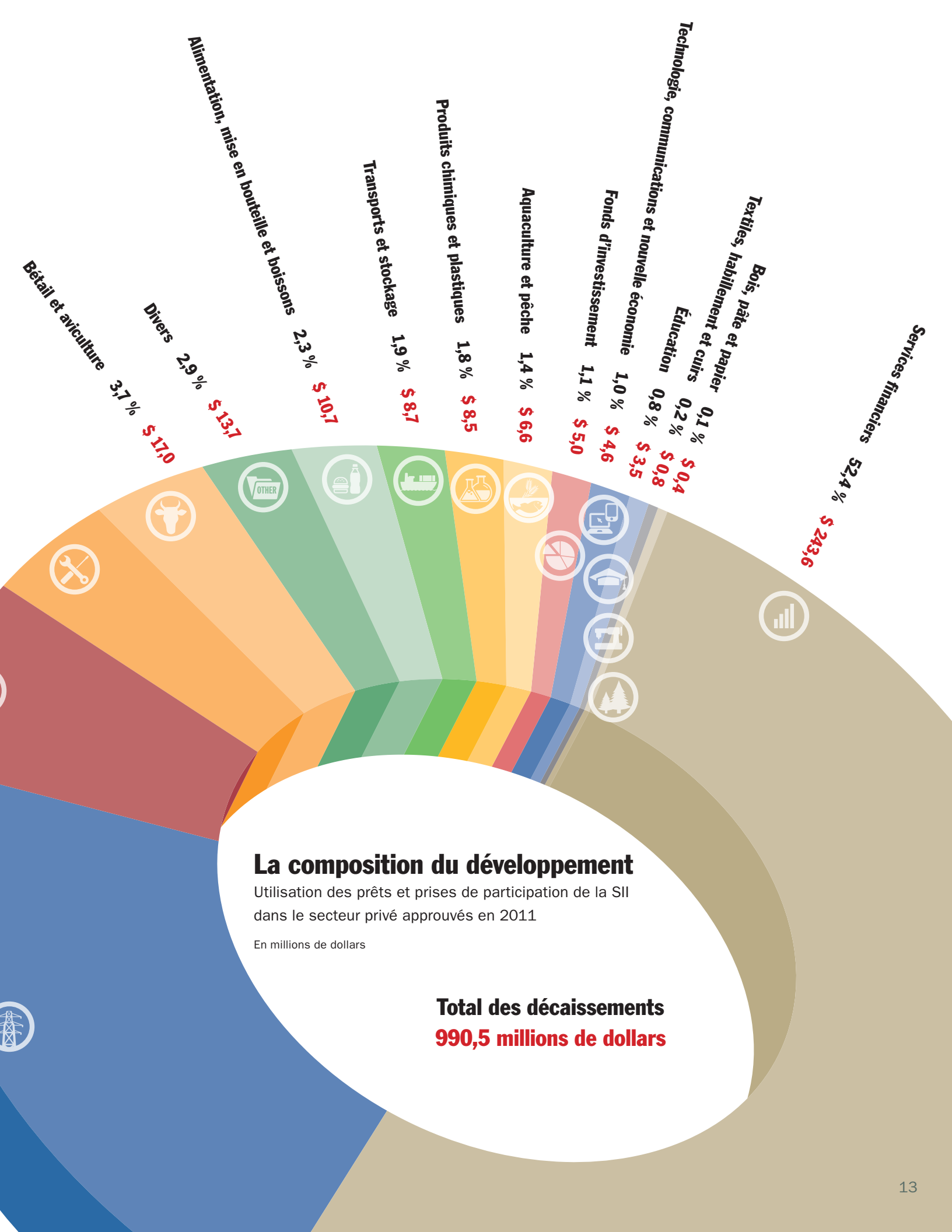
En 2011, la SII a affecté 464,7 millions de dollars au financement de 71 projets d'entreprises de la région, soit près de 24 % de plus que la valeur des approbations de prêts de 2010.

Depuis sa création, la SII a approuvé 4,42 milliards de dollars de prêts et de prises de participation en faveur d'entreprises et de projets créateurs et novateurs qui ont un fort impact sur le développement.

« Outre le soutien qu'elle apporte aux PME familiales traditionnelles grâce au financement et à l'assistance technique, la SII est en mesure d'apporter son appui à des projets d'infrastructure de petite ou moyenne taille en Amérique latine et dans les Caraïbes. En 2011, elle a approuvé 90,6 millions de dollars pour neuf projets d'infrastructure dans la région. Le coût d'investissement de ces projets étant inférieur à 100 millions de dollars, les entreprises ne peuvent souvent pas obtenir le montage financier et les capitaux à long terme dont elles ont besoin pour les mener à bien. Les investissements dans des projets de qualité dans le domaine de la production électrique, des installations portuaires et d'autres infrastructures sont indispensables au bien-être des PME et, plus généralement, de l'économie. C'est pourquoi la SII est déterminée à soutenir ce segment du marché. »

JOHN BECKHAM  
CHEF, DIVISION OPÉRATIONS (SII)





## La composition du développement

Utilisation des prêts et prises de participation de la SII dans le secteur privé approuvés en 2011

En millions de dollars

**Total des décaissements**  
**990,5 millions de dollars**

## Capitaux pour l'amélioration et l'expansion des infrastructures

### Les infrastructures de moyenne taille : notre créneau

Il ne fait aucun doute qu'il existe une forte corrélation entre le développement des infrastructures et la croissance économique durable. Les coûts, la productivité et la compétitivité sont affectés positivement ou négativement par des facteurs tels que la qualité du réseau routier, l'accès à une source d'énergie bon marché ou l'existence d'installations portuaires modernes.

Le rôle de la SII comme catalyseur du développement des infrastructures a grandi au cours des dernières années. En 2011, elle a approuvé à hauteur de 90,6 millions de dollars pour financer des travaux d'infrastructure en Argentine, au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Nicaragua, au Panama et en République dominicaine soit quatre fois plus que l'exercice précédent.

La SII se concentre sur des projets de moyenne taille dont les besoins de financement ne sont pas satisfaits par les banques commerciales axées sur le financement de projets massifs d'infrastructure.

**49 %**

du financement des infrastructures depuis 2000 a été approuvé en 2011

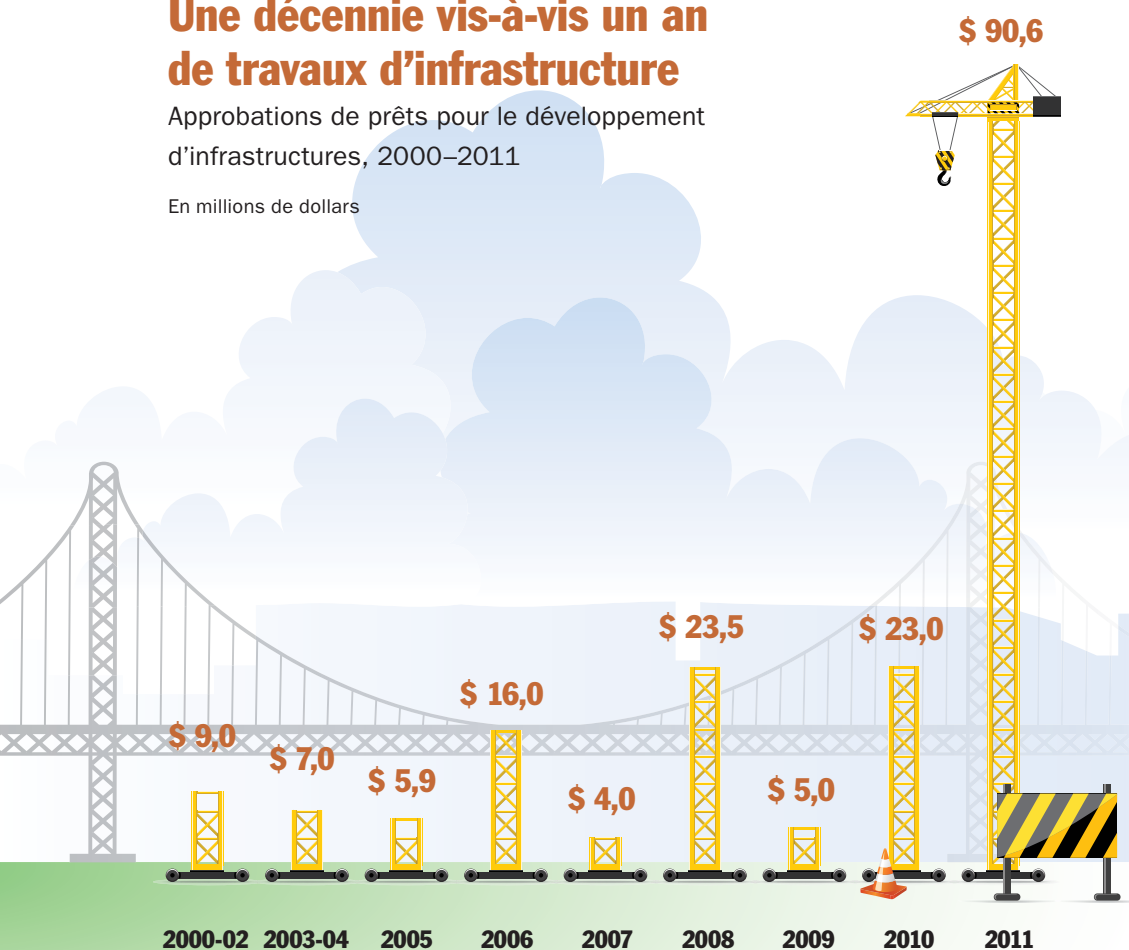
**56 %**

des prêts décaissés entre 2000 et 2011 sont allés aux pays d'Amérique centrale et aux pays andins

### Une décennie vis-à-vis un an de travaux d'infrastructure

Approbations de prêts pour le développement d'infrastructures, 2000-2011

En millions de dollars





Access Haïti S.A.

## L'ère de la radio

Il est étonnant de voir à quel point le passé peut contribuer à forger un avenir meilleur. À la suite du tremblement de terre de janvier 2010 en Haïti, les services Internet, de téléphonie et d'électricité ont disparus. Par conséquent, les survivants à Port-au-Prince et dans les autres villes touchées par le séisme se sont mis à l'écoute de la radio – médium qui les a aidés à avoir des nouvelles de leurs proches et à organiser les opérations de premiers secours.

Mais les ondes radio peuvent servir à des fins autres que l'organisation d'opérations de secours. En 2011, la SII a approuvé un prêt de 3,5 millions de dollars en faveur d'Access Haïti S.A. – prestataire de services de télécommunications et Internet – qui l'utilisera pour lancer le premier réseau national de services WiMAX.

Access Haïti va utiliser les ondes radio électromagnétiques – qui continuent d'être le principal médium de communications en Haïti – pour proposer le triple service WiMAX Internet, communications vocales et télévision numérique. WiMAX offre trois fois plus de bande passante que la technologie actuelle d'Access Haïti pour un besoin d'investissement moindre en réseaux, matériel et services.

Les coûts d'exploitation étant plus faibles, l'entreprise prévoit de renforcer sa position dans les zones hors de la capitale et de Cap-Haïtien, Port-de-Paix, Gonaïves, Jacmel, Les Cayes et Jérémie, principales villes du pays et sa base d'opérations.

**3 %**

des 9,9 millions d'habitants d'Haïti ont accès à Internet alors que la moyenne pour les Caraïbes est de 24 %



## Capitaux pour l'énergie renouvelable

### Tirer parti de la nature

L'environnement naturel de l'Amérique latine et des Caraïbes est propice à la durabilité de la région. Des couloirs de vent traversent le Mexique, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, une grande partie de la région est parmi la plus ensoleillée de la planète, et tous les pays disposent d'importantes quantités de déchets organiques agricoles, forestiers ou animaux. Les bassins versants sont déjà une source importante d'énergie renouvelable et les possibilités qu'offrent les vagues et les marées des océans ne sont pas encore exploitées.

En 2011, la SII a approuvé 71,1 millions de dollars de prêts, soit en gros le double du financement fourni depuis 2004, preuve de l'engagement sans faille de la Société en faveur de la durabilité économique et environnementale. Ses prêts visent à améliorer l'accès des groupes défavorisés à l'énergie et à réduire la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles pour la production d'énergie.

La SII finance des solutions durables de production d'électricité – d'un moindre coût économique, social et écologique – sous forme de parcs éoliens, de fermes solaires, de centrales hydroélectriques et de projets de recyclage de la biomasse.

### Énergie verte

Approbations de prêts pour des projets d'énergie renouvelable, 2004–2011

En millions de dollars

# 54 %

des financements de la SII en faveur de projets d'énergie verte depuis 2004 ont été approuvés en 2011

# 40 %

de l'approvisionnement mondial en biomasse forestière se trouve en Amérique du Sud ; à lui seul, le Brésil en détient 27 %

ANNÉE	ENTREPRISE	PAYS	MONTANT
2004	Hidroabanico S.A.	Équateur	7,0
2005	Hidroabanico S.A.	Équateur	4,0
2006	Belize Co-Generation Energy Limited	Belize	6,0
2008	Caruquia S.A. E.S.P	Colombie	7,7
2008	Guanaquitas S.A. E.S.P.	Colombie	7,9
2008	Energía Pacífico, S.A.	Chili	8,0
2010	Celsol S.A. de C.V.	Mexique	6,0
2010	Wind Power Energía S.A.	Brésil	5,0
2011	Blue Power & Energy S.A.	Nicaragua	50,0
2011	Hychico S.A.	Argentine	8,0
2011	Hidroeléctrica San Lorenzo S.A.	Panama	10,5
2011	Grupo Gelec S.A.S.	Colombie	2,6



## Aux turbines, prenez la direction du nord...

Les Nicaraguayens ont une façon spéciale d'indiquer le chemin. Certaines rues ne disposent pas de système de numérotation ou si elles en ont un, personne ne l'utilise. Par conséquent, il est fréquent lorsqu'ils expliquent comment se rendre à un endroit donné – disons un supermarché – qu'ils disent que cet endroit est à tant de pâtés de maison au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest d'un point de repère – par exemple une école.

Blue Power & Energy – deuxième parc éolien du Nicaragua – est en passe de devenir un nouveau point de repère géographique. Bientôt les gens indiqueront le chemin vers beaucoup d'endroits en disant qu'ils sont à tant de distance des énormes éoliennes qui sont en construction à La Fé-San Martín, site entouré de petites plantations de maïs, de canne à sucre et de haricots, et de fermes laitières aux abords de Rivas, au sud-est de Managua.

Financées par un prêt de 50 millions de dollars de la SII, 22 énormes éoliennes Vesta de 120 m de haut – dont les pales produiront suffisamment d'électricité pour satisfaire jusqu'à 5 % des besoins en consommation électrique du Nicaragua – devraient être terminées et en exploitation d'ici à la mi-2012.

Le projet, d'un coût d'investissement total de 115 millions de dollars, fera du Nicaragua un leader dans le domaine de la production d'énergie de remplacement en Amérique centrale. À pleine capacité, le parc éolien permettra de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 104 000 tonnes par an, soit l'équivalent de celles produites par une automobile faisant 15 600 fois le tour de la terre.

**15 %**

Le parc éolien fera passer de 11 % à 15 % la production d'énergie propre du Nicaragua



## Capitaux pour l'agro-industrie et la production alimentaire

### Nourrir les générations futures

La terre compte plus de 7 milliards d'habitants depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011 et elle pourrait en compter un milliard supplémentaire dans moins de 20 ans. Cela va exercer des pressions accrues sur l'approvisionnement alimentaire dans le monde et plus spécifiquement affecter les pauvres qui n'ont déjà qu'à peine les moyens d'acheter des denrées de base comme le maïs, le blé et le riz.

La SII est déterminée à soutenir l'industrie agroalimentaire qui permettra de préserver la sécurité alimentaire et de garantir que la production augmente au même rythme que la demande. En 2011, elle a approuvé 66,3 millions de dollars de financement pour 16 projets dans les secteurs de l'agro-industrie et de l'alimentation de plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Ce financement s'inscrit dans le cadre d'un effort visant à encourager la croissance des producteurs de denrées de base, favoriser l'innovation requise pour créer de nouveaux produits et de nouveaux processus et développer des industries plus efficaces qui soient capables d'être concurrentielles sur de nouveaux marchés.

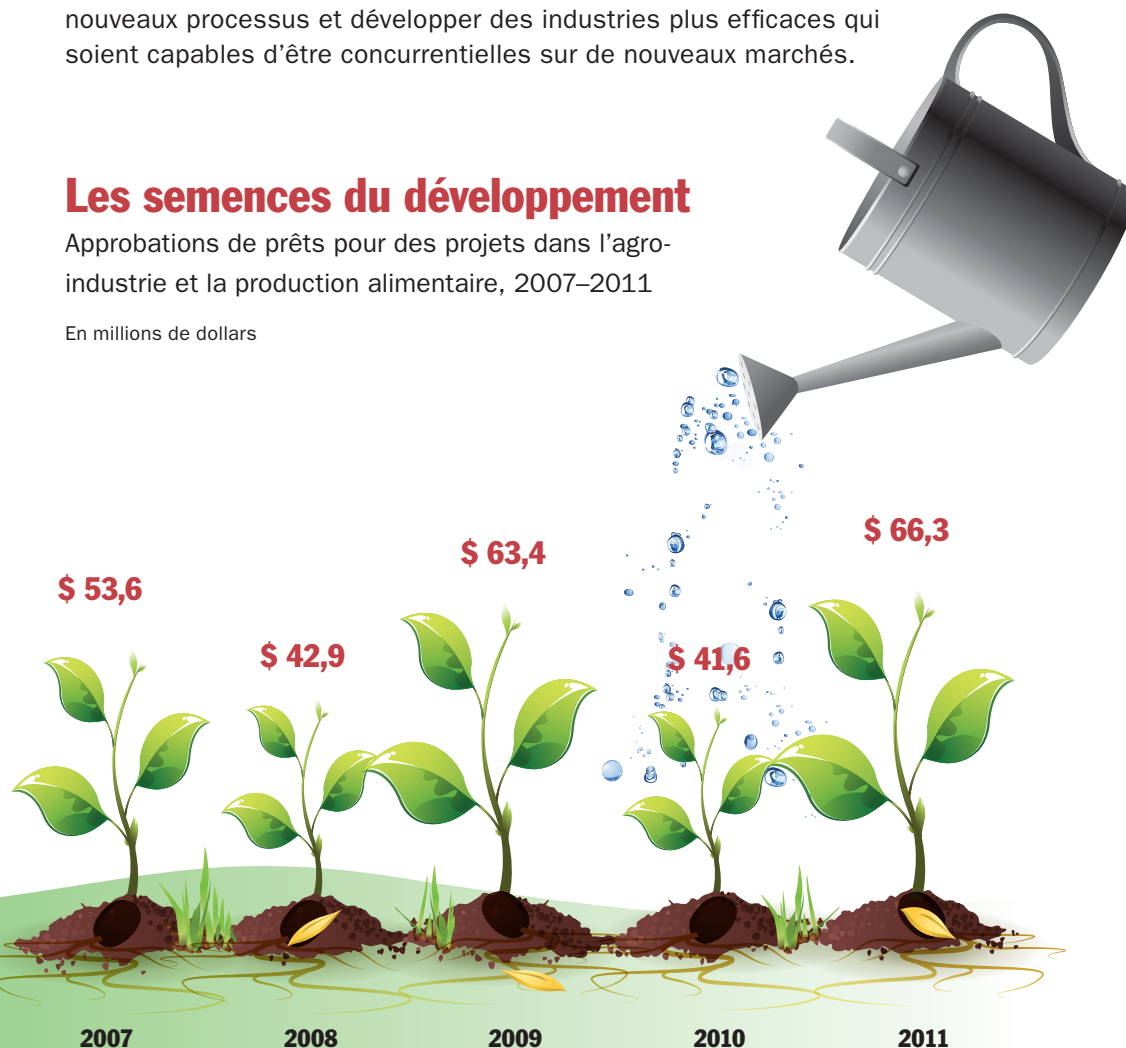
**270 millions de dollars**

Depuis 2006, la SII a affecté 270 millions de dollars au financement de 72 projets dans l'agro-industrie et la production alimentaire

### Les semences du développement

Approbations de prêts pour des projets dans l'agro-industrie et la production alimentaire, 2007–2011

En millions de dollars





Patagoniafresh S.A.

## La saveur du sud

Lorsque la saison des pommes, du raisin, des mûres, des myrtilles et des cerises se termine dans l'hémisphère nord, un certain nombre de sociétés mondiales de produits alimentaires et de boissons, espérant réduire les risques liés au climat, se tournent vers les pays situés au sud de l'équateur, jusqu'à la société chilienne Patagoniafresh, le plus gros exportateur de concentré de jus de fruits non agrumes de l'hémisphère sud.

En 2011, la SII a approuvé un prêt de 2 millions de dollars à Patagoniafresh sous forme de financement parallèle en conjonction avec des banques locales pour lui permettre de refinancer son passif exigible, de répondre à ses besoins de fonds de roulement et d'investir dans des mesures visant à accroître sa production et l'efficacité énergétique de ses quatre usines chiliennes afin de réduire ses coûts et de renforcer sa durabilité économique et environnementale.

Ce refinancement permettra à l'entreprise de conserver quelque 500 emplois directs et d'offrir des revenus stables à ses quelque 1 000 fournisseurs de fruits dont 70 % sont des petits et moyens exploitants.

Patagoniafresh a une capacité de production journalière de 3 700 tonnes de jus de fruits et une capacité de production annuelle de plus de 45 000 tonnes d'extraits de pommes et de raisin, ses principaux produits.

## Aux 4 coins du monde

Patagoniafresh exporte ses produits dans pratiquement tous les pays du monde. Ses principaux marchés sont l'Amérique du Nord, le Japon, l'Europe et l'Amérique latine



# FINANCEMENT D'INSTITUTIONS FINANCIÈRES

## Appui au monde en marche

En 2011, des prêts de la SII pour un montant de 558,6 millions de dollars – 44 % en prêts A et le reste en prêts B – ont permis à vingt banques, coopératives, caisses d'épargne, fonds d'investissement et institutions de microfinance de favoriser le développement de petites et moyennes entreprises et de promouvoir la croissance du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La SII finance le secteur financier par le biais de prêts en monnaie locale, de prêts syndiqués et d'émissions d'obligations afin d'élargir l'accès au financement. Les prêts au secteur privé représentent 43,9 % du PIB régional, ce qui est faible en termes mondiaux.

Depuis 2000, la SII a affecté près de 1,9 milliard de dollars de financement à plus de 200 partenaires du secteur financier de la région par le biais de prêts et de prises de participation.

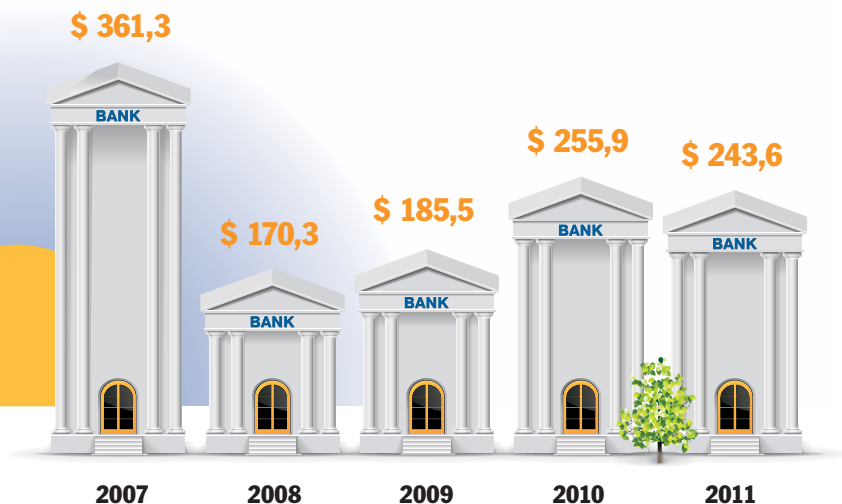
# 207

institutions financières ont reçu une formation en matière de gestion des risques environnementaux et de changement climatique

## Effet multiplicateur des prêts de la SII

Approbations de prêts aux institutions financières, 2007–2011

En millions de dollars



« En apportant du financement à des institutions financières, la SII promeut le développement des PME en Amérique latine et dans les Caraïbes parce que cela permet aux banques et autres institutions financières d'accorder des prêts à plus longue échéance et ainsi de soutenir les PME avec une structure financière confortant leur stabilité. »

LAURA ORADEI-BAYZ  
CHEF, UNITÉ DE GESTION ET DE SUPERVISION DU  
PORTEFEUILLE (SII)





## Les grandes entreprises à l'aide des petites

Un partenariat entre la principale organisation multilatérale de financement finançant les petites et moyennes entreprises et la plus grande banque de la plus grosse économie d'Amérique latine devrait produire d'excellents résultats. C'est précisément le défi que relèvent la SII et Itaú Unibanco : élargir l'accès au financement d'un plus grand nombre de PME brésiliennes.

En 2011, la SII et Itaú Unibanco ont approuvé un prêt A sur 5 ans de 40 millions de dollars et un prêt B de 240 millions de dollars qui sera décaissé par tranches sur un maximum de cinq ans par des banques internationales au titre de financement à long terme pour des PME brésiliennes. C'est la plus importante opération syndiquée jamais entreprise par la SII qui a déjà dirigé trois opérations similaires pour plus de 250 millions de dollars pour apporter des financements à des PME. Cette opération plus récente permettra d'offrir des prêts hypothécaires en réaux à des familles à faible revenu souhaitant acheter une habitation.

La SII et Itaú Unibanco sont partenaires de longue date. Plus de 2 200 PME et 3 700 ménages ont bénéficié de prêts accordés par la SII et distribués par Itaú depuis le début de leur partenariat en 2005. Outre les prêts susmentionnés, en 2011, Itaú Unibanco, la SII et le Groupe de la BID ont mis sur pied un programme de formation sur trois ans destiné à aider un groupe d'une centaine de PME à élaborer de nouvelles idées d'affaires ou à élargir leurs opérations existantes auprès des ménages les plus pauvres du Brésil.

Itaú Unibanco, la seule banque latino-américaine à être inscrite au Dow Jones Sustainability Index et trois fois récipiendaire du Financial Times/International Finance Corporation Sustainable Finance Award, contribue aussi régulièrement aux ateliers de formation à la gestion de l'environnement à l'intention des PME organisés par la SII depuis 1999.

Depuis 2000, la SII a fourni plus de financement à Itaú Unibanco qu'à aucune autre institution de financement ; viennent ensuite Rabobank et Bancóldex.

### Opérations en monnaie locale

## Le Mexique, notre premier marché

En mai 2011, la SII a émis une seconde série d'obligations de 600 millions de pesos mexicains, soit l'équivalent de 58 millions de dollars.

L'émission d'obligations entièrement placée sur la Bourse du Mexique a été largement sursouscrite. Vingt-cinq investisseurs – dont des fonds de retraite, des compagnies d'assurance, des banques et des fonds communs de placement – ont acheté les certificats. Cette opération a rendu possible le décaissement de nouveaux crédits en monnaie locale pour les PME.

La première série d'obligations en monnaie locale avait elle aussi été émise sur le marché mexicain en novembre 2007, pour un montant de 480 millions de pesos mexicains, soit l'équivalent, à l'époque, de 43,9 millions de dollars. Elle avait servi à financer les opérations d'intermédiaires financiers en faveur des PME.

À la suite de la première émission d'obligations, il est apparu qu'il existait une demande non satisfaite dans divers groupes d'entités ayant des besoins de financement différents. Cette situation a ainsi servi à justifier l'émission d'obligations en monnaie nationale. Le financement en pesos mexicains a permis à la SII d'intervenir efficacement et rapidement entre le marché des capitaux et les PME. De plus, les émissions d'obligations ont accru l'offre d'instruments d'investissement sur le marché mexicain des valeurs mobilières. Grâce au financement en monnaie locale, les PME sont naturellement protégées contre les fluctuations des taux de change.

## FINPYME *Credit*

### Différents noms pour une même idée

En 2011, la SII a décidé de reconditionner toute sa ligne de produits d'aide aux PME sous la marque FINPYME. Cette décision signifiait à la fois une fin et un nouveau commencement : la fin de la ligne de crédit renouvelable pour les petites entreprises (SBRL) et le lancement de FINPYME *Credit*.

Au cours de sa première année de fonctionnement, le programme FINPYME *Credit* a approuvé 4,1 millions de dollars de financement pour quatorze projets dans six des plus petites économies de la région, qui sont son champ naturel d'intervention. Comme la SBRL, FINPYME *Credit* est doté d'un processus accéléré d'approbation et continuera d'octroyer des prêts compris entre 100 000 et 600 000 dollars pour fonds de roulement et dépenses en capital.

Cet outil est un des résultats de la quête constante de la SII de nouvelles manières d'étendre son influence, de renforcer ses liens avec les PME et de mieux satisfaire leurs besoins de financement.

93

jours – un peu plus de trois mois – temps moyen nécessaire pour le décaissement d'un prêt FINPYME *Credit* à partir de la date du premier contact avec un client

2

projets FINPYME *Credit* en Haïti pour un fabricant de vêtements pour hommes et un groupement d'artisans

## Tirer parti des réussites antérieures

Approbations de prêts par SBRL et FINPYME *Credit*, 2006–2011

En millions de dollars





DKDR Haïti S.A.

## Belle allure

Souvent ce sont les actions d'une entreprise – et non seulement son revenu et ses bénéfices – qui déterminent sa réussite. DKDR, petit fabriquant coréen de vêtements, a bien compris cet adage. En 2011, l'entreprise a obtenu un prêt de 360 000 dollars du programme FINPYME *Credit* pour augmenter la capacité de production de son usine de fabrication de vêtements pour hommes de Port-au-Prince.

DKDR fabrique des vêtements pour hommes (costumes, manteaux, tenues de soirée et pantalons de ville) qui sont vendus dans les grands magasins aux États-Unis. Le prêt de la SII lui permettra d'acheter de nouvelles machines pour fabriquer des pantalons pour hommes – un de ses principaux produits. L'entreprise exporte la totalité de sa production. L'augmentation de sa production lui permettra d'ajouter 400 nouveaux salariés aux 1 200 qu'elle emploie déjà.

Après 15 ans en République dominicaine, en 2010 l'entreprise a délocalisé ses opérations dans le parc industriel de Sonapi, près de l'aéroport international de la capitale haïtienne, afin d'aider à la reconstruction du pays après le tremblement de terre dévastateur de janvier de cette année là. DKDR exporte sa gamme de vêtements aux États-Unis en franchise de droits dans le cadre de la Loi HOPE votée par le Congrès américain en 2008 pour créer des emplois et éliminer les obstacles au commerce avec Haïti.

Le prêt du programme FINPYME *Credit* permettra à DKDR de faire passer sa production de pantalons de ville pour hommes de 30 000 à 45 000 pièces par mois

Fibras de Vidrio Caaguazú S.A.

## Petits montants, grands effets

L'histoire des relations entre la SII et Fibrac – une entreprise familiale – est très simple mais, comme dans beaucoup d'autres cas, elle montre comment un petit prêt peut faire une différence énorme pour un chef d'entreprise. Concrètement, le prêt de 250 000 dollars approuvé en 2011 dans le cadre du programme FINPYME *Credit* peut permettre d'augmenter les ventes de Fibrac de 15 % et d'accroître son personnel de près de 25 %.

L'entreprise paraguayenne qui fabrique, entre autres produits, des réservoirs de stockage d'eau, des piscines, des baignoires, des lavabos en similimarbre et des toits de barge en plastique renforcé, utilisera ces fonds pour agrandir ses installations de production, construire un entrepôt de 2 000 m<sup>2</sup> et acheter une nouvelle machine à plastifier.

Cette machine sert à recouvrir les produits de l'entreprise d'une couche de résine synthétique qui leur donne une meilleure finition et permet à l'entreprise de se distinguer de ses concurrentes en utilisant ses propres peintures. Les installations rénovées et le nouvel entrepôt permettront à Fibrac de réorganiser sa chaîne de production et son entrepôt et ainsi de rationaliser ses opérations et d'accélérer l'arrivée et le départ des camions de livraison. Grâce à ces deux mesures, l'entreprise pourra réduire ses coûts et mieux répondre à la demande.

Fibrac a été fondée en 1997 à Caaguazú, ville de l'est du Paraguay à mi-chemin entre Asunción et la frontière brésilienne. À l'heure actuelle, elle fabrique divers types de réservoirs de stockage d'eau, plus de 15 modèles de baignoires à jets d'eau et 20 modèles de piscines.



### 15 %

L'expansion de ses affaires permettra à Fibrac de faire progresser ses ventes de 15 %

## PRISES DE PARTICIPATION ET INVESTISSEMENTS ASSIMILABLES À DES PRISES DE PARTICIPATION

### Des entreprises gagnantes

En 2009, la SII a constitué l'Unité des fonds d'investissement afin de rationaliser tous les services de prises de participation utilisant des fonds internes et de tiers. En 2011, la Société a approuvé 8,6 millions de dollars de prises de participation et d'investissements assimilables à des prises de participation. Le Fonds fiduciaire Chine-SII pour prises de participation dans des PME, créé en 2009 pour soutenir les entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes, a cofinancé toutes ces opérations avec la SII.

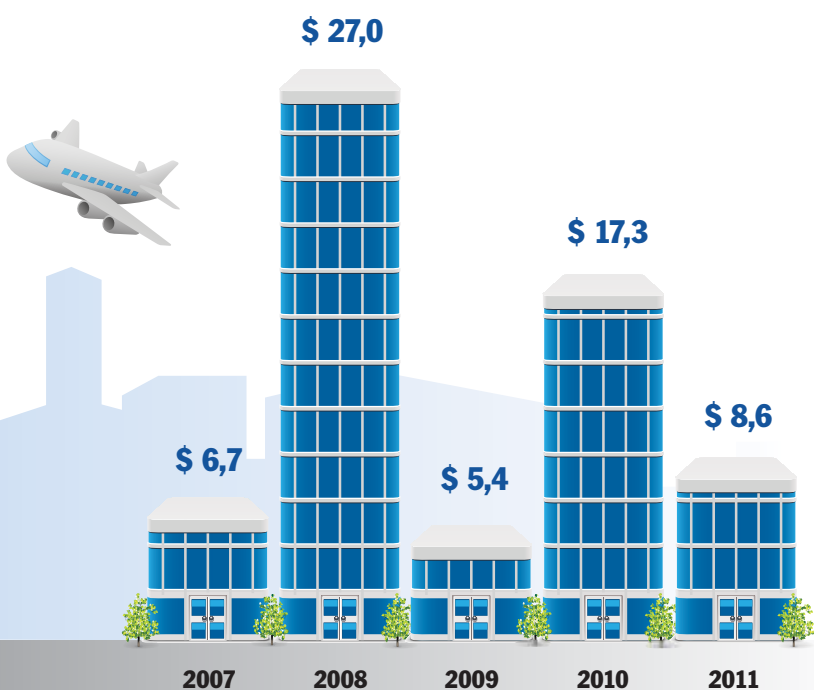
Les prises de participation et les investissements assimilables à des prises de participation permettent aux investisseurs et aux entreprises de contribuer à la croissance des PME en partageant leurs risques et leurs bénéfices. D'une manière générale, la SII a investi dans des projets de télécommunications, des banques spécialisées et des fonds d'investissement multisectoriels où elle a aidé de nombreuses entreprises à créer des emplois et à améliorer leur productivité et leur compétitivité.

La SII a montré la voie en promouvant les prises de participation et les investissements assimilables à des prises de participation dans la région. Elle a agi comme catalyseur du premier fonds de prises de participation de la région dans lequel elle a investi et qu'elle a administré il y a une vingtaine d'années. Depuis 2000, plus de 139 millions de dollars en prises de participation ont été investis dans 26 entreprises différentes.

### Investir dans la croissance

Prises de participation et investissements assimilables à des prises de participation, 2007–2011

En millions de dollars



« La SII joue un rôle catalyseur clé en promouvant les prises de participation dans la région, qui sont une partie cruciale de l'« écosystème » financier du développement du secteur privé. »

JACQUES ANTEBI  
CHEF, UNITÉ DES FONDS  
D'INVESTISSEMENT (SII)



Wind Telecom S.A.

## L'éducation à haut débit

L'Internet transforme la manière dont les élèves apprennent, les professeurs enseignent et les contenus sont communiqués. C'est un fait notoire en République dominicaine où diverses compagnies de télécommunications mettent des chaînes éducatives gratuitement à la disposition des écoles.

L'une d'entre elles, Wind Telecom, a obtenu de la SII en 2011 un investissement assimilable à une prise de participation pour offrir des forfaits de services groupés à ses clients dans les villes de Saint-Domingue et de Santiago et relier plus de 1 000 écoles aux réseaux du téléphone et Internet d'ici à deux ans. L'entreprise, qui offre aussi des services de télévision numérique utilisant les technologies WiMAX et MMDS, dispose déjà d'un réseau de fibres optiques pour assurer l'interconnectivité entre les principales universités du pays et permettre l'installation de réseaux Wi-Fi dans d'autres établissements d'enseignement.

L'apport des nouveaux fonds fournis par la SII contribuera à réduire les grandes disparités existant dans le pays et à promouvoir l'innovation et le développement du secteur national des télécoms – marché dont le potentiel est énorme. Une partie de l'investissement, qui comprend une participation financière du Fonds fiduciaire Chine-SII pour prises de participation dans des PME, servira à acheter du matériel permettant d'offrir des services d'Internet, de VoIP et de télévision numérique dans des régions peu ou pas desservies.

## 400 nouveaux emplois

Ces derniers investissements de la SII dans Wind Telecom devraient créer au moins 400 nouveaux emplois





## FONDS D'INVESTISSEMENT

### **Fonds Espagne-SII pour le développement des PME en Haïti Ici, l'innovation c'est le développement**

Il n'est pas facile d'innover surtout lorsque le chemin pour y parvenir est semé d'embûches mais il est possible que c'est en Haïti plus que nulle part ailleurs dans la région que l'on rencontre le plus d'obstacles à l'innovation.

Le pays fait d'énormes efforts pour se relever suite au tremblement de terre de 2010 et la SII a décidé de l'aider à satisfaire ses besoins économiques et sociaux grâce à un modèle novateur d'investissement social. C'est ainsi que le Fonds de développement des PME en Haïti a été conçu en 2010 et officiellement établi en 2011 par la SII et le gouvernement espagnol pour cofinancer des prêts de 10 000 à 100 000 dollars à de petites et moyennes entreprises, en conjonction avec des institutions financières locales. Le Fonds est doté de plus de 59 millions de dollars et sera opérationnel pendant 12 ans.

La structure innovante du Fonds tire parti de l'expérience et de la créativité de la SII. Par rapport aux modèles traditionnels de financement à faible coût, ce mécanisme de cofinancement contribue à donner aux institutions financières locales accès à un plus grand nombre de clients avec moins de risques, tout en offrant aux PME des taux d'intérêt plus faibles. La SII joue aussi le rôle d'administrateur du Fonds.

Le gouvernement espagnol soutient depuis le début la proposition du Groupe de la BID – qui est à la tête des efforts de reconstruction en Haïti – et est persuadé que la croissance du secteur privé en général et, plus particulièrement, de l'accès des PME au crédit est indispensable pour promouvoir la reprise et la durabilité de l'économie. À l'heure actuelle, les taux de pénétration du crédit au sein du secteur privé haïtien sont extrêmement faibles, sensiblement inférieurs à ceux des autres pays des Caraïbes et des autres régions ayant des indicateurs macroéconomiques semblables.





# PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Un engagement en faveur de la valeur ajoutée



## FINPYME en 2011: Aider à promouvoir la croissance

FINPYME, la marque des programmes qui ajoutent de la valeur aux financements de la SII grâce à des prestations d'assistance technique, a été introduite dans de nouveaux pays d'Amérique latine et des Caraïbes lors de sa deuxième année de croissance.

FINPYME a continué de grandir en 2011 :

- La phase d'assistance technique du programme FINPYME *Diagnostics* a été conclue dans les pays anglophones des Caraïbes, une partie de l'Amérique centrale et en Colombie.
- Les premiers ateliers de FINPYME *ExportPlus* ont été organisés aux Bahamas, à la Barbade, au Costa Rica, au Guatemala, au Guyana, en Haïti, au Nicaragua et au Suriname.
- Le programme FINPYME *Family Business* a été introduit dans quatre nouveaux pays (Colombie, Honduras, Panama et République dominicaine) avec l'organisation de cinq ateliers sur la gouvernance d'entreprise tandis qu'un programme pilote de FINPYME *Integrity* a offert une formation à la déontologie à des PME de la Barbade, de la Jamaïque et de la Trinité-et-Tobago.
- Des ateliers de formation ont été organisés dans le cadre du programme GREENPYME à l'intention des chefs de petites et moyennes entreprises d'Amérique centrale soucieux de rendre leur entreprise plus économe en énergie.



## En chiffres

**30** études de diagnostic

**2** pays

**71** ateliers de groupes

**2 313** participants

**1 583** PME participantes

**16** pays

**91** services individuels d'assistance technique

**13** pays



## Nécessité du soutien des donateurs

Le soutien des donateurs s'est révélé essentiel pour aider la SII à former et aider quelque 3 300 petites et moyennes entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes dans le cadre de l'initiative FINPYME depuis la création de la Division assistance technique et partenariats stratégiques.

En 2011, la SII a passé des accords de coopération avec Nordic Development Fund et Nordic Investment Bank, Bancóldex, Bancolombia et BAC|Credomatic. Ces accords aideront la SII à lancer des initiatives financières au niveau de la région, des pays et des secteurs, à promouvoir la création de partenariats entre différentes institutions et à mettre en œuvre ses divers programmes FINPYME et ses autres dispositifs de soutien des entreprises privées.

**« La SII élargit son champ d'action en offrant des services à valeur ajoutée aux PME d'Amérique latine et des Caraïbes. Avec le soutien de nos donateurs et partenaires stratégiques, 1 725 entreprises ont bénéficié de nos programmes d'assistance technique en 2011. »**

JORGE ROLDÁN  
CHEF, DIVISION ASSISTANCE TECHNIQUE ET  
PARTENARIATS STRATÉGIQUES (SII)



## Nouveaux ateliers, nouveaux marchés

Le programme phare d'assistance technique de la SII a terminé sa cinquième année consécutive d'activité en lançant de nouvelles initiatives, telles que des ateliers hybrides, virtuels et interactifs.

En Colombie, FINPYME *Diagnostics* a lancé de nouveaux services hybrides d'assistance technique – des ateliers de groupe pour l'examen de questions intersectorielles incluant des entretiens individuels centrés sur les problèmes spécifiques de chaque entreprise – et a tenu son premier séminaire de quatre semaines de formation en ligne auquel ont participé 77 des 120 entreprises évaluées par le programme. Dans le même temps, en Amérique centrale, dans le cadre du premier atelier interactif sur le financement organisé à l'intention des PME et des institutions financières, des dirigeants de banques et des propriétaires de petites entreprises ont participé à des activités interactives de formation simulant les processus de négociation pour l'obtention d'un financement.

La SII a continué de préparer et de signer des accords pour l'embauche de formateurs en prévision du lancement en 2012 de FINPYME *Diagnostics* au Mexique et au Brésil. Elle a identifié un certain nombre de partenaires stratégiques au Mexique en vue de la mise en œuvre du programme à Veracruz, Aguascalientes, et León-Guanajuato. Elle a également signé un accord avec la Confederação Nacional da Indústria du Brésil en vue du lancement du programme dans les trois États de Ceará, Paraíba et Pernambuco dans le nord-est du pays.

« **Quelle est la partie que je considère comme la plus utile de l'étude de diagnostic ? À mon avis, l'analyse SWOT (strengths, weaknesses, opportunities and threats – forces, faiblesses, possibilités et menaces) parce qu'elle nous donne des informations sur notre position concurrentielle, sur nos points faibles et sur les points forts sur lesquels nous pouvons nous appuyer.** »

CARLA MAHEIA-HART  
DIRECTRICE, MAHEIA UNITED CONCRETE & SUPPLIES LTD.,  
ENTREPRISE DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION DU BELIZE

« **Mon grand-père a fondé cette entreprise il y a 50 ans. Nous avons des oncles, des cousins, des frères et des sœurs qui y travaillent. FINPYME *Diagnostics* nous a appris à élaborer un protocole de répartition des tâches, de résolution des différends qui nous permet de garder la paix dans la famille.** »

ALEJANDRO PINZÓN  
DIRECTEUR GÉNÉRAL, ASC ELECTRÓNICA, ENTREPRISE  
COLOMBIENNE DE CONCEPTION ET DE VENTE DE  
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES



## En chiffres

**29** ateliers de groupes

**75** services individuels  
d'assistance  
technique

**600** PME participantes



## Domaines prioritaires

**Innovation**

**Gouvernance de  
l'entreprise**

**Gestion financière**

**Marketing**

**953**

entreprises formées  
depuis 2007

**13**

pays couverts

**365**

études de diagnostic  
effectuées



## Préparer l'avenir

FINPYME *Family Business* a été conçu pour aider les chefs d'entreprise à relever les défis entourant la durabilité des entreprises familiales, notamment en développant un mode de propriété d'entreprise responsable et concerté, en préparant leur succession et en encourageant l'esprit d'entreprise.

Les ateliers de FINPYME *Family Business* mettent l'accent sur la formation aux mécanismes de bonne gouvernance qui permettent de garantir que l'entreprise survivra aux transitions intergénérationnelles. En 2011, la SII s'est associée au BAC|Credomatic et à la Bancóldex pour offrir des services de formation aux entreprises familiales du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua et des villes de Medellin et Cali en Colombie. Un autre atelier a offert une formation semblable à des experts consultants en Amérique centrale et en République dominicaine.

L'an dernier, la SII a également proposé une formation à des consultants en gouvernance d'entreprise afin d'élargir son équipe d'animateurs et elle a parrainé le premier Forum des Amériques pour les entreprises familiales organisé en Amérique latine par le réseau IFERA (International Family Enterprise Research Academy – Académie internationale de recherche sur les entreprises familiales), un des pionniers de la recherche universitaire sur les entreprises familiales.

**« Nous y sommes tous allés, l'associé gérant et tous les nouveaux directeurs – le directeur général, le directeur du marketing et moi-même, directeur des ventes – et nous sommes revenus armés de ressources qui nous aideront à planifier l'avenir de l'entreprise pour les générations à venir. »**

ÓSCAR BONNET R.  
DIRECTEUR DES VENTES, LÍDER CORTINAS Y AMBIENTES,  
FABRICANT ET EXPORTATEUR D'HABILLAGE DE FENÊTRES  
COLOMBIEN



## En chiffres

5 ateliers

145 PME participantes

**326**

entreprises formées  
depuis 2008

**7**

pays couverts





## Le monde attend

Avec le soutien financier de la République de Corée, de l'Italie et de la Région wallonne de Belgique, FINPYME *ExportPlus* est devenu le principal outil de la SII pour préparer les petites et moyennes entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes à être concurrentielles sur les marchés d'exportation.

FINPYME *ExportPlus* s'inscrit dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce et de la BID. Le programme permet à des techniciens et des experts d'offrir une assistance directe aux PME afin de les aider à renforcer leur compétitivité et leur capacité d'exportation. FINPYME *ExportPlus* recommande trois plans d'action aux PME pour améliorer leur compétitivité : obtention d'une certification pour leurs exportations, amélioration de leurs procédures opérationnelles et renforcement de la gestion des affaires axées sur l'exportation.

« **La formation aide à traduire les idées en actions spécifiques telles que l'élaboration d'une stratégie de vente aux fins de pénétrer sur le marché américain.** »

ERICK FUENTES  
DIRECTEUR COMMERCIAL DE L'ENTREPRISE GUATÉMALTÈQUE  
CAFÉ ANTIGÜEÑO



## En chiffres

**27** ateliers

**565** propriétaires  
d'entreprise formés



## Domaines prioritaires

**Lignes directrices pour les exportations**

**Étiquetage**

**Stratégies d'exportation**

**Gestion des affaires internationales**

**832**

entreprises formées  
depuis 2009

**9**

pays couverts

**18**

missions de  
consultation accomplies

Aider les femmes chef d'entreprise aux idées ambitieuses

## La coopérative COBAHUE : c'est l'heure du café au Guatemala

Iliana Martínez est enseignante à Huehuetenango, zone rurale nichée dans les collines et les vallées du nord-ouest du Guatemala. Elle a reçu une bourse du gouvernement américain pour étudier l'agro-industrie aux États-Unis. Une fois diplômée, elle a décidé de revenir dans son pays et de travailler avec des producteurs locaux de café. Elle nous explique : « J'ai toujours su que je voulais faire quelque chose pour les gens de mon pays ».

Mais sa décision de revenir au Guatemala n'a rien eu d'une partie de plaisir. Elle a dû surmonter bien des obstacles pour assurer l'équilibre financier de la coopérative COBAHUE : il lui est arrivé ne pas se payer son propre salaire pour garder les portes ouvertes mais, finalement, ses efforts ont été récompensés. Comme elle était l'une des rares personnes de l'organisation à parler anglais, elle a utilisé ses compétences linguistiques pour plaider en faveur des planteurs de café et s'assurer qu'ils recevaient un juste prix pour leur production. En partie grâce aux efforts d'Iliana, en 2010, les membres de la coopérative COBAHUE ont commencé à exporter leur café en Italie, au Royaume-Uni et aux États-Unis – les marchés ayant les normes les plus exigeantes en termes de goût et de qualité.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. FINPYME *ExportPlus*, programme de la SII appuyé par le ministère italien des Affaires étrangères et CafèyCaffè, un programme connexe, a aidé les membres de COBAHUE à améliorer leurs méthodes de culture, de récolte et de traitement des grains de café et ainsi à ce que la coopérative commercialise un meilleur produit. Aujourd'hui, le café HueHue, marque du café de la coopérative COBAHUE, est un produit de haute qualité qui a reçu le label Slow Food de produit biologique.

Mais ni Iliana ni FINPYME *ExportPlus* ne se sont reposés sur leurs lauriers. En 2011, ils se sont lancés ensemble dans un nouveau projet pour créer la première marque de café entièrement torréfié et emballé à Huehuetenango. Avec l'aide d'une agence de publicité milanaise engagée avec le financement d'assistance technique de FINPYME *ExportPlus*, Iliana est en train de créer un label et un logo qui reflètent l'esprit et les caractéristiques naturelles de Huehuetenango.

La SII l'aide dans cette entreprise car, après avoir testé le produit dans des magasins locaux au Guatemala, Iliana s'est rendue compte que s'il existait un marché pour son café de qualité exceptionnelle, son produit devait avoir un look plus raffiné.

« Avec l'aide de FINPYME *ExportPlus*, nous allons pouvoir améliorer notre conditionnement et, avec un peu de chance, nous pourrons très bientôt exporter en Italie sous notre propre marque, ce qui signifie qu'une partie non négligeable des bénéfices restera ici à Huehuetenango, chez nos producteurs locaux. »





## Un jalon dans la déontologie des affaires

Le lancement en 2011 de FINPYME *Integrity*, programme conçu pour sensibiliser les PME d'Amérique latine et des Caraïbes à l'importance de la déontologie des affaires, a marqué une nouvelle étape dans les efforts de la SII visant à promouvoir l'intégrité et la transparence et à lutter contre la corruption.

Soutenu par le Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME, FINPYME *Integrity* a officiellement démarré avec des modules de formation pour animateurs dans trois pays anglophones des Caraïbes ; ces modules ont présenté une série de lignes directrices et d'outils élaborés avec l'appui de l'International Trade Administration du Département du commerce américain et de la Chambre de commerce et d'industrie de Corée. Ces outils, qui incluent des commentaires de chefs d'entreprise et de professionnels, aideront les formateurs à faciliter la mise en œuvre des meilleures pratiques déontologiques en affaires grâce à l'élaboration de codes de conduite et à la formation des salariés des PME à la prise de bonnes décisions professionnelles. Une fois terminée la phase pilote du programme en 2012, ces outils de formation seront mis à la disposition du public. Cette initiative de la SII découle des accords signés par la BID, la SII et le Forum économique mondial en 2010.

La SII travaille en collaboration avec des organisations locales pour mieux répondre aux besoins spécifiques des PME de chaque pays. En retour, ces organisations utilisent les services d'assistance technique de FINPYME *Integrity* comme canal de diffusion des meilleures pratiques auprès des propriétaires de petites entreprises. Les principaux partenaires de la SII sont les organismes suivants : Cave Hill School of Business (Barbade), Private Sector Organisation of Jamaica, l'American Chamber of Commerce of Trinidad and Tobago, Syntegra Change Architects Ltd., Trinidad and Tobago Chamber of Industry and Commerce, et Transparency Institute (Trinité-et-Tobago).



### En chiffres

5 ateliers

212 PME participantes



### Domaines prioritaires

**Ethique, transparence et intégrité**

**Codes de conduite**

**Pratiques anticorruption**





## Une assistance directe diversifiée

La SII offre cinq types d'assistance directe à ses entreprises clientes dans le cadre du programme FINPYME *Technical Assistance*.

Elle finance des études de faisabilité pour déterminer la viabilité de leurs projets, elle offre des services-conseils destinés à les aider à renforcer leur compétitivité, elle les aide à améliorer les processus et les produits de leurs fournisseurs, elle suit la mise en œuvre des projets qu'elle finance afin de garantir que les buts et objectifs visés sont atteints et elle finance des études portant sur des questions environnementales, sociales et du travail dans le double but d'aider les entreprises à se conformer aux normes internationales et à satisfaire leurs besoins fondamentaux d'accès à des financements à long terme.

En 2011, le programme FINPYME *Technical Assistance* de la SII a travaillé avec 17 entreprises.



## Domaines prioritaires

**Études de faisabilité**

**Compétitivité**

**Suivi de projets**

**Certifications**

**Amélioration des produits**

**Études environnementales**

**75**

entreprises formées  
depuis 2002

**25**

pays couverts

**75**

missions de  
consultation accomplies



## Écologisation des PME

GREENPYME encourage les PME à adopter des mesures d'efficacité énergétique et à mener des audits énergétiques afin de les aider à identifier et à instaurer des moyens de réduire leurs coûts énergétiques.

En partenariat avec des banques locales, des entreprises spécialisées en solutions écoénergétiques et des experts en la matière, le programme vise à éliminer les obstacles à l'accès des PME à des financements verts et à former leurs propriétaires et les directeurs de banques par le biais d'ateliers et de services d'assistance technique spécialisés.

En 2011, la SII avec le soutien financier du Nordic Development Fund a organisé en conjonction avec le BAC|Credomatic une série d'ateliers au cours desquels un groupe de prestataires de services et de technologie a expliqué comment les technologies à haut rendement énergétique fonctionnent, contribuent à réduire les coûts et améliorent la productivité des PME. Des experts de l'Initiative de la BID sur les énergies durables et le changement climatique ont présenté le concept de finance carbone grâce auquel les entreprises peuvent bénéficier de diverses incitations visant à réduire leur impact sur le changement climatique et de ce fait leur empreinte carbone. BAC|Credomatic a présenté ses lignes vertes d'investissements dans des mesures écoénergétiques. Les PME qui ont participé aux ateliers GREENPYME ont reçu une assistance technique gratuite aux fins de mener des audits énergétiques. La dernière réalisation du programme a été le lancement du site web de GREENPYME ([www.GREENPYME.org](http://www.GREENPYME.org)) avec le soutien financier du Nordic Development Fund. Le site web offre aux PME régionales les outils dont elles ont besoin pour élargir l'accès à l'information et améliorer leur efficacité énergétique.

Les ateliers organisés au début de l'exercice par la SII et le BAC|Credomatic ont donné une formation à quelque 50 chargés de prêts du BAC|Credomatic, posant ainsi les bases du lancement officiel du programme GREENPYME dans cette partie de la région.

**« Un audit énergétique nous a montré qu'en remplaçant une partie de nos systèmes d'éclairage et de notre matériel de bureautique et de production, nous pouvions réduire notre consommation énergétique de 27 %, nous permettant ainsi d'amortir notre investissement en quatre ans. »**

DAYAN HERNÁNDEZ  
DIRECTEUR D'ITALDEC, ENTREPRISE COLOMBIENNE DE  
FABRICATION D'IMPLANTS ET DE MATÉRIEL DENTAIRE



## En chiffres

**5** ateliers sur  
l'efficacité  
énergétique

**186** PME participantes

**946**

entreprises formées  
depuis 2008

**10**

pays couverts

**83**

missions de consultation  
accomplies



Productos Ujarrás S.A.

## Le goût de la réussite

FINPYME *Technical Assistance* a aidé Productos Ujarrás, entreprise familiale costaricienne bien connue qui fabrique et exporte des conserves, des confitures et des pâtes de fruits tropicaux, à résoudre de graves problèmes opérationnels.

Le programme a aidé Ujarrás à cerner ses nécessités d'améliorations indispensables et les points faibles de ses processus de production et de ses procédures de gestion environnementale. Forte des conclusions de son étude de diagnostic, Ujarrás a restructuré son usine afin d'accroître sa capacité de production et de rationaliser ses opérations de conditionnement et d'expédition et elle a engagé un directeur financier pour contrôler ses coûts et traiter ses besoins financiers. Ujarrás a ensuite entamé le processus d'obtention de la certification de salubrité de ses produits dans le but d'accroître ses exportations vers Amérique centrale et les États-Unis.

**« Maintenant, nous utilisons mieux notre fonds de roulement. Nos coûts de production sont plus compétitifs, ce qui a amélioré notre résultat. »**

FRANCISCO CASTRO BRENES  
DIRECTEUR DE PROJET, PRODUCTOS UJARRÁS

**31 % d'augmentation**

À la suite de l'étude de diagnostic, les ventes de l'entreprise ont augmenté de 31 %



## La SII en bref

La SII promeut le développement économique de ses pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes en finançant des entreprises privées. Elle est entrée en activité en 1989 et s'attache plus particulièrement à soutenir les petites et moyennes entreprises qui ont des difficultés à obtenir du financement à moyen et long terme.

Les entreprises et les projets financés par la SII doivent être efficaces et économiquement viables. Ils doivent également favoriser le développement économique et promouvoir la bonne gestion environnementale. La SII soutient les entreprises qui créent des emplois, contribuent à l'élargissement de leur capital et facilitent le transfert de ressources et de technologie. Les projets qui génèrent des revenus en devises ou favorisent l'intégration économique de l'Amérique latine et des Caraïbes peuvent également recevoir l'aide de la SII.

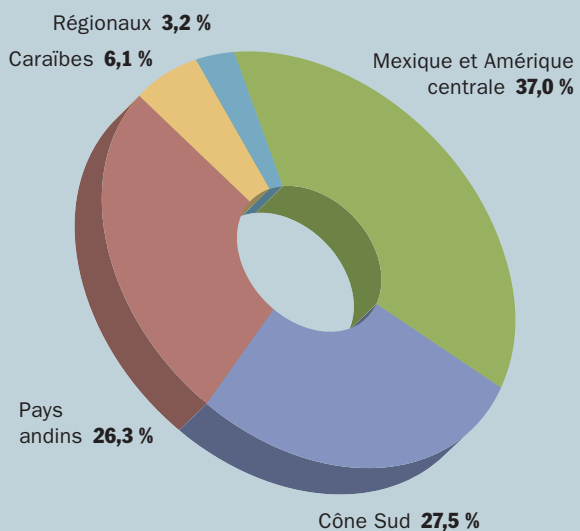
En tant qu'organisation financière multilatérale, la SII accorde des financements sous diverses formes, dont des prêts directs, des garanties, des prises de participation et des lignes de crédit à des intermédiaires financiers. La SII sert également de catalyseur pour attirer d'autres ressources – technologie, savoir-faire et financements supplémentaires – qu'elle mobilise par le biais de cofinancements et de syndicats, d'appui aux émissions d'actions, d'obligations et d'autres titres, et de coentreprises.

Membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (BID), la SII est juridiquement autonome et ses ressources et sa direction sont indépendantes de celles de la BID. Son siège est à Washington, D.C. et elle a du personnel dans dix pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

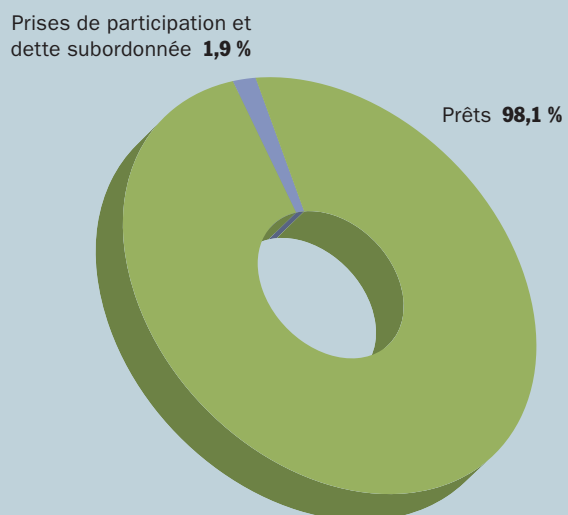
# Investissements en 2011

## VENTILATION DES APPROBATIONS

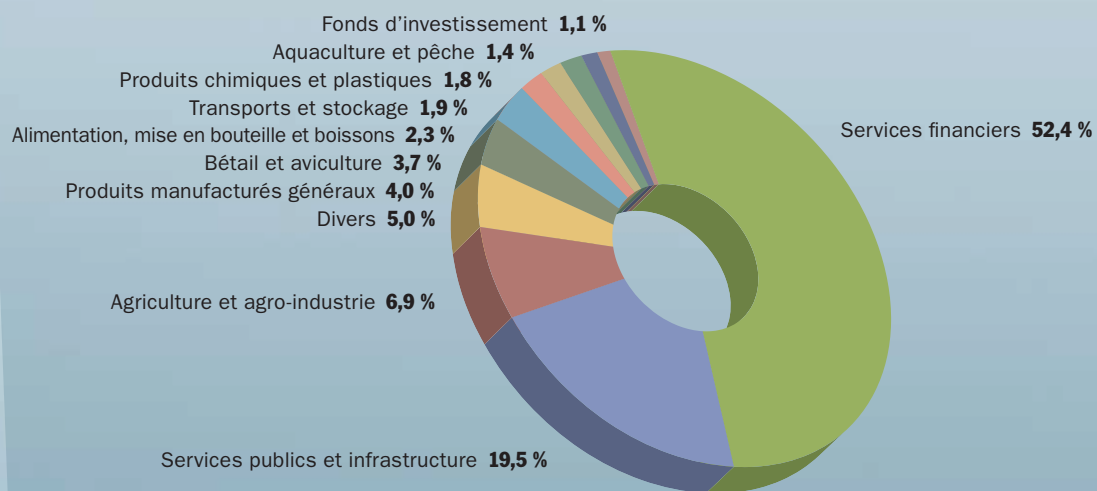
### Approbations par région



### Approbations par type d'investissement

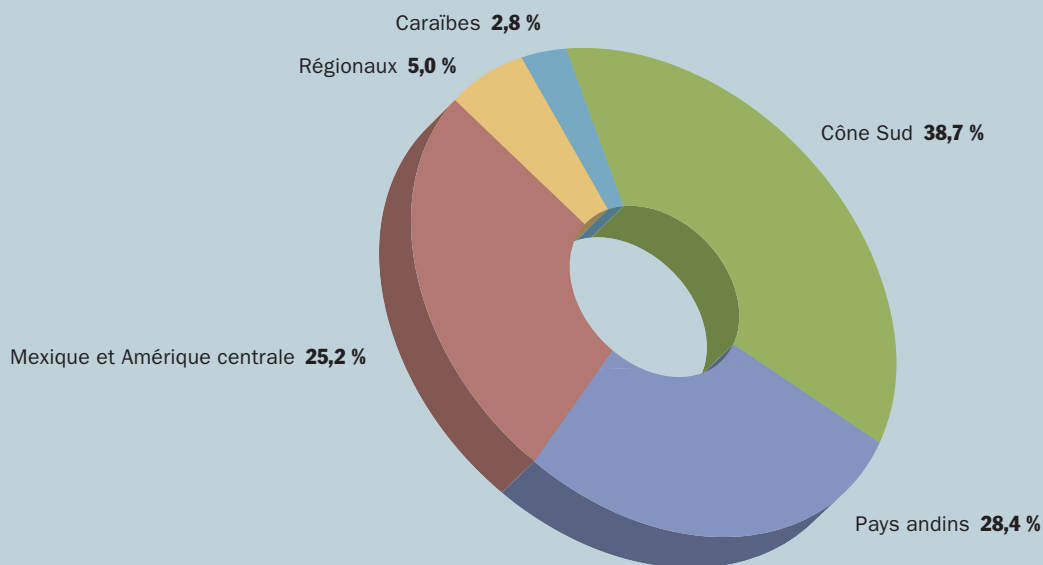


### Approbations par secteur

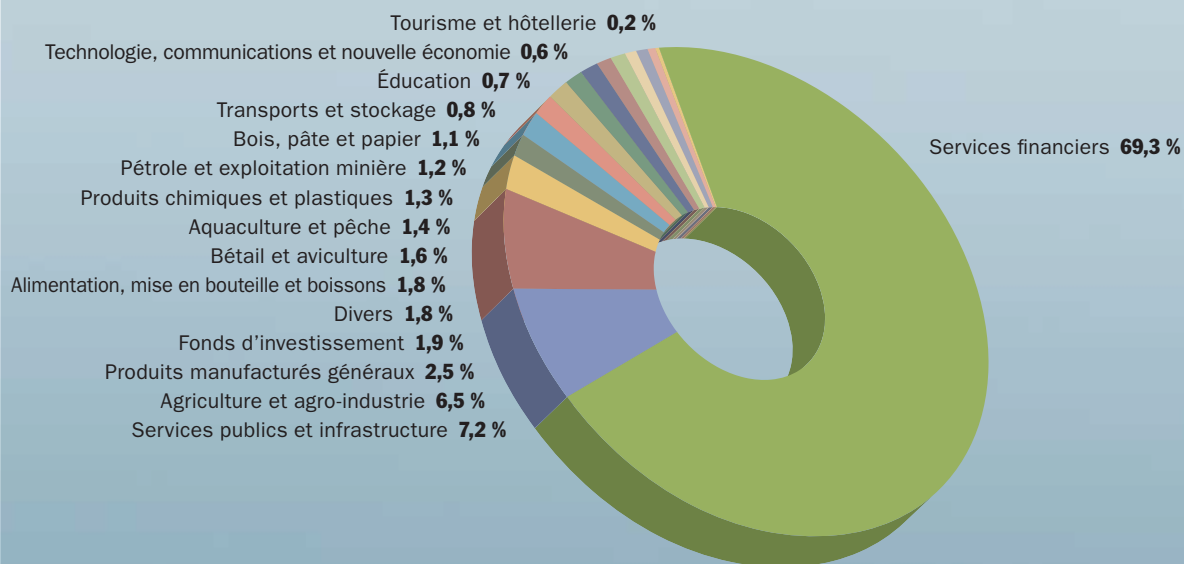


## PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENTS

### Encours du portefeuille par région\*



### Encours du portefeuille par secteur\*



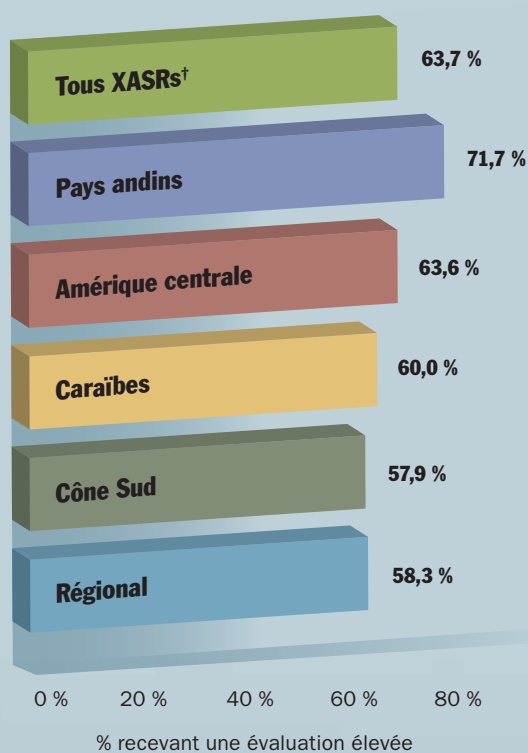


## PROGRAMMES POUR LES PME

Programmes	Mesure	Valeur
FINPYME <i>Diagnostics</i>	Nombre cumulé d'études diagnostiques achevées	365
	Nombre cumulé d'entreprises recevant une assistance technique individuelle ou en groupe	953
GREENPYME	Nombre cumulé de participants aux ateliers	946
	Nombre cumulé d'interventions d'assistance technique	103
FINPYME <i>Family Business</i>	Nombre cumulé de participants aux ateliers	326
	Nombre cumulé d'activités d'assistance technique	191
FINPYME <i>ExportPlus</i>	Nombre cumulé de PME qui ont reçu une assistance technique individuelle ou en groupe	832
	Nombre cumulé d'activités d'assistance technique	56
FINPYME <i>Integrity</i>	Nombre cumulé de PME ayant participé à des ateliers	212
	Nombre cumulé d'activités d'assistance technique	32
Assistance technique directe	Nombre cumulé de projets ayant une composante d'assistance technique	75
Ateliers de formation sur l'environnement	Nombre cumulé de participants aux ateliers	549
Prêts par le biais d'intermédiaires financiers	Nombre cumulé de sous-prêts	1 633 491
IFEM	Nombre cumulé de projets approuvés	12
FINPYME <i>Credit</i>	Nombre cumulé de projets approuvés	52
	Financement moyen IFEM	\$ 2 095 833
	Financement moyen FINPYME <i>Credit</i>	\$ 254 553
	Montant cumulé de l'assistance technique pour les clients directs de la SII	\$ 3 975 770

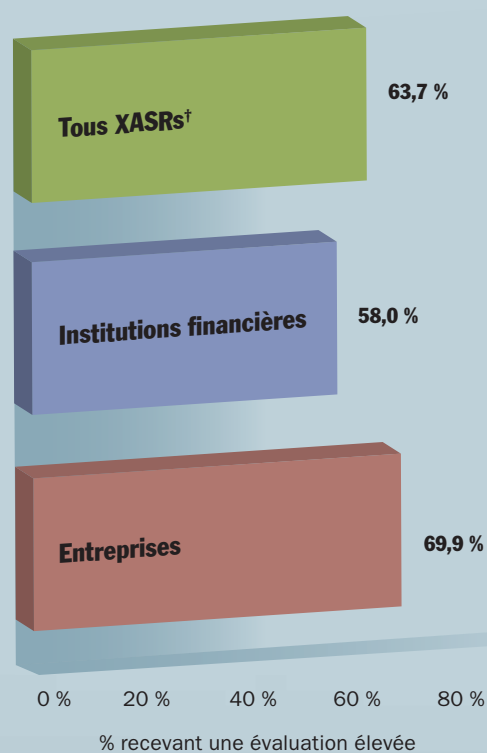
## RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

### Résultats en matière de développement par région\*



■ \$ 1,28 milliard 171 projets	■ \$ 35,0 millions 5 projets
■ \$ 380,8 millions 53 projets	■ \$ 451,8 millions 57 projets
■ \$ 314,5 millions 44 projets	■ \$ 98,7 millions 12 projets

### Résultats en matière de développement par type d'opération\*



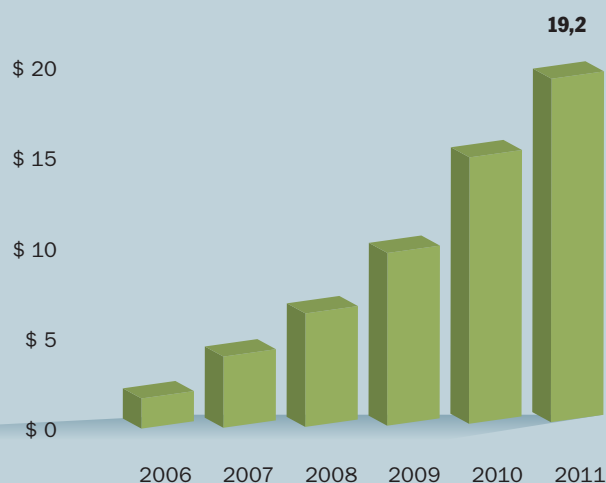
■ \$ 1,28 milliard 171 projets
■ \$ 823,6 millions 88 projets
■ \$ 457,2 millions 83 projets

\*Données XASR au 31 décembre 2011. Elles couvrent les projets approuvés par la SII de 1989 à 2007 et évalués par le Bureau de l'évaluation et de la supervision (OVE) de la BID. Pour plus de précisions sur les résultats, voir la section sur l'impact en matière de développement.

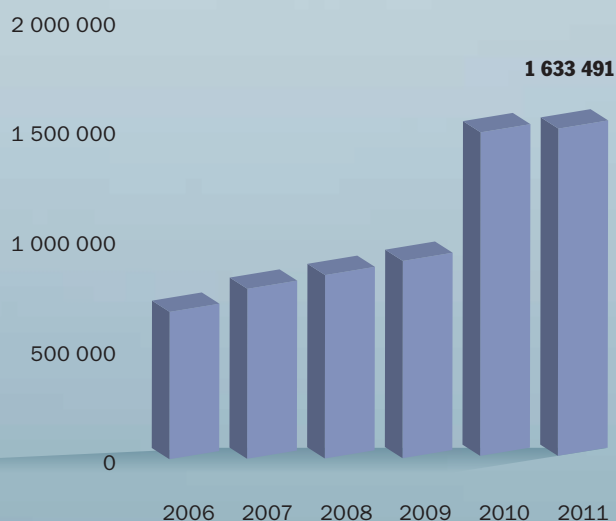
†Rapports annuels élargis de supervision.

### Montant cumulé des programmes d'assistance technique et projets approuvés

(en millions de dollars)



### Nombre cumulé des PME atteintes par le biais d'intermédiaires financiers



### Montant total des marchés

(en milliers de dollars)

Pays	Montant
Allemagne	\$ 81 613
Argentine	\$ 470 713
Autriche	\$ 358
Bahamas	\$ 10 112
Barbade	\$ 11 250
Belgique	\$ 6 853
Belize	\$ 8 227
Bolivie	\$ 13 231
Brésil	\$ 268 089
Chili	\$ 162 915
Colombie	\$ 32 790
Costa Rica	\$ 72 902
Danemark	\$ 8 102
El Salvador	\$ 15 921
Équateur	\$ 38 717
Espagne	\$ 34 976
États-Unis	\$ 604 776
Finlande	\$ 2 331
France	\$ 34 161
Guatemala	\$ 49 707
Guyana	\$ 600
Haïti	\$ —
Honduras	\$ 57 498
Israël	\$ 13 530
Italie	\$ 49 873
Jamaïque	\$ 48 083
Japon	\$ 22 170
Mexique	\$ 100 637
Nicaragua	\$ 23 687
Norvège	\$ 7 551
Panama	\$ 43 530
Paraguay	\$ 25 077
Pays-Bas	\$ 70 593
Pérou	\$ 72 813
Portugal	\$ —
République de Corée	\$ 1 057
République dominicaine	\$ 54 243
République populaire de Chine	\$ 8 400
Suède	\$ 5 895
Suisse	\$ 27 972
Suriname	\$ —
Trinité-et-Tobago	\$ 1 000
Uruguay	\$ 87 198
Venezuela	\$ 42 531
Régional	\$ 18 530



# Synthèse de l'exercice 2011

## Un exercice record

Investissements dans de nouveaux secteurs, plus de produits et de programmes, plus de capitaux et d'additionnalité et meilleurs résultats.

## Résultats d'exploitation

En 2011, la SII a approuvé 464,7 millions de dollars de prêts directs et d'investissements et 470,5 millions de dollars d'opérations de cofinancement qui ont donné un important effet de levier aux ressources fournies directement par celle-ci.





# ARGENTINE

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 41,5 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **8,9 %**

## Banco Itaú Argentina S.A.

**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 10 millions

**Coût total du projet :** \$ 40 millions



## Hychico S.A.

**Secteur :** Services publics et infrastructure

**Montant approuvé :** \$ 8 millions

**Coût total du projet :** \$ 21,2 millions



## Banco Patagonia S.A.

**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 8 millions

**Coût total du projet :** \$ 8 millions



## Profertil S.A.

**Secteur :** Produits chimiques et plastiques

**Montant approuvé :** \$ 8 millions

**Coût total du projet :** \$ 70 millions



## Fincas Patagónicas S.A.

**Secteur :** Alimentation, mise en bouteille et boissons

**Montant approuvé :** \$ 1 million

**Coût total du projet :** \$ 1 million



## Viluco S.A.

**Secteur :** Agriculture et agro-industrie

**Montant approuvé :** \$ 6,5 millions

**Coût total du projet :** \$ 124,3 millions



# BOLIVIE

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 10,7 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **2,3 %**

## ADM-SAO S.A.

**Secteur :** Agriculture et agro-industrie

**Montant approuvé :** \$ 10 millions

**Coût total du projet :** \$ 10 millions



## Altmann Montero Exportaciones S.R.L.

**Secteur :** Bois, pâte et papier

**Montant approuvé :** \$ 400 000

**Coût total du projet :** \$ 600 000



## Gamma Bolivia S.R.L.

**Secteur :** Agriculture et agro-industrie

**Montant approuvé :** \$ 300 000

**Coût total du projet :** \$ 300 000



# BRÉSIL

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 7,8 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **1,7 %**

## Banco Industrial e Comercial S.A.

Secteur : Services financiers

Montant approuvé : \$ 7 millions

Coût total du projet : \$ 7 millions



## Desler do Brasil Comércio e Serviços Ambientais Ltda.

Secteur : Services publics et infrastructure

Montant approuvé : \$ 800 000

Coût total du projet : \$ 1 million



# CHILI

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 45,5 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **9,8 %**

## Compañía Agropecuaria Copeval S.A.

Secteur : Agriculture et agro-industrie

Montant approuvé : \$ 10 millions

Coût total du projet : \$ 10 millions



## Eurocapital S.A.

Secteur : Services financiers

Montant approuvé : \$ 5 millions

Coût total du projet : \$ 5 millions



## Cooperativa del Personal de la Universidad de Chile Limitada

Secteur : Services financiers

Montant approuvé : \$ 5 millions

Coût total du projet : \$ 5 millions



## Factorline S.A.

Secteur : Services financiers

Montant approuvé : \$ 15 millions

Coût total du projet : \$ 15 millions



## Factotal S.A.

Secteur : Services financiers

Montant approuvé : \$ 7 millions

Coût total du projet : \$ 7 millions



## Patagoniafresh S.A.

Secteur : Alimentation, mise en bouteille et boissons

Montant approuvé : \$ 2 millions

Coût total du projet : \$ 39,3 millions



## Pesquera Trans Antartic Ltda.

Secteur : Aquaculture et pêche

Montant approuvé : \$ 1,5 million

Coût total du projet : \$ 3,7 millions





# COLOMBIE

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 71,3 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **15,3 %**

## Banco Davivienda S.A.

Secteur : Services financiers

Montant approuvé : \$ 30 millions

Coût total du projet : \$ 30 millions



## Energía Integral Andina S.A.

Secteur : Services publics et infrastructure

Montant approuvé : \$ 8 millions

Coût total du projet : \$ 61 millions



## Banco de Bogotá S.A.

Secteur : Services financiers

Montant approuvé : \$ 30 millions

Coût total du projet : \$ 30 millions



## Grupo Gelec S.A.S.

Secteur : Services publics et infrastructure

Montant approuvé : \$ 2,6 millions

Coût total du projet : \$ 4,3 millions



## Desler Colombia S.A.S.

Secteur : Services publics et infrastructure

Montant approuvé : \$ 700 000

Coût total du projet : \$ 950 000



# COSTA RICA

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 26,0 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **5,6 %**

## Banco General (Costa Rica) S.A.

Secteur : Services financiers

Montant approuvé : \$ 10 millions

Coût total du projet : \$ 10 millions



## Banco HSBC (Costa Rica) S.A.

Secteur : Services financiers

Montant approuvé : \$ 15 millions

Coût total du projet : \$ 15 millions



## Coopealianza R.L.

Secteur : Services financiers

Montant approuvé : \$ 1 million

Coût total du projet : \$ 1 million



# RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 16,6 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **3,6 %**

## Banco Múltiple Santa Cruz S.A.

**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 2 millions

**Coût total du projet :** \$ 2 millions



## LS Energía Dominicana S.R.L.

**Secteur :** Services publics et infrastructure

**Montant approuvé :** \$ 7,5 millions

**Coût total du projet :** \$ 83,9 millions



## Industrias Nacionales C. por A.

**Secteur :** Produits manufacturés généraux

**Montant approuvé :** \$ 6 millions

**Coût total du projet :** \$ 6 millions



## Wind Telecom S.A.

**Secteur :** Technologie, communications et nouvelle économie

**Montant approuvé :** \$ 1,14 million

**Coût total du projet :** \$ 5 millions



# ÉQUATEUR

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 14,5 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **3,1 %**

## Banco del Austro S.A.

**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 2 millions

**Coût total du projet :** \$ 2 millions



## Banco ProCredit S.A.

**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 5 millions

**Coût total du projet :** \$ 20 millions



## Genser Power Inc.

**Secteur :** Services publics et infrastructure

**Montant approuvé :** \$ 2,5 millions

**Coût total du projet :** \$ 3,5 millions



## Industrial Pesquera Santa Priscila S.A.

**Secteur :** Aquaculture et pêche

**Montant approuvé :** \$ 5 millions

**Coût total du projet :** \$ 10,6 millions





# EL SALVADOR

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 6,4 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **1,4 %**

## **Compañía Azucarera Salvadoreña S.A. de C.V.**



**Secteur :** Agriculture et agro-industrie

**Montant approuvé :** \$ 6 millions

**Coût total du projet :** \$ 6 millions

## **Mobilia S.A. de C.V.**



**Secteur :** Produits manufacturés généraux

**Montant approuvé :** \$ 350 000

**Coût total du projet :** \$ 350 000





## GUATEMALA

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 600 000**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **0,1 %**

### Italpiel S.A.

**Secteur :** Textiles, habillement et cuirs

**Montant approuvé :** \$ 400 000

**Coût total du projet :** \$ 431 211



### Tecnología en Empaque S.A.

**Secteur :** Produits chimiques et plastiques

**Montant approuvé :** \$ 200 000

**Coût total du projet :** \$ 216 000



## HAÏTI

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 4,0 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **0,9 %**

### Access Haïti S.A.

**Secteur :** Technologie, communications et nouvelle économie

**Montant approuvé :** \$ 3,5 millions

**Coût total du projet :** \$ 7 millions



### Caribbean Craft

**Secteur :** Divers

**Montant approuvé :** \$ 150 000

**Coût total du projet :** \$ 350 000



### DKDR Haïti S.A.

**Secteur :** Textiles, habillement et cuirs

**Montant approuvé :** \$ 360 000

**Coût total du projet :** \$ 420 000



## JAMAÏQUE

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 7,5 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **1,6 %**

### Jamaica Broilers Group Limited

**Secteur :** Bétail et aviculture

**Montant approuvé :** \$ 7 millions

**Coût total du projet :** \$ 7 millions



### Jamaican Teas Limited

**Secteur :** Alimentation, mise en bouteille et boissons

**Montant approuvé :** \$ 500 000

**Coût total du projet :** \$ 610 000







# MEXIQUE

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 17,0 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **3,7 %**

## Agrofinanzas S.A. de C.V.

**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** MX\$ 30 millions, égal à \$ 2,5 millions

**Coût total du projet :** \$ 2,5 millions



## Edilar S.A. de C.V.

**Secteur :** Éducation

**Montant approuvé :** \$ 3,5 millions

**Coût total du projet :** \$ 41 millions



## Almacenadora Mercader S.A.

**Secteur :** Agriculture et agro-industrie

**Montant approuvé :** \$ 5 millions

**Coût total du projet :** \$ 62,5 millions



## Fondo de Infraestructura Evercore México

**Secteur :** Fonds d'investissement

**Montant approuvé :** \$ 5 millions

**Coût total du projet :** \$ 160 millions



## Unión de Crédito General S.A. de C.V.

**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** MX\$ 12 millions, égal à \$ 1 million

**Coût total du projet :** \$ 1 million





# NICARAGUA

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 71,3 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **15,3 %**

## Blue Power & Energy S.A.

**Secteur :** Services publics et infrastructure

**Montant approuvé :** \$ 50 millions

**Coût total du projet :** \$ 115 millions



## Ganadería Integral de Nicaragua S.A.

**Secteur :** Bétail et aviculture

**Montant approuvé :** \$ 10 millions

**Coût total du projet :** \$ 33 millions



## Casa Pellas S.A.

**Secteur :** Divers

**Montant approuvé :** \$ 3,5 millions

**Coût total du projet :** \$ 3,5 millions



## Laboratorios Generifar S.A.

**Secteur :** Produits manufacturés généraux

**Montant approuvé :** \$ 400 000

**Coût total du projet :** \$ 545 130



## Compañía Cervecera de Nicaragua S.A.

**Secteur :** Alimentation, mise en bouteille et boissons

**Montant approuvé :** \$ 7 millions

**Coût total du projet :** \$ 7 millions



## Sales de Nicaragua S.A.

**Secteur :** Alimentation, mise en bouteille et boissons

**Montant approuvé :** \$ 154 000

**Coût total du projet :** \$ 154 000



## Desarrollo Agrícola S.A.

**Secteur :** Agriculture et agro-industrie

**Montant approuvé :** \$ 200 000

**Coût total du projet :** \$ 253 000



# PANAMA

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 50,5 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **10,9 %**

## Hidroeléctrica San Lorenzo S.A.

**Secteur :** Services publics et infrastructure

**Montant approuvé :** \$ 10,5 millions

**Coût total du projet :** \$ 33,8 millions



## HSBC Bank (Panamá) S.A.

**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 40 millions

**Coût total du projet :** \$ 260 millions



# PARAGUAY

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 23,3 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **5,0 %**

## Banco Bilbao Vizcaya Argentaria Paraguay S.A.



**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 15 millions

**Coût total du projet :** \$ 65 millions

## Banco Regional S.A.E.C.A.



**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 8 millions

**Coût total du projet :** \$ 8 millions

## Fibras de Vidrio Caaguazú S.A.



**Secteur :** Produits chimiques et plastiques

**Montant approuvé :** \$ 250 000

**Coût total du projet :** \$ 470 000



# PÉROU

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 25,6 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **5,5 %**

## Caja Rural de Ahorro y Crédito Nuestra Gente S.A.A.



**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 4,6 millions

**Coût total du projet :** \$ 4,6 millions

## Envases Los Pinos S.A.C.



**Secteur :** Produits manufacturés généraux

**Montant approuvé :** \$ 3 millions

**Coût total du projet :** \$ 3 millions

## Cartones Villa Marina S.A.



**Secteur :** Produits manufacturés généraux

**Montant approuvé :** \$ 3 millions

**Coût total du projet :** \$ 3 millions

## Mibanco, Banco de la Microempresa S.A.



**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 15 millions

**Coût total du projet :** \$ 15 millions

# URUGUAY

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 9,7 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **2,1 %**

## Evamel S.A.

**Secteur :** Aquaculture et pêche

**Montant approuvé :** \$ 100 000

**Coût total du projet :** \$ 200 000



## Microfinanzas del Uruguay S.A.

**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 500 000

**Coût total du projet :** \$ 500 000



## Laboratorios Uruguay S.A.

**Secteur :** Produits manufacturés généraux

**Montant approuvé :** \$ 380 000

**Coût total du projet :** \$ 380 000



## Orofrán S.A.

**Secteur :** Transports et stockage

**Montant approuvé :** \$ 6,5 millions

**Coût total du projet :** \$ 28 millions



## Lirio Blanco S.A.

**Secteur :** Transports et stockage

**Montant approuvé :** \$ 2,2 millions

**Coût total du projet :** \$ 9,3 millions



# RÉGIONAUX

Total des financements approuvés en 2011 **\$ 15,0 millions**

Pourcentage du total des approbations de 2011 **3,2 %**

## Corporación Interamericana para el Financiamiento de Infraestructura S.A.

**Secteur :** Services financiers

**Montant approuvé :** \$ 5 millions

**Coût total du projet :** \$ 5 millions



## GMG Holding S.A.

**Secteur :** Divers

**Montant approuvé :** \$ 10 millions

**Coût total du projet :** \$ 175 millions





# RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

En 2011, grâce à nos produits de financement nous avons atteint de nouveaux secteurs de l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes.

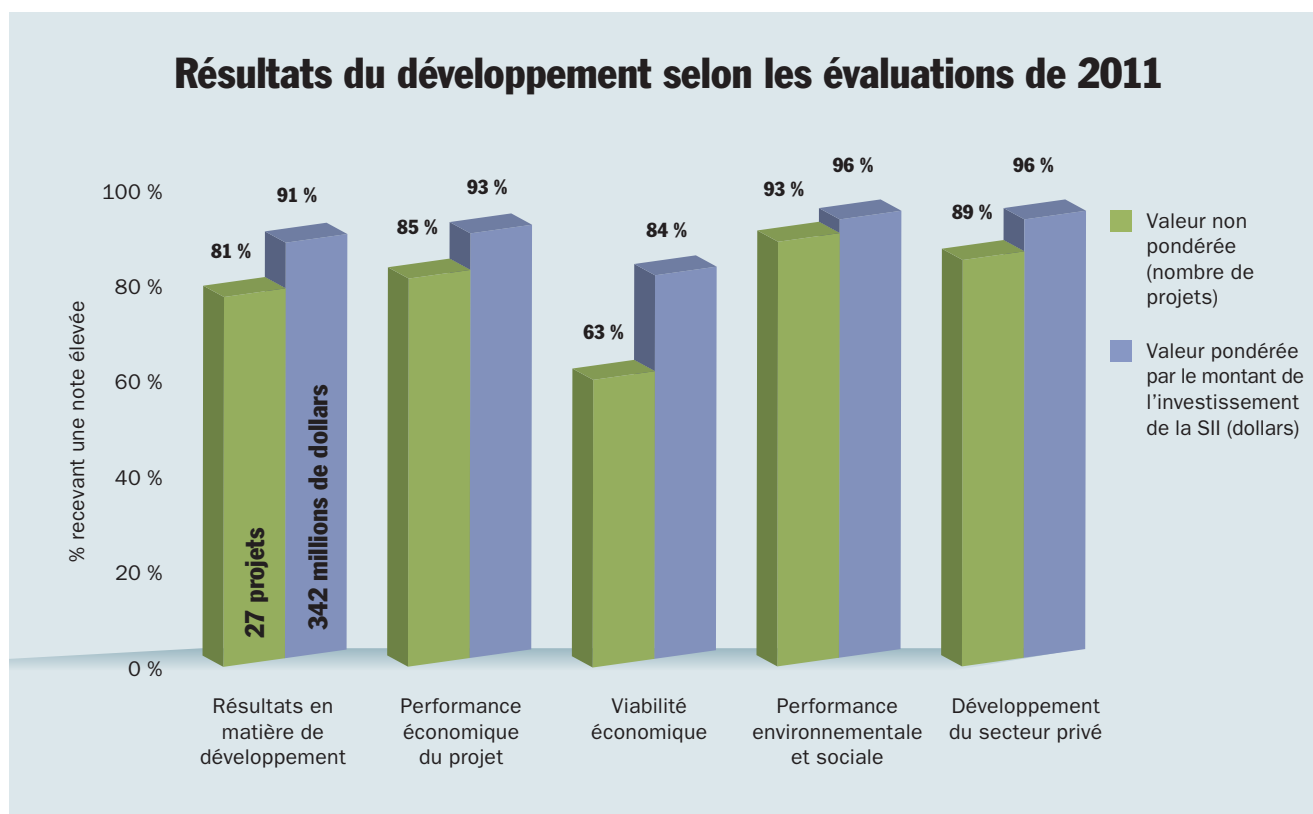
## Notre objectif : un impact important

Pour mesurer l'impact de ses opérations sur le développement, la SII dispose de deux outils qui utilisent un certain nombre d'indicateurs communs. Le premier, DIAS (Système de notation de l'impact sur le développement et de l'additionnalité), a été introduit en 2008 : il évalue l'impact potentiel sur le développement de chaque projet avant son approbation et à tous les stades de son exécution.

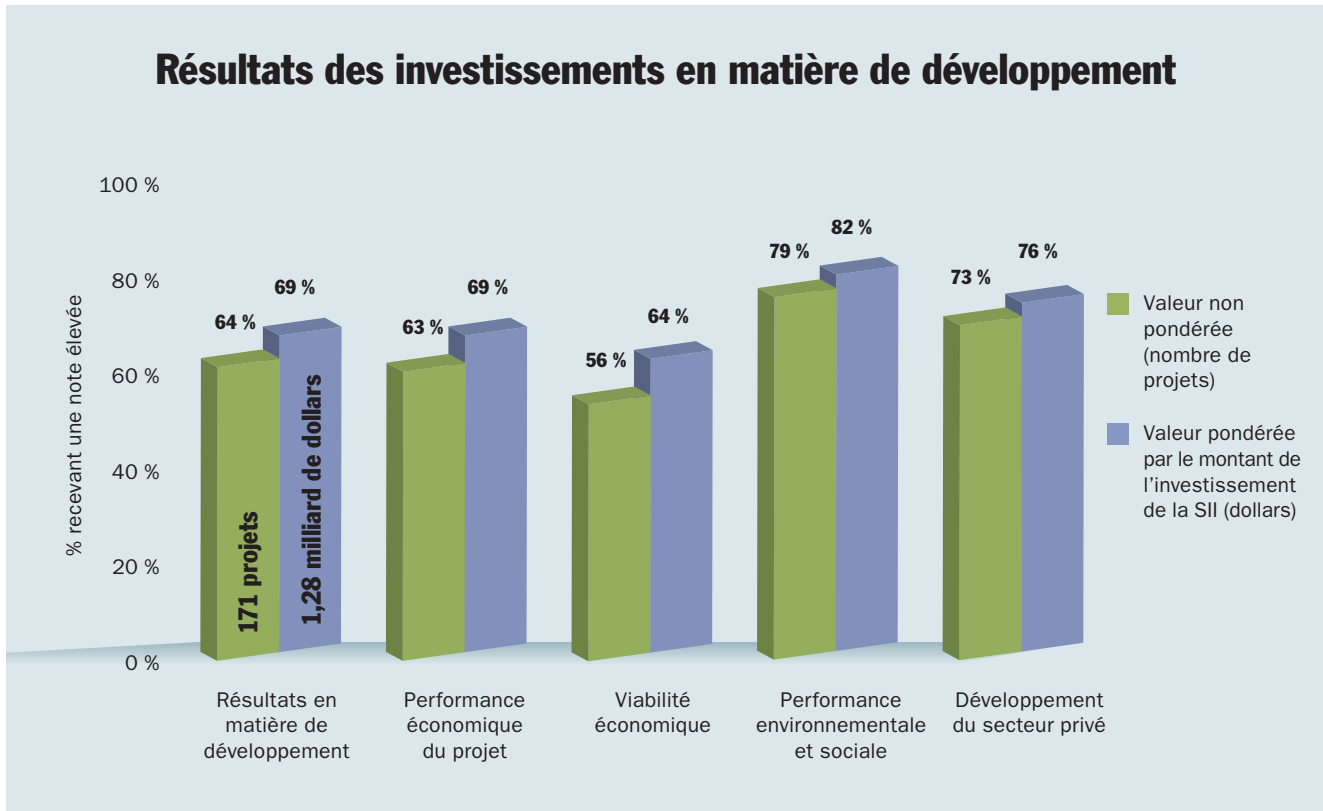
Le second est le Rapport annuel élargi de supervision (XASR). Utilisés depuis 2001, les XASR mesurent les résultats d'un projet en matière de développement et évaluent le résultat de l'investissement, la qualité du travail et l'additionnalité fournie par la SII.

Le Bureau de l'évaluation et de la supervision de la BID a validé un total de 27 projets en 2011, dont neuf opérations avec des entreprises et 18 avec des intermédiaires financiers, qui tous étaient arrivés à échéance en 2010 après trois à cinq ans d'exploitation.

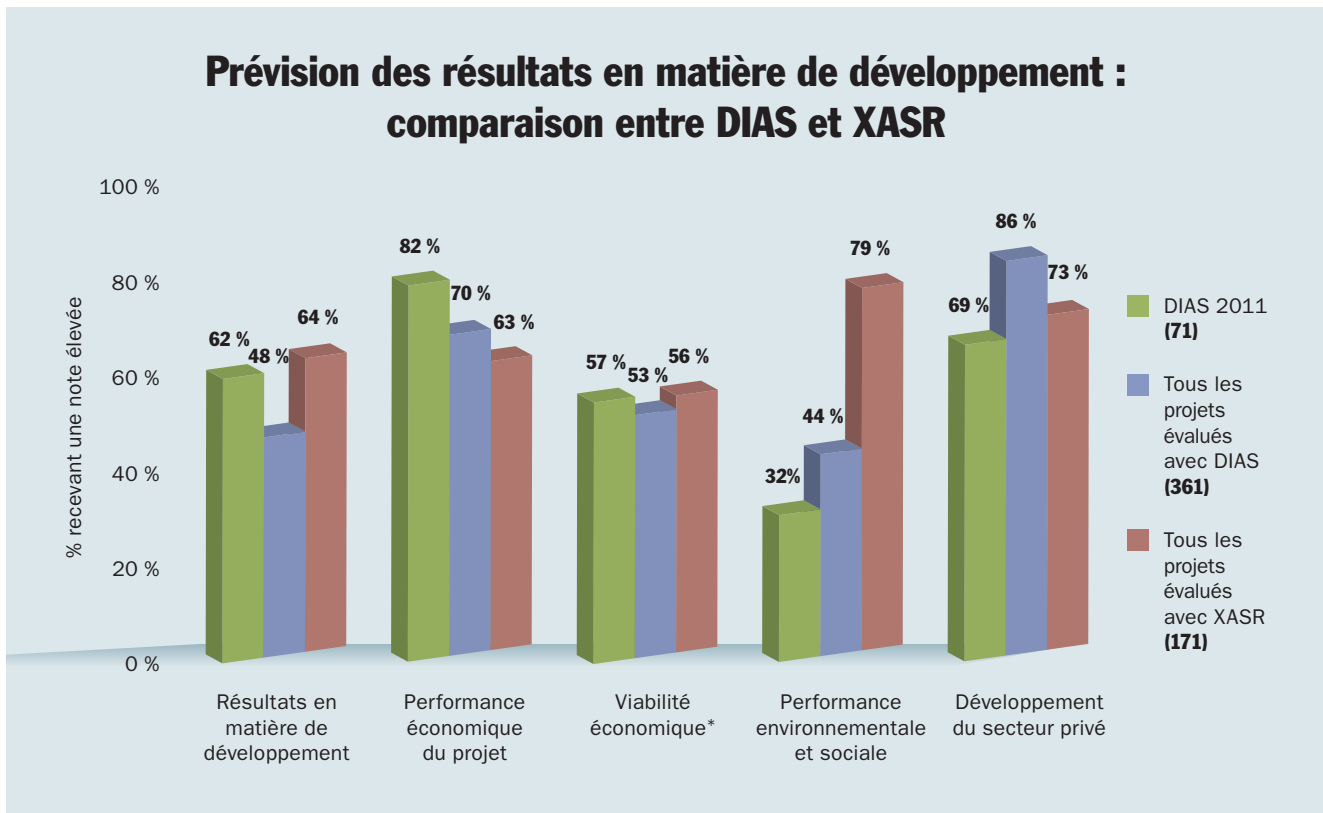
## Les activités de la SII ont un impact important...



...un passé et un présent solides...



...et un avenir brillant



\*Les données DIAS incluent uniquement les projets avec des entreprises ; les projets avec les intermédiaires financiers ne sont pas inclus.

### **Comment le cadre conceptuel du système DIAS a évolué**

La SII s'efforce en permanence d'améliorer le système DIAS utilisé pour estimer l'impact potentiel de chaque projet sur le développement au moment de sa création et tout au long de son cycle de vie. En 2011, elle a ajouté un nouvel indicateur important pour mesurer l'atténuation ou l'adaptation au changement climatique. Ce nouvel indicateur permet à la Société d'accorder des points supplémentaires à l'impact sur le développement des projets qui parviennent à réduire les émissions de gaz à effet de serre ou qui aident les entreprises à s'adapter au changement climatique. Il permet aussi à la SII de mieux suivre son portefeuille grandissant de projets d'énergie propre.

Vu le nombre croissant d'entreprises clientes présentes dans plusieurs pays différents, la SII a décidé d'ajouter un nouvel indicateur de diversification pays.

En outre, la SII ayant commencé à offrir divers niveaux d'assistance en ce qui concerne les questions sociales, environnementales et de gouvernance d'entreprise, notamment par le biais de ses programmes d'assistance technique, le système DIAS a été modifié pour refléter le niveau réel ou escompté des améliorations découlant de la participation de la SII dans le projet. Auparavant, le système de notation indiquait uniquement si l'on prévoyait ou non une amélioration mais pas son importance.

Une nouvelle version améliorée du système DIAS sera introduite au début de 2012.



Durabilité environnementale et sociale

## Une semaine pour préserver l'avenir

La formation et l'assistance technique sont indispensables pour que les projets dégagent plus que simplement des avantages économiques et financiers. En 2011, les efforts de la SII visant à promouvoir l'additionnalité ont porté en grande mesure sur la durabilité environnementale.

En 2011, la SII s'est associée à la Banco Itaú Unibanco – institution qui participe aux ateliers de gestion des risques environnementaux de la SII depuis plus d'une dizaine d'années – pour tenir au Brésil sa seconde Semaine annuelle de la durabilité. Les ateliers organisés dans le cadre de cette manifestation ont offert aux PME des informations sur l'efficacité énergétique et aux institutions financières participantes des outils pratiques leur permettant d'incorporer les questions de durabilité dans leurs pratiques et procédures internes.

La premier atelier, qui s'est tenu à São Paulo, visait à donner aux PME les outils nécessaires pour identifier et mettre en œuvre des mesures écoénergétiques permettant de réduire leurs coûts énergétiques et leur empreinte carbone. Le second, intitulé *Gestion environnementale pour le secteur financier*, s'est tenu à Salvador, en conjonction avec l'Unité des sauvegardes environnementales de la BID. Des représentants de 18 institutions financières d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, du Costa Rica, d'Équateur, des États-Unis, du Guatemala, du Panama, du Paraguay, du Pérou et d'Uruguay y ont participé. Dans le cadre de cet atelier, Itaú Unibanco a partagé son savoir-faire et son expérience dans le domaine de la durabilité et les institutions financières présentes ont appris diverses manières de réduire leurs risques environnementaux et sociaux.

Le troisième et dernier atelier de la série, *Le changement climatique : défis et opportunités pour les institutions financières*, a été mené par la SII en conjonction avec l'Unité de l'énergie durable et du changement climatique de la BID. Il avait pour objet d'aider les institutions financières à identifier les défis et les opportunités que représente le changement climatique. Un des conférenciers invités à cet atelier était un représentant d'Itaú Unibanco.

La SII s'attache à renforcer la capacité des institutions financières et autres organisations locales en travaillant en partenariat avec elles pour sensibiliser le public au changement climatique et à l'efficacité énergétique et promouvoir le recours aux sources d'énergie renouvelable. Ces dernières années, la SII s'est aussi associée à d'autres institutions financières d'Amérique latine et des Caraïbes.

### 1999

premier atelier de la SII sur la gestion des risques environnementaux, tenu à Miami

### 549

dirigeants ont reçu une formation

### 207

institutions financières ont participé

## Coordination avec les autres guichets axés sur le secteur privé

### Division du travail au sein du Groupe de la BID

La SII croit fermement à une coordination et étroite collaboration entre les divers guichets du secteur privé du Groupe de la BID.

Le Bureau du Vice-président pour le secteur privé et les opérations sans garantie souveraine de la BID a passé le dernier exercice à collaborer avec tous ses guichets pour établir les règles de base du prochain cycle de planification.

### MiGroF : en collaboration avec le MIF

La SII et le Fonds multilatéral d'investissement (MIF) sont les actionnaires parrains du Microfinance Growth Fund (MiGroF) qui accorde des prêts à des institutions de microfinancement de la région à des fins de rétrocession à de petites et microentreprises. Le MiGroF est un fonds de prévoyance établi en 2010 pour combler les carences de financement créées par la crise financière mondiale.

**15 millions de dollars**

financement total de la SII et du MIF

**20 millions de dollars**

financement provenant de six autres associés

**125 millions de dollars**

dotation originale de la U.S. Overseas Private Investment Corporation

### À la base de la pyramide avec l'initiative Opportunités pour la majorité

La SII et l'initiative de la BID Opportunités pour la majorité offrent des services-conseils à 100 PME brésiliennes situées à la « base de la pyramide » afin de les aider à améliorer leur productivité et à avoir accès à des financements. Les programmes FINPYME *Family Business*, FINPYME *Integrity* et GREENPYME sont des éléments clés de ce programme de formation.

**1 million de dollars**

budget du projet

**50 %**

fournis par le Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME

**50 %**

fournis par Itaú Unibanco et Endeavor Brasil

## En Haïti avec le Groupe de réponse pour Haïti

La SII, le Groupe de réponse pour Haïti de la BID et le gouvernement espagnol ont constitué un Fonds de développement des PME en Haïti afin d'offrir des cofinancements en conjonction avec des institutions financières locales. La BID a demandé à la SII de participer au Fonds compte tenu de son expérience avec les PME. Pour plus d'informations, voir la section « Ici, l'innovation c'est le développement », page 26.

**60 millions  
de dollars**

actifs du Fonds

## Coordination avec les organisations de développement

### Un cadre commun de gouvernance d'entreprise

La SII s'est associée à plus d'une vingtaine d'institutions de financement du développement pour signer le Cadre de développement de la gouvernance d'entreprise – méthodologie et boîte à outils conçus pour évaluer les risques et les opportunités que présentent leurs investissements en entreprise – lors d'une réunion qui s'est tenue à Washington, D.C. en septembre 2011.

Les signataires du Cadre cherchent à créer une plus grande prise de conscience de l'importance des bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise pour le développement économique durable tant du secteur public que privé. Ils recommandent aussi que la communauté financière internationale ait recours au Cadre dans ses principales activités d'investissement.

Les institutions signataires vont travailler ensemble pour faire progresser la bonne gouvernance d'entreprise. Toutes les institutions qui ont adopté ce Cadre s'engagent à :

- incorporer les normes, procédures et outils établis dans le Cadre commun de gouvernance d'entreprise dans leurs opérations d'investissement ;
- évaluer les pratiques de gouvernance des entreprises dans lesquelles elles investissent et formuler les plans d'action nécessaires ;
- identifier le personnel responsable de la mise en œuvre du Cadre et de la supervision de son utilisation ;
- offrir une formation – directement ou par l'intermédiaire de sous-traitants spécialisés – afin de garantir le renforcement des capacités et partager leur savoir avec les autres signataires ;
- présenter des rapports annuels sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Cadre.

**29**

organisations multilatérales ont signé le Cadre de développement de la gouvernance d'entreprise



## RÉSULTATS FINANCIERS

La SII affiche un résultat net de 10,3 millions de dollars à la clôture de l'exercice 2011, soit un niveau acceptable de bénéfice et la démonstration de sa capacité à relever les défis inhérents à la crise financière qui a récemment secoué la région.

Le revenu provenant des prêts et placements de la SII a été légèrement en baisse sur l'exercice. Toutefois, les intérêts débiteurs ont diminué à un rythme plus soutenu, compensant ainsi le repli du revenu. Cela se retrouve dans la marge nette d'intérêts de la SII qui s'est maintenue à 2,5 % et dans le rendement moyen des fonds propres et des actifs de respectivement 1,3 et 0,7 %, qui ont ainsi permis à la SII d'atteindre son objectif de préservation du niveau de capitalisation.

Les frais relatifs aux provisions ont été moins élevés, ce qui s'explique par un ajustement du niveau de provisionnement obligatoire par catégorie de risque, par les abandons de créance de portefeuille approuvés par la Direction et par l'amélioration générale de la qualité du portefeuille. En fin d'exercice 2011, cette situation a conduit à une diminution du total des provisions qui sont passées de 56,5 millions à 45,0 millions de dollars, si bien que celles-ci ne représentent plus que 4,5 % du total des prêts.

Les fonds propres de la SII ont légèrement augmenté pour se situer à 778 millions de dollars. Les bons résultats financiers de la SII et le versement partiel de capital de 20 958 000 dollars effectué comme prévu par les États-Unis ont contribué à augmenter les comptes de capitaux propres. Toutefois, cette augmentation a été pratiquement effacée par l'augmentation à hauteur de 26,6 millions de dollars du poste Autres éléments du résultat global lié aux cotisations aux régimes de retraite et de prestations complémentaires au personnel retraité de la SII.

### Qualité des actifs

Les actifs de la SII ont atteint un total de 1,48 milliard de dollars. Au cours de l'exercice, les actifs de la SII liés au développement ont enregistré une progression remarquable de 16 %, atteignant un total de 1,07 milliard de dollars. Les actifs de la SII ont à nouveau dépassé le chiffre du milliard de dollars et regagné le terrain perdu lors des chutes enregistrées en 2009 et 2010.

Le portefeuille de prêts avec arriérés d'un jour ou plus a diminué, passant de 3,0 % en 2010 à 1,6 % en 2011 tandis que les prêts douteux sont, eux, passés de 4,2 % à 1,0 % au cours de la même période. La diminution du portefeuille d'arriérés et des prêts douteux est principalement due à l'amélioration des économies de la région, au contrôle attentif des opérations à problème et à la décision de la Direction de la SII d'abandonner certains prêts. Les facteurs susmentionnés ont conduit à une amélioration d'ensemble de la qualité du crédit des actifs liés au développement.

À la clôture de l'exercice 2011, le ratio provisions pour pertes sur prêts / prêts avec arriérés était de 2,8 alors que le ratio provision pour pertes sur prêts / prêts douteux était de 4,5.

## **Ratio de solvabilité**

Le bon niveau de capitalisation de la SII souligne la capacité de celle-ci à relever les défis de scénarios défavorables. Son ratio capitaux propres / actifs demeure solide, clôturant à 52 % en décembre 2011. Si l'on tient compte des capitaux propres et des provisions de décembre 2011, la SII a atteint une couverture de 77 % de son exposition totale au risque des actifs liés au développement.

L'Accord constitutif de la SII limite les emprunts à trois fois sa valeur nette. Dans la pratique, la SII a réussi à maintenir son ratio d'endettement en deçà de cette limite. Le ratio passif / fonds propres a augmenté, passant de 0,85 en 2010 à 0,91 en 2011, soit une moyenne de 0,80 sur les cinq dernières années.

## **Liquidité**

La SII a pour stratégie de maintenir un équilibre approprié entre son niveau d'endettement et son niveau de liquidité afin de garantir que tout excès de liquidité stimule ses investissements dans des actifs liés au développement. À la fin de l'exercice 2011, les liquidités de l'institution représentaient un tiers du total de l'actif, c'est-à-dire que la SII pouvait rembourser environ 75 % de sa dette financière sans avoir à ponctionner d'autres ressources.

## **Sources de financement**

Les apports en capital de ses pays membres constituent la principale source de financement de la SII. Néanmoins, celle-ci poursuit sa stratégie de diversification de ses sources de financement. À cet effet, elle négocie des prêts bilatéraux avec des banques commerciales dans le cadre de son effort continu d'amélioration du profil de sa dette et d'établissement de calendriers de remboursement qui étalent les dates d'échéance, évitant ainsi des concentrations à une date donnée. La SII a ainsi été en mesure d'accroître ses emprunts qui sont passés de 634 millions à 659 millions de dollars au cours de l'exercice.

## **Régime de retraite et régime de prestations complémentaires au personnel retraité**

Le régime de retraite et le régime de prestations complémentaires au personnel retraité de la SII ont terminé l'exercice 2011 en état de sous-capitalisation à hauteur de, respectivement, 23,6 millions et 6,8 millions de dollars. Ceci a été en grande partie causé par les conditions économiques et financières actuelles qui ont entraîné une diminution de 1 % du taux d'actualisation desdits régimes. La Direction et le Conseil d'administration de la SII continuent de surveiller l'état de capitalisation des régimes et ont également augmenté les cotisations au régime de prestations complémentaires au personnel retraité d'un montant de 2,3 millions en 2011 afin de compenser l'état prévu de sous-capitalisation du régime.

## Organisation interne

### Structure

#### Assemblée des gouverneurs

L'Assemblée des Gouverneurs, composée d'un Gouverneur et de son suppléant nommés par chaque pays membre, est investie de tous les pouvoirs de la Société. Parmi les pouvoirs conférés à l'Assemblée des Gouverneurs qui ne peuvent être délégués au Conseil d'administration figurent l'admission de nouveaux pays membres, l'engagement d'auditeurs externes, l'approbation des états financiers vérifiés de la SII et l'amendement de l'Accord constitutif de la Société.

#### Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est responsable de la conduite des opérations de la SII et exerce tous les pouvoirs que lui confère à cet effet l'Accord constitutif de la Société ou que lui délègue l'Assemblée des gouverneurs. Le Conseil d'administration décide de l'organisation de base de la SII, y compris du nombre et des responsabilités générales des principaux postes administratifs et professionnels, et adopte le budget de l'institution. Les treize membres et les treize suppléants du Conseil d'administration sont élus pour une durée de trois ans et représentent un ou plusieurs pays de la SII.

Le Comité exécutif du Conseil d'administration est composé de quatre personnes : l'administrateur ou le suppléant nommé par le pays membre qui détient le plus grand nombre d'actions dans la Société, deux administrateurs représentant les pays membres en développement de la région et un administrateur représentant les autres pays membres. Ce comité étudie tous les prêts et les prises de participation qu'effectue la Société dans des entreprises implantées dans les pays membres.

#### Direction

Le Président de la BID est de droit le Président du Conseil d'administration de la SII. Il préside les réunions du Conseil d'administration mais n'a pas

droit de vote à moins qu'il ne faille départager les voix. Il peut participer à l'Assemblée des gouverneurs de la SII mais ne peut y voter.

Le Conseil d'administration nomme le Directeur général de la SII à une majorité des quatre cinquièmes du total des droits de vote, sur recommandation du Président du Conseil d'administration. Le Directeur général supervise les cadres et les employés de la SII. Sous la direction du Conseil d'administration et la supervision générale du Président du Conseil d'administration, il est chargé des affaires ordinaires de la Société et, en consultation avec le Conseil d'administration et le Président du Conseil d'administration, il est responsable de l'organisation, de la nomination et du renvoi des cadres et des employés. Le Directeur général peut participer aux réunions du Conseil d'administration mais ne peut y voter.

Le Directeur général décide également de la structure opérationnelle de la SII et peut la modifier selon l'évolution des besoins de l'organisation.

#### Personnel

Pour remplir sa mission de développement, la SII compte au 31 décembre 2011 107 postes de titulaires : 24 sont répartis dans dix des pays de la région (Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Paraguay, Pérou et Uruguay), les autres travaillent au siège à Washington, D.C. Parmi ces derniers, on compte 11 chargés d'investissement travaillant directement au montage et à l'élaboration de nouveaux projets et 11 affectés à plein temps à la supervision directe d'un portefeuille de 209 projets d'entreprises et d'institutions financières, y compris des visites annuelles sur le terrain.

Le reste du personnel, réparti en trois divisions – assistance technique et alliances stratégiques, finance et gestion des risques et division juridique – et cinq unités – affaires institutionnelles, crédit, efficacité en matière de développement et stratégie institutionnelle, gestion et supervision du portefeuille et opérations spéciales – apporte son soutien aux activités de projets et de programmes.



## Structure des rémunérations du personnel du siège de la SII\*

Niveau	Titre du poste	Minimum	Maximum	Pourcentage du personnel / niveau	Salaire moyen / niveau	Avantages sociaux moyens <sup>†</sup>
E2	Haut dirigeant	\$ 274 358	\$ 329 229	1,2 %	\$ 329 229	\$ 128 399
E5	Haut dirigeant	200 174	250 218	1,2	250 218	97 585
1	Cadre	162 106	235 054	11,0	191 334	74 620
2	Cadre	141 875	212 812	2,4	170 449	66 475
3	Technique	118 403	189 446	14,6	130 137	50 753
4	Technique	104 178	166 684	15,9	115 517	45 052
5	Technique	94 914	142 371	13,4	102 130	39 831
6	Technique	84 755	127 132	4,9	85 968	33 528
7	Technique	75 301	112 951	7,3	79 742	31 099
8	Technique	66 054	99 081	8,5	76 468	29 823
9	Soutien	58 522	87 783	11,0	60 894	23 749
10	Soutien	47 188	75 501	4,9	52 107	20 322
11	Soutien	41 109	65 775	3,7	47 520	18 533
				<b>100,0 %</b>		

\*Le personnel en région est rémunéré localement selon une échelle fixée par la BID.

<sup>†</sup>Incluent : congés, primes de fin de service, assurances vie et médicale et autres avantages non salariaux: voyage au pays d'origine, remboursement des impôts, frais de déplacement (prise de poste, réinstallation, rapatriement), allocations pour personnes à charge, allocations d'études, et indemnités de mission.

Les membres du Conseil d'administration de la SII, y compris les Administrateurs, les Administrateurs suppléants, les Conseillers principaux et les Conseillers ainsi que le Président du Conseil d'administration sont rémunérés par la BID

## Nouveau cadre Outils de lutte contre la corruption et la fraude

Le nouveau Cadre de prévention et de lutte contre la fraude et la corruption qui remplace l'ancien cadre en vigueur depuis 2001 a été approuvé par le Conseil d'administration de la SII en avril 2011.

Le nouveau cadre entérine les pratiques instituées au cours des dix dernières années pour faire respecter l'instrument précédent, contribue à promouvoir une meilleure coordination avec l'infrastructure de prévention de la fraude et de lutte contre la corruption du Groupe de la BID et confirme officiellement les pratiques convenues par consensus avec les autres organisations financières internationales participant au groupe de travail. Depuis mai 2011, la SII reconnaît et s'engage à appliquer les décisions de radiation prises par les autres signataires de l'Accord d'application mutuelle des décisions de radiation.

En outre, dans le cadre des efforts visant à mieux synchroniser les opérations des divers guichets axés sur le secteur privé du Groupe de la BID, la SII a approuvé en juillet 2011 les nouvelles lignes directrices de « due diligence » en matière d'intégrité pour les opérations à garanties non souveraines et élaboré des règles pour faire rapport sur l'utilisation d'entités constituées dans des centres financiers offshore. Elle a également mis à jour ses systèmes et procédures internes d'examen des projets pour communication au Conseil d'administration.

# États financiers vérifiés

# RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

---

Rapport des auditeurs indépendants  
Société interaméricaine d'investissement

Les états financiers ci-joints de la Société interaméricaine d'investissement ont été traduits en français à partir des textes anglais et espagnol. Les états financiers en anglais et en espagnol ont été examinés par des réviseurs comptables indépendants de la Société. Le rapport des réviseurs sur l'examen effectué ainsi que leur opinion apparaissent dans les textes anglais et espagnol du Rapport annuel.



# BILAN

<i>En milliers de dollars des États-Unis (sauf données concernant les actions)</i>	<b>31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>ACTIF</b>		
Espèces et valeurs assimilables	\$ 59 254	\$ 80 808
Titres de placement		
Pour activité boursière	352 663	400 220
Détenus jusqu'à échéance	46 551	93 743
Disponibles à la vente	30 442	20 189
Investissements		
Prêts	992 900	838 992
Moins provisions pour pertes	(44 966)	(56 536)
	947 934	782 456
Participations (16 583 et 19 865 dollars, respectivement, à leur juste valeur)	27 449	34 946
Total des investissements	975 383	817 402
Montants à recevoir et autres éléments d'actif	18 571	14 226
<b>Total de l'actif</b>	<b>\$ 1 482 864</b>	<b>\$ 1 426 588</b>
<b>PASSIF ET CAPITAL</b>		
Montants à payer et autres éléments de passif	\$ 43 966	\$ 16 530
Intérêts et commissions d'engagement à payer	2 648	2 889
Emprunts à court terme	140 823	108 217
Emprunts et créances à long terme (50 114 et 49 894 dollars, respectivement, à leur juste valeur)	517 681	525 901
<b>Total du passif</b>	<b>\$ 705 118</b>	<b>\$ 653 537</b>
Capital		
Autorisé :		
70 590 et 70 590 actions respectivement (valeur nominale de 10 000 dollars)		
Actions souscrites :		
70 480 et 70 590 actions respectivement (valeur nominale de 10 000 dollars)	704 800	705 900
Moins souscriptions à recevoir	(20 471)	(42 529)
	684 329	663 371
Bénéfices non distribués	132 044	121 739
Autres éléments du résultat global cumulé	(38 627)	(12 059)
<b>Total du capital</b>	<b>777 746</b>	<b>773 051</b>
<b>Total du passif et du capital</b>	<b>\$ 1 482 864</b>	<b>\$ 1 426 588</b>

*Les notes font partie intégrante des états financiers.*

# COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Exercice clos au 31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>REVENUS</b>		
Investissements sous forme de prêts		
Intérêts et commissions	\$ 43 935	\$ 44 210
Autres revenus	545	599
	<hr/>	<hr/>
	44 480	44 809
Investissements sous forme de participations		
Plus-values sur ventes de participations	1 435	2 118
Dividendes et distributions	633	155
Variation de valeur comptable	(2 703)	(346)
Autres revenus	1 252	—
	<hr/>	<hr/>
	617	1 927
Titres de placement	6 080	9 259
Services-conseils, cofinancements et autres revenus	4 350	4 295
<b>Total des revenus</b>	<hr/> <b>55 527</b>	<hr/> <b>60 290</b>
Frais des emprunts et de la dette à long terme (déduction faite des variations de la juste valeur des instruments financiers correspondants)	13 982	18 964
<b>Total des revenus, valeur nette d'intérêts</b>	<hr/> <b>41 545</b>	<hr/> <b>41 326</b>
<b>RÉCUPÉRATION DES PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS</b>	<b>(4 643)</b>	<b>(959)</b>
<b>RÉDUCTION DE VALEUR DES PARTICIPATIONS (AUTRE QUE TEMPORAIRE)</b>	<b>2 363</b>	<b>677</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Dépenses administratives	32 909	28 548
Plus ou moins-values nettes sur opérations de change	161	(5)
Autres dépenses	20	143
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<hr/> <b>33 090</b>	<hr/> <b>28 686</b>
<b>Résultat avant activités d'assistance technique</b>	<b>10 735</b>	<b>12 922</b>
Activités d'assistance technique	430	475
<b>RÉSULTAT NET</b>	<hr/> <b>\$ 10 305</b>	<hr/> <b>\$ 12 447</b>

Les notes font partie intégrante des états financiers.

# ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Exercice clos au 31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>	\$ 10 305	\$ 12 447
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>		
Pertes actuarielles nettes	(28 873)	(4 828)
Amortissement de :		
Obligation de transition	174	174
Coût des prestations antérieures	1 878	1 904
	(26 821)	(2 750)
Plus ou moins-value latente des titres de placement disponibles à la vente	253	(195)
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>\$ (16 263)</b>	<b>\$ 9 502</b>

*Les notes font partie intégrante des états financiers.*



## ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Bénéfices non distribués</b>	<b>Autres éléments du résultat global cumulé</b>	<b>Capital social*</b>	<b>Total des capitaux propres</b>
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>\$ 109 292</b>	<b>\$ (9 114)</b>	<b>\$ 658 701</b>	<b>\$ 758 879</b>
Exercice clos au 31 décembre 2010				
Résultat net	12 447	—	—	12 447
Autres éléments du résultat global	—	(2 945)	—	(2 945)
Versements reçus au titre du capital social souscrit	—	—	4 670	4 670
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>\$ 121 739</b>	<b>\$ (12 059)</b>	<b>\$ 663 371</b>	<b>\$ 773 051</b>
Exercice clos au 31 décembre 2011				
Résultat net	10 305	—	—	10 305
Autres éléments du résultat global	—	(26 568)	—	(26 568)
Versements reçus au titre du capital social souscrit	—	—	20 958	20 958
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>\$ 132 044</b>	<b>\$ (38 627)</b>	<b>\$ 684 329</b>	<b>\$ 777 746</b>

\* Déduction faite des souscriptions à recevoir

# ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Exercice clos au 31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Décassements de prêts	\$ (411 674)	\$ (308 886)
Décassements de participations	(445)	(5 999)
Remboursements de prêts	239 347	321 035
Ventes de participations	2 769	4 313
Échéances des titres de placement détenus jusqu'à échéance	47 000	32 684
Titres disponibles à la vente		
Achats	(30 000)	—
Ventes	20 000	6 240
Dépenses d'investissement	(1 949)	(531)
Produit de la vente d'actifs recouverts	2 861	6 144
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux opérations d'investissement</b>	<b>\$ (132 091)</b>	<b>\$ 55 000</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Décassements/remboursements des emprunts, valeur nette	(28 936)	94 892
Produit de l'émission/remboursement de bons et obligations	68 248	(118 005)
Souscriptions au capital	20 958	4 670
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux opérations de financement</b>	<b>\$ 60 270</b>	<b>\$ (18 443)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS À L'EXPLOITATION</b>		
Résultat net	10 305	12 447
Ajustements pour rétablir la concordance entre le résultat net et les flux de trésorerie nets affectés à l'exploitation :		
Plus-values réalisées sur la vente de participations	(1 435)	(1 324)
Variation de la valeur comptable des participations	2 703	(448)
Recouvrement de participations	(58)	—
Variation des montants à recevoir et autres éléments d'actif	(1 041)	7 526
Dotation aux provisions pour pertes sur prêts	(4 643)	(959)
Plus-values latentes sur titres de placement	(2 623)	(2 292)
Variation des montants à payer et autres éléments de passif	2 782	(1 194)
Variation des actifs nets du régime de retraite et du RPPR	(2 405)	(2 301)
Plus ou moins-values latentes sur instruments dérivés non spéculatifs	(339)	(683)
Variation de la valeur des emprunts à leur juste valeur	710	2 094
Autres, valeur nette	(1 893)	1 799
	(8 242)	2 218
Titres de placement pour activité boursière		
Achats	(1 355 282)	(1 503 328)
Ventes, échéances et remboursements	1 403 480	1 433 905
	48 198	(69 423)
<b>Flux de trésorerie nets affectés à l'exploitation</b>	<b>\$ 50 261</b>	<b>\$ (54 758)</b>
<b>Incidence nette des variations de taux de change sur espèces et valeurs assimilables</b>	<b>6</b>	<b>(3)</b>
<b>Variation nette des espèces et valeurs assimilables</b>	<b>(21 554)</b>	<b>(18 204)</b>
<b>Espèces et valeurs assimilables au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>80 808</b>	<b>99 012</b>
<b>Espèces et valeurs assimilables au 31 décembre</b>	<b>\$ 59 254</b>	<b>\$ 80 808</b>
<b>Informations complémentaires :</b>		
Intérêts versés au cours de l'exercice	\$ 13 208	\$ 17 536

Les notes font partie intégrante des états financiers.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

## Objet

La Société interaméricaine d'investissement (la Société) est une institution multilatérale qui a été constituée en 1986 et est entrée en activité en 1989 avec pour mission de promouvoir le développement économique des pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes par le biais du financement des petites et moyennes entreprises. La Société accomplit cette mission, conjointement avec des investisseurs privés, en octroyant des prêts et en prenant des participations lorsque le capital privé n'est pas suffisamment disponible à des conditions raisonnables ; elle joue également un rôle de catalyseur en mobilisant du financement complémentaire de projets auprès d'autres investisseurs et prêteurs, par le biais de cofinancements ou de syndications de prêts, de sous-participations, de prises fermes et de garanties. Outre le financement de projets et la mobilisation de ressources, la Société offre à ses clients des services-conseils financiers et techniques. Le capital social de la Société est fourni par les pays membres. La Société mène ses opérations principalement en dollars des États-Unis et son territoire d'exploitation est limité aux vingt-six pays membres de la région. La Société est membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (Groupe de la BID) qui comprend également la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds multilatéral d'investissement (MIF).

## 1. Base de présentation

Les principes appliqués par la Société en matière de comptabilité et de présentation des informations financières sont conformes aux principes comptables généralement admis aux États-Unis (GAAP). Toute référence faite dans les présentes notes aux GAAP publiés par le Conseil des normes comptables financières (FASB) est une référence à la codification des normes comptables du FASB, parfois dénommée Codification ou ASC.

Tous les montants présentés dans les états financiers ci-joints et les notes sont exprimés, sauf indication contraire, en milliers de dollars des États-Unis d'Amérique (dollars des États-Unis, USD ou \$), qui est la monnaie fonctionnelle de la Société.

## 2. Récapitulatif des principales politiques comptables

**Emploi d'estimations** — La préparation d'états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui affectent les montants portés à l'actif et au passif, les informations données sur des éléments d'actif et de passif éventuels à la date de la présentation des états financiers ainsi que les montants déclarés des revenus et des dépenses au cours de la période considérée. Les chiffres réels peuvent diverger de ces estimations. La détermination de la suffisance des provisions pour pertes sur les prêts et les garanties et l'estimation de la juste valeur des prêts et participations, des emprunts et des instruments dérivés ont été faites avec beaucoup de discernement, tout comme l'a été le calcul du coût net des prestations périodiques du régime de retraite et des prestations complémentaires au personnel retraité ainsi que la valeur actualisée des obligations de prestations. Les opérations de la Société comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il est possible que l'évolution de la conjoncture économique puisse avoir un effet négatif sur la situation financière de la Société.

**Espèces et valeurs assimilables** — Des instruments d'investissement hautement liquides achetés avec une échéance d'origine inférieure ou égale à trois mois, autres que ceux détenus comme titres pour activité boursière, sont considérés comme des valeurs assimilables à des espèces. La Société peut détenir des dépôts bancaires d'un montant supérieur aux limites assurées par la FDIC.

**Titres de placement** — Dans le cadre de la stratégie d'ensemble de gestion de son portefeuille, la Société investit dans des obligations d'État et d'organismes étatiques, des dépôts à terme, des billets de trésorerie et des instruments bancaires conformément à ses critères d'investissement en matière de risque de crédit et de durée. Les obligations d'État et d'organismes étatiques sont notamment des obligations à taux fixe de haute qualité à court, moyen ou long terme et d'autres obligations émises par ou avec la garantie inconditionnelle du gouvernement de pays ou d'autres entités officielles comme des organismes étatiques. Les titres de placement que détient la Société



## NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

sont classés en fonction de l'intention qu'avait la direction au moment de leur achat et sont comptabilisés à la date de l'achat. La Société classe en tant qu'activité boursière son portefeuille de titres achetés et détenus aux fins de leur revente à court terme, ces titres sont comptabilisés à leur juste valeur, les plus et moins-values latentes étant inscrites à la rubrique Revenu provenant de titres de placement. Les titres à échéance fixe classés dans la catégorie Détenus jusqu'à échéance sont des titres que la Société a la capacité et l'intention de détenir jusqu'à leur échéance et qui sont comptabilisés à leur coût amorti. Tous les autres titres sont classés dans la catégorie Disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, les plus ou moins-values latentes nettes étant inscrites à la rubrique Autres éléments du résultat global cumulé. Les intérêts et dividendes sur titres, l'amortissement de primes d'émission et l'accroissement des escomptes sont comptabilisés dans la rubrique Revenu provenant de titres de placement. Les investissements qu'effectue la Société dans des titres de créance des marchés d'Amérique latine et des Caraïbes par suite de ses activités de développement sont classés comme étant détenus jusqu'à échéance et comptabilisés au bilan à leur coût amorti. Ces titres sont examinés en fin d'exercice pour identifier toute réduction de valeur autre que temporaire.

**Investissements sous forme de prêts et de participations** — Les engagements d'investissement sous forme de prêts et de participations constituent des obligations juridiques lorsque le contrat de prêt ou de participation est signé et sont enregistrés comme des éléments d'actif lorsqu'ils sont décaissés. Les prêts sont comptabilisés à concurrence de leur encours en principal, corrigé des provisions pour pertes. Dans certains cas, la Société obtient des nantissements, notamment sous forme d'hypothèques et de garanties de tiers. Les participations qui comprennent des participations directes et des participations dans des sociétés du type « Limited Partnerships » (LP) sont initialement inscrites à leur coût qui est généralement la juste valeur de la contrepartie versée. Les participations directes et dans certaines LP pour lesquelles la Société maintient un compte de participation au capital mais sur lesquelles elle n'exerce pas une influence significative, sont comptabilisées à leur coût assorti d'une réduction de valeur. La méthode de la juste valeur est appliquée aux participations non minoritaires de la Société dans des LP.

Le montant comptabilisé des prêts et des participations est revu périodiquement et ajusté en fonction de réductions de valeur éventuelles. La Société considère qu'un prêt est douteux lorsque, en fonction des circonstances et des informations disponibles, il existe un doute sérieux quant aux possibilités de recouvrement de tous les montants dus conformément aux termes du contrat de prêt. Les informations et les événements concernant l'emprunteur et/ou le contexte économique et politique dans lequel il évolue dont il est tenu compte pour déterminer si un prêt est douteux sont notamment les suivants : les difficultés financières de l'emprunteur, la position concurrentielle de l'emprunteur sur le marché, le risque lié aux actifs sous-jacents donnés en garantie, la volonté et la capacité du promoteur à soutenir l'investissement, le risque lié à l'équipe de direction ainsi que les conflits géopolitiques et les crises macro-économiques. L'analyse de réduction de valeur des investissements sous forme de participations est effectuée sur la base des renseignements financiers les plus récents et des rapports de recherche disponibles à ce sujet. Ces analyses sont subjectives et sont fondées entre autres sur des données financières pertinentes. Sont également prises en compte les tendances du secteur de l'émetteur, les performances passées de l'entreprise ainsi que l'intention de la Société de conserver la participation sur une longue durée. Lorsque la réduction de valeur est identifiée et considérée comme non temporaire, la participation est comptabilisée à sa valeur réduite qui devient la nouvelle base de coût de la participation. Les pertes pour réduction de valeur ne sont contrepassées pour tenir compte de la récupération ultérieure de valeur de la participation que lorsque celle-ci est vendue.

**Provision pour pertes sur prêts** — La Société inscrit au bilan la baisse de valeur du portefeuille de prêts par le biais de provisions pour pertes sur les investissements sous forme de prêts, en enregistrant une dotation ou une récupération de la provision pour pertes sur le résultat net, accroissant ou diminuant ainsi la provision pour pertes sur les investissements sous forme de prêts. Les prêts éliminés du bilan, ainsi que tout recouvrement ultérieur, sont comptabilisés dans le compte de provisions pour pertes. La provision pour pertes est maintenue par la direction de la Société à un niveau qu'elle juge adéquat pour absorber les pertes estimées probables sur son portefeuille de prêts. La direction se fonde sur le degré de risque et les performances de chaque prêt, la conjoncture économique et d'autres facteurs qu'elle considère importants.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

La provision pour pertes sur les investissements sous forme de prêts correspond aux estimations tant de pertes probables déjà identifiées (prêts douteux avec provisions spécifiques) que de pertes probables inhérentes au portefeuille mais non identifiables spécifiquement (provisions générales). La détermination des provisions pour pertes probables identifiées représente l'avis de la direction sur la solvabilité de l'emprunteur et est établie par le biais de l'examen périodique des prêts individuels. Cette estimation prend en compte toutes les preuves disponibles y compris, le cas échéant, la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus au taux d'origine du contrat de prêt, la juste valeur des actifs donnés en garantie moins les coûts d'aliénation et d'autres données de marché observables. Compte tenu de l'objet de la Société et de la nature des prêts, la valeur sur le marché secondaire n'est habituellement pas disponible. Les provisions pour pertes attribuées au reste du portefeuille de prêts sont établies par le biais d'une estimation de la perte probable inhérente au portefeuille en se fondant sur diverses analyses. Chaque prêt est noté en fonction de son risque et l'estimation de la perte découle de chaque catégorie de notation. La notation est fondée sur l'expérience passée et les données de marché qui sont disponibles et comprend le risque pays, le risque de corrélation ou de contagion des moins-values entre les marchés, l'inexécution des garanties du promoteur ou d'accords de soutien, ainsi que l'analyse d'états financiers préparés conformément à des principes comptables autres que les GAAP. Les estimations de perte proviennent de données du secteur et de données passées de la SII. Aucun changement n'a été apporté, au cours des périodes présentées, à la politique comptable de la Société ni aux méthodologies employées pour estimer ses provisions pour pertes sur les investissements sous forme de prêts.

Afin de fournir certaines informations sur la totalité des provisions de la Société relatives aux investissements sous forme de prêts, la Société considère que l'ensemble de son portefeuille de prêts constitue un seul segment de portefeuille. Un segment de portefeuille est le niveau auquel la méthode d'estimation des provisions pour pertes sur prêts est élaborée et documentée.

Les prêts sont sortis du bilan lorsque la Société a épuisé tous les moyens possibles de recouvrement, en réduisant les provisions pour pertes sur les investissements sous forme de prêts. Ces réductions des provisions sont partiellement compensées par les recouvrements liés à des prêts précédemment sortis du bilan.

**Constatation des produits de prêts** — Les intérêts et les commissions, à l'exception des commissions d'ouverture, sont comptabilisés en tant que revenu dans la période où ils sont produits. La Société n'enregistre pas de revenu sur les prêts s'il existe un doute quant aux possibilités de recouvrement ou, en règle générale, si le paiement du principal ou des intérêts accuse plus de 90 jours d'arriérés. Tout intérêt couru non perçu concernant un prêt à intérêt non comptabilisé est déduit du revenu et n'est ensuite constaté qu'à mesure de la réception des paiements et à condition que, de l'avis de la direction, l'emprunteur ait démontré sa capacité à payer régulièrement les échéances en principal et intérêts. Les intérêts qui n'ont pas été comptabilisés auparavant mais qui ont été capitalisés dans le cadre d'une renégociation de dette sont constatés en tant que produit comptabilisé d'avance et ne sont crédités au compte de revenu que lorsque le montant en principal correspondant est reçu.

Les commissions d'ouverture et les coûts différentiels directs liés à la constitution d'un dossier de prêt ne sont pas constatés d'avance ni amortis sur la durée du prêt car les commissions d'ouverture ne servent qu'à rembourser à la Société les frais de constitution d'un dossier de prêt. Les commissions d'ouverture non remboursables en deçà ou au delà du coût de constitution du dossier de prêt sont considérées comme négligeables dans les états financiers.

**Constatation des produits de participations** — Les dividendes et les participations bénéficiaires provenant des investissements sous forme de participation qui sont comptabilisés selon la méthode du coût assorti d'une réduction de valeur, sont constatés comme revenu lorsqu'est déclarée ladite distribution. Les plus-values sur la vente ou le rachat de participations comptabilisées à leur coût assorti d'une réduction de valeur sont constatées en tant que revenu lorsqu'elles sont reçues. En ce qui concerne les LP comptabilisées à leur juste valeur, les distributions de dividendes sont considérées selon l'évaluation de la valeur d'actif net de chaque participation sous-jacente et comptabilisés en tant que variation de la valeur comptable de l'investissement.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

**Garanties** — La Société offre des garanties de crédit couvrant, sur une base de risque partagé, les obligations de tiers relatives à des prêts ou à des titres émis à l'appui de projets situés dans un pays membre pour améliorer leur solvabilité et leur permettre de conclure une vaste gamme d'opérations commerciales. Ces garanties financières sont des engagements pris par la Société qui garantissent l'exécution des paiements de l'emprunteur à un tiers. La politique de la Société visant à exiger un nantissement concernant ces instruments et le type de nantissement détenu est généralement la même que pour les prêts. Les garanties sont considérées comme émises lorsque la Société signe la convention de garantie, comme encourus lorsque l'obligation financière sous-jacente est encourue vis-à-vis du tiers et comme appelées lorsque l'obligation de la Société au titre de la garantie est mise en jeu. Il y a deux obligations liées aux garanties, à savoir (1) l'obligation d'être prêt à l'exécution et (2) l'obligation éventuelle d'effectuer des paiements futurs. L'obligation d'être prêt à l'exécution est constatée à la date de l'engagement à moins que l'élément de passif éventuel existe à ce moment-là ou qu'il est prévu d'exister à court terme et elle est alors constatée à sa juste valeur. L'élément de passif éventuel lié à la garantie financière est constaté lorsqu'il est probable que la garantie sera mise en jeu et lorsque l'on peut raisonnablement estimer le montant de la garantie. Tous les éléments de passif disponibles sur demande et éventuels liés aux garanties sont inscrits au poste Autres éléments de passif et la contrepartie pour les montants reçus ou à recevoir est inscrite au bilan au poste Autres éléments d'actif. Si les garanties sont mises en jeu, le montant décaissé est constaté comme un nouveau prêt et des provisions spécifiques sont fixées sur la base de la perte probable estimée. Le revenu est acquis à mesure que la Société est dégagée du risque à l'expiration ou à la liquidation de la garantie.

**Activités de gestion des risques : instruments dérivés utilisés à des fins non spéculatives** — Dans le cadre de sa gestion des risques financiers, la Société conclut des opérations comportant divers instruments dérivés. Elle gère son risque de fluctuation des taux d'intérêts par le biais de produits financiers dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt et des options position acheteur (c'est-à-dire des garanties de taux plafond). Les instruments dérivés modifient les caractéristiques de taux d'intérêt de l'instrument financier en question pour produire le taux d'intérêt souhaité et aucun n'est dans une relation de comptabilité de couverture. La Société n'a pas recours aux instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur et sont classés comme élément d'actif ou de passif, selon leur nature et le montant net de leur juste valeur. Toute variation de la juste valeur des instruments dérivés liés à des emprunts est comptabilisée au poste Frais des emprunts et de la dette à long terme.

**Charges constatées d'avance** — Les coûts relatifs à l'émission de titres de créance et autres accords financiers sont constatés d'avance et amortis sur la durée de vie du titre de créance correspondant, selon une méthode d'amortissement linéaire qui est proche de la façon dont les coûts seraient constatés selon la méthode de l'intérêt réel.

**Immobilisations** — La Société comptabilise les immobilisations à leur coût moins l'amortissement cumulé et les amortit selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations, à savoir de trois à sept ans.

**Opérations en devises** — Les éléments d'actif et de passif non libellés en dollars des États-Unis sont convertis à leur contrevalet en dollars des États-Unis sur la base du taux de change auquel l'élément d'actif ou de passif pourrait être raisonnablement liquidé à ladite date. Les revenus et les dépenses sont convertis chaque mois à un montant proche du taux de change moyen pondéré, les plus et moins-values qui en résultent étant intégrées au poste Plus ou moins-values nettes sur opérations de change.

**Juste valeur des instruments financiers** — La Codification requiert que les entreprises fournissent des informations sur la juste valeur estimée de leurs instruments financiers et leur estimation de juste valeur, que ces valeurs soient ou non comptabilisées au bilan.



# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

La Codification définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un élément d'actif ou payé pour céder un élément de passif (c'est-à-dire le « prix de sortie ») d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Pour déterminer la juste valeur, la Société se sert de diverses approches de valorisation, dont les approches fondées sur le marché, le revenu et/ou le coût. La Codification établit une hiérarchie entre les données utilisées pour mesurer la juste valeur, en maximisant le recours à des données observables et en minimisant le recours à des données non observables ; elle exige d'avoir recours à des données observables lorsque celles-ci sont disponibles. Les données observables sont des données dont se serviraient les opérateurs du marché pour déterminer le prix d'un actif ou d'un passif en fonction des données de marché obtenues auprès de sources indépendantes de la Société. Les données non observables sont des données qui sont l'expression de ce que la Société suppose que seraient les hypothèses que retiendraient les opérateurs du marché pour déterminer le prix d'un actif ou d'un passif en se fondant sur les meilleures informations disponibles compte tenu des circonstances. La hiérarchie se décompose en trois niveaux selon la fiabilité des données, à savoir :

- Niveau 1 — Valorisations fondées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels la Société a accès. Aucun ajustement de valeur ni remise de blocs de titres ne s'applique aux instruments de niveau 1. Étant donné que les valorisations se fondent sur des prix cotés qui sont librement et régulièrement disponibles sur un marché actif, la valorisation de ces produits ne comporte pas un niveau élevé de discernement.

Les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 1 sont notamment des titres de placement qui se négocient activement et certains autres engagements d'États souverains.

- Niveau 2 — Valorisations fondées sur des prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs ou pour lesquels toutes les données importantes sont directement ou indirectement observables.

Parmi les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 2 figurent des titres de placement qui ne se négocient pas activement, des contrats de dérivés et certains prêts et emprunts structurés d'entreprises.

- Niveau 3 — Valorisations fondées sur des données non observables qui sont pertinentes quant à la mesure de la juste valeur dans son ensemble.

Parmi les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 3 figurent certains prêts aux entreprises et des investissements de capital privé.

Pour nombre des prêts aux entreprises octroyés par la Société, il est pratiquement impossible d'en estimer la juste valeur. En conséquence et conformément aux exigences de la Codification, des informations complémentaires relatives à l'estimation de leur juste valeur, telles que leur valeur comptable, taux d'intérêt et échéance sont fournies.

La disponibilité de données observables peut varier d'un produit à l'autre et se voit affectée par toute une série de facteurs tels que par exemple le type de produit et d'autres caractéristiques propres à la transaction. Plus la valorisation est fondée sur des modèles ou des données qui sont moins, voire non observables sur le marché, plus élevé est le niveau de discernement nécessaire pour déterminer la juste valeur. C'est pourquoi le niveau de jugement professionnel qu'exerce la Société pour déterminer la juste valeur est plus élevé pour les instruments du niveau 3. Dans certains cas, les données qui servent à mesurer la juste valeur peuvent correspondre à des niveaux différents de la hiérarchie de juste valeur. Dans ces cas là, aux fins de la présentation d'information, le niveau de hiérarchie qui correspond à la mesure de la juste valeur dans son intégralité est déterminé en fonction du niveau le plus bas qui est pertinent pour la mesure de la juste valeur dans son intégralité.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

La juste valeur de la majorité des instruments financiers provient de modèles de détermination de prix. Les modèles de détermination de prix tiennent compte des modalités contractuelles (dont l'échéance) ainsi que de nombreuses données comme, le cas échéant, les courbes de rendement des taux d'intérêt, les courbes de crédit, la solvabilité de la contrepartie, la volatilité des options et les taux de change. Conformément à la FASB ASC 820-10, il est également tenu compte de l'impact des différentiels de taux propres à la Société lors de la mesure de la juste valeur des passifs, y compris les contrats de dérivés. Le cas échéant, il est procédé à des ajustements de valorisation pour tenir compte de divers facteurs tels que les écarts entre cours acheteur et cours vendeur, la qualité du crédit et la liquidité du marché. Ces ajustements sont appliqués de manière uniforme et sont fondés sur des données observables lorsque celles-ci sont disponibles.

La méthodologie et les hypothèses utilisées par la direction pour l'estimation de la juste valeur des instruments financiers de la Société sont les suivantes :

**Espèces et valeurs assimilables** : La valeur comptable, telle qu'elle apparaît au bilan, est proche de la juste valeur.

**Titres de placement** : La juste valeur des titres de placement est fondée sur les cours cotés à la date du bilan sur des marchés actifs pour des actifs identiques, s'ils sont observables. Pour les placements pour lesquels les prix et autres informations pertinentes générés par les opérations de marché pour des actifs identiques ou comparables ne sont pas disponibles, on a recours à la valorisation par approche de revenu en se servant de courbes de rendements, des différentiels de swaps sur défaillance de crédit ou d'obligations et des taux de recouvrement en fonction des valeurs données en garantie en tant que principales données. Les titres de placement sont généralement classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur.

**Investissements sous forme de prêts** : La méthodologie qu'utilise la Société pour mesurer la juste valeur des prêts octroyés à certaines institutions financières par le biais d'accords qui favorisent le développement économique et pour lesquels une combinaison de facteurs observables et non observables est généralement disponible, requiert l'emploi d'estimations et des calculs de valeur actualisée des flux monétaires futurs. La juste valeur des investissements sous forme de prêts est fondée sur les opérations récemment effectuées, les cours du marché, s'ils sont observables, et les niveaux observables de différentiels de swaps sur défaillance de crédit ainsi que sur des modèles exclusifs de valorisation lorsque les opérations et les cours ne sont pas observables. La prévision des flux de trésorerie aux fins de l'estimation de la juste valeur est subjective et imprécise, et des modifications mineures des hypothèses ou des méthodologies peuvent affecter de manière non négligeable les valeurs estimées. L'absence de normes objectives de tarification ajoute un degré plus important encore de subjectivité et de volatilité à ces justes valeurs dérivées ou estimées. Des informations complémentaires sur les investissements sous forme de prêts comptabilisés à leur juste valeur figurent à la note 9.

**Investissements sous forme de participations** : La Société prend des participations au capital de petites et moyennes entreprises du secteur privé de l'Amérique latine et des Caraïbes et investit également dans des LP. Dans la majorité des cas, il n'existe pas de prix du marché et les autres méthodes d'évaluation requièrent un niveau non négligeable de discernement. Des informations complémentaires sur les LP comptabilisées à leur juste valeur figurent à la note 9.

**Contrats sur produits dérivés** : Ceux-ci comprennent les swaps et les contrats d'option relatifs aux taux d'intérêt. Les justes valeurs sont déterminées en obtenant la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus grâce aux taux d'actualisation correspondants. Les modèles de détermination de prix utilisés ne comportent pas de subjectivité importante car les méthodologies employées ne requièrent pas un niveau significatif de discernement et les données de détermination de prix sont observées sur des marchés cotés actifs comme c'est le cas pour les contrats génériques d'option et les swaps de taux d'intérêt. Tous les produits dérivés valorisés par la Société en fonction de modèles de détermination de prix tombent dans cette catégorie et sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur. La juste valeur estimée des instruments dérivés figure à la note 9.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

**Emprunts et dette à long terme** : Les justes valeurs sont déterminées en obtenant la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus grâce aux taux d'actualisation correspondants. La juste valeur estimée des emprunts et dette à long terme figure à la note 9.

**Impôts** — La Société, ses revenus, ses biens et autres actifs, ainsi que les opérations et transactions qu'elle réalise au titre de l'*Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement*, tel qu'amendé, sont exonérés de tous impôts et de tous droits de douane.

**Nouvelles dispositions de comptabilisation et de reporting financier** — En décembre 2011, le FASB a publié la Mise à jour des normes comptables (ASU) 2011-12 intitulée *Résultat global : report de la date d'entrée en vigueur des modifications apportées à la présentation des reclassements de postes du fait du cumul des autres éléments du résultat global dans la Mise à jour des normes comptables n° 2011-05*. Cette mise à jour entre en vigueur pour les exercices commençant postérieurement au 15 décembre 2012 (31 décembre 2012 pour la Société) et pour les périodes intermédiaires et exercices ultérieurs. Cette mise à jour ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En décembre 2011, le FASB a publié l'ASU 2011-11 intitulée *Bilan : informations concernant la compensation entre actifs et passifs*. Cette mise à jour exige que les entités donnent des informations tant brutes que nettes concernant les instruments et les transactions admissibles à compensation au bilan et sous réserve d'un contrat similaire à un accord de compensation globale. Sont compris dans son champ d'application les instruments dérivés, les accords de vente et de rachat, les accords de prise en pension, les accords d'emprunt de titres et de prêt de titres. Cette mise à jour entre en vigueur pour les exercices commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ou postérieurement à cette date (31 décembre 2013 pour la Société) et pour les périodes intermédiaires (commençant le 31 mars 2013 pour la Société) comprises dans ces exercices. Cette mise à jour ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En juin 2011, le FASB a publié l'ASU 2011-05 intitulée *Présentation du résultat global*. Cette mise à jour élimine l'option de présentation des Autres éléments du résultat global dans le tableau de variation des capitaux propres. En outre, cette mise à jour révisé la manière selon laquelle les entités doivent présenter le résultat global dans leurs états financiers en exigeant soit (1) un état continu du résultat global, soit (2) deux états séparés mais consécutifs du résultat et du résultat global, respectivement. Cette mise à jour ne modifie pas les postes qui doivent être communiqués dans les Autres éléments du résultat global, elle ne requiert aucune information supplémentaire et elle entre en vigueur pour les exercices clos postérieurement au 15 décembre 2012 (31 décembre 2012 pour la Société). Son adoption anticipée est permise et la Société a adopté cette mise à jour à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société présente actuellement deux états séparés mais consécutifs du résultat et du résultat global, respectivement.

En mai 2011, le FASB a publié l'ASU 2011-04 intitulée *Mesure de la juste valeur liée au Sujet 820*. Les modifications apportées à cette mise à jour ont pour objectif de développer des exigences communes de mesure et d'informations concernant la juste valeur dans les GAAP et les IFRS. Les principales modifications apportées à cette mise à jour sont (1) de clarifier l'application des exigences existantes de mesure et d'informations concernant la juste valeur et (2) de modifier un principe ou exigence particulier pour la mesure de la juste valeur ou les informations concernant la mesure de la juste valeur afin d'en améliorer la compréhension. L'adoption anticipée est permise pour la Société mais pas avant les périodes intermédiaires commençant postérieurement au 15 décembre 2011 (31 mars 2012 pour la Société). Cette mise à jour ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En avril 2011, le FASB a publié l'ASU 2011-02 intitulée *Détermination d'un créancier sur la question de savoir si une restructuration est une restructuration de dette en difficulté*, relative aux modifications apportées au Sujet 310-Créances. Les modifications apportées à ce sujet étendent la portée des orientations visant à évaluer si une restructuration constitue une restructuration de dette en difficulté (TDR). Pour qu'elle soit admise comme TDR, le créancier doit conclure à la fois qu'une concession existe et que le débiteur connaît des difficultés financières.



# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les modifications apportées à cette mise à jour entrent en vigueur pour les exercices clos le 15 décembre 2012 ou postérieurement à cette date (31 décembre 2012 pour la Société), y compris pour les périodes intermédiaires comprises dans ces exercices. L'adoption anticipée est permise et serait appliquée rétroactivement aux restructurations survenues au début de l'exercice d'adoption ou postérieurement à celui-ci. La Société a adopté cette mise à jour à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Cette mise à jour ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie et les mentions prescrites figurent en note 4.

En juillet 2010, le FASB a publié l'ASU 2010-20 intitulée *Informations fournies sur la qualité du crédit de financement de créances et la provision pour pertes de crédit*, lié au Sujet 310 Créances. Cette mise à jour requiert des informations quantitatives et qualitatives supplémentaires qui permettent aux utilisateurs des états financiers de comprendre le risque de crédit inhérent au portefeuille de financement de créances du créancier, la façon dont ce risque est analysé et examiné pour arriver à la provision pour pertes de crédit ainsi que les variations de la provision pour pertes de crédit et les raisons de ces variations. ASU 2010-20 entre en vigueur pour les exercices clos le 15 décembre 2011 ou postérieurement à cette date (31 décembre 2011 pour la Société). Cette mise à jour ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie et les mentions prescrites figurent en note 4.

En juin 2009, le FASB a publié la FASB ASC 810-10-15-13, auparavant dénommée SFAS 167, *Modifications à l'interprétation FASB n° 46(R)*. En publiant ce Sujet, le FASB avait pour objectif d'améliorer le reporting financier des entreprises auxquelles participaient des entités à intérêt variable. Le FASB a entrepris cela pour traiter (1) des conséquences sur certaines dispositions de la FASB ASC 810-10-05, auparavant Interprétation FASB n° 46 (révisée en décembre 2003), intitulée *Consolidation d'entités à intérêt variable*, par suite de l'élimination du concept d'entité ad hoc réunissant les conditions requises dans la FASB ASC 860-40-15-1, auparavant Déclaration FASB n° 166, intitulée *Comptabilisation des transferts d'actifs financiers* et (2) des préoccupations des parties intéressées quant à l'application de certaines dispositions clés de la FASB ASC 810-10-05, y compris celles dans lesquelles la comptabilisation et les divulgations n'offrent pas toujours d'informations opportunes et utiles sur la participation d'une entreprise à une entité à intérêt variable. En février 2010, le FASB a publié une mise à jour des normes comptables ASU 2010-10 intitulée *Modifications pour certains fonds de placement* qui essentiellement reporte la date d'entrée en vigueur de la SFAS 167 pour les entreprises qui détiennent des investissements dans des entités qui sont des sociétés de placement (comme ce terme est défini dans l'ASC Sujet 946 Services financiers — Sociétés de placement). La Société a en conséquence reporté l'adoption de SFAS 167 en ce qui concerne l'évaluation de ses placements dans des fonds d'investissements avec structure de société limitée. Ce Sujet ne devrait pas avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En outre, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, le FASB a publié et/ou approuvé des mises à jour aux normes comptables. La Société a analysé et incorporé ces nouvelles directives comme il convient, sans aucune incidence significative sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

## 3. Titres de placement

Le revenu net généré par les titres de placement figure ci-après par source :

En milliers de dollars des États-Unis	Exercice clos au 31 décembre	
	2011	2010
Intérêts créditeurs	\$ 3 457	\$ 6 967
Plus-values nettes réalisées	2 891	1 966
Variation nette des plus ou moins-values latentes	(268)	326
	<b>\$ 6 080</b>	<b>\$ 9 259</b>

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

L'activité boursière sur les titres est ventilée comme suit :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	31 décembre	
	2011	2010
Titres d'entreprises	\$ 301 712	\$ 400 219
Fonds de placement	35 951	1
Dépôts à terme	15 000	—
	<b>\$ 352 663</b>	<b>\$ 400 220</b>

La composition des titres disponibles à la vente se présente comme suit :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	31 décembre	
	2011	2010
Titres d'entreprises	\$ 30 442	\$ 20 189
	<b>\$ 30 442</b>	<b>\$ 20 189</b>

Aux 31 décembre 2011 et 2010, le coût amorti des titres disponibles à la vente se montait respectivement à 30 000 et 20 000 dollars.

La Société n'a aucune moins-value latente en ce qui concerne les titres disponibles à la vente aux 31 décembre 2011 et 2010. Sont inclus dans le portefeuille de titres disponibles à la vente deux titres arrivant à échéance dans un délai de vingt-quatre mois.

Le coût amorti des placements détenus jusqu'à échéance est le suivant :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	31 décembre	
	2011	2010
Titres d'entreprises	\$ 46 551	\$ 46 767
Obligations d'État et d'organismes étatiques	—	46 976
	<b>\$ 46 551</b>	<b>\$ 93 743</b>

Aux 31 décembre 2011 et 2010, au poste Titres d'entreprises figure un titre d'un montant de respectivement 40 551 et 40 767 dollars qui correspond à un actif de développement, dont les caractéristiques sont similaires à celles d'autres titres de placement détenus jusqu'à leur échéance.

La juste valeur des placements détenus jusqu'à leur échéance est la suivante :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	31 décembre 2011		
	Coût	Plus-value latente	Juste valeur
Titres d'entreprises	\$ 46 551	\$ 1 629	\$ 48 180
	<b>\$ 46 551</b>	<b>\$ 1 629</b>	<b>\$ 48 180</b>

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La structure des échéances des placements détenus jusqu'à leur échéance se présente comme suit :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Inférieure à douze mois	\$ 6 000	\$ 46 976
Entre douze et vingt-quatre mois	—	6 000
Supérieure à vingt-quatre mois	40 551	40 767
	<b>\$ 46 551</b>	<b>\$ 93 743</b>

Au 31 décembre 2011, la direction a déterminé que les investissements inclus dans le portefeuille détenu jusqu'à échéance n'avaient pas de moins-value latente (905 dollars de moins-value latente au 31 décembre 2010).

## 4. Prêts et prises de participation

La Société surveille la concentration géographique du risque crédit de son encours de prêts et de participations. Au 31 décembre 2011, les pays présentant le plus de risque de crédit global pour la Société étaient le Brésil, le Pérou et le Chili (le Pérou, le Brésil et le Chili au 31 décembre 2010). Au 31 décembre 2011, l'encours des prêts et participations en devises se montait à 84 943 dollars (les prêts et participations en devises se montaient à 74 486 dollars au 31 décembre 2010). L'un des risques les plus importants de la Société est le risque qualifié de régional, qui consiste principalement en prêts multipays.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La ventilation par pays et par secteur de l'encours du portefeuille se présente comme suit :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre					
	2011			2010		
	Prêts	Participations	Total	Prêts	Participations	Total
Brésil	\$ 168 776	\$ —	\$ 168 776	\$ 125 906	\$ —	\$ 125 906
Pérou	123 568	—	123 568	127 757	—	127 757
Chili	115 002	2 581	117 583	109 792	1 814	111 606
Colombie	109 144	767	109 911	31 350	691	32 041
Argentine	73 254	404	73 658	67 907	981	68 888
Mexique	65 324	4 116	69 440	53 958	10 594	64 552
Panama	58 759	4 000	62 759	53 333	4 000	57 333
Costa Rica	52 479	—	52 479	43 694	—	43 694
Régional	34 960	15 581	50 541	38 471	16 726	55 197
Équateur	43 562	—	43 562	45 538	—	45 538
Paraguay	29 333	—	29 333	21 362	—	21 362
El Salvador	27 689	—	27 689	23 614	—	23 614
Nicaragua	22 627	—	22 627	16 566	—	16 566
Guatemala	16 025	—	16 025	18 316	—	18 316
État plurinational de Bolivie	12 553	—	12 553	14 059	—	14 059
Jamaïque	12 084	—	12 084	10 611	—	10 611
Haïti	9 510	—	9 510	9 531	—	9 531
Belize	6 000	—	6 000	6 000	—	6 000
Uruguay	5 104	—	5 104	7 323	—	7 323
République dominicaine	4 500	—	4 500	7 979	—	7 979
Suriname	1 647	—	1 647	2 409	—	2 409
Guyana	1 000	—	1 000	1 400	140	1 540
Honduras	—	—	—	2 116	—	2 116
	<b>\$ 992 900</b>	<b>\$ 27 449</b>	<b>\$ 1 020 349</b>	<b>\$ 838 992</b>	<b>\$ 34 946</b>	<b>\$ 873 938</b>
Services financiers	\$ 698 018	\$ 8 850	\$ 706 868	\$ 544 417	\$ 9 638	\$ 554 055
Services publics et infrastructure	73 413	—	73 413	51 381	—	51 381
Agriculture et agro-industrie	66 629	—	66 629	79 682	—	79 682
Produits manufacturés généraux	25 114	—	25 114	34 074	—	34 074
Fonds de placement	1 158	18 599	19 757	—	25 308	25 308
Alimentation, mise en bouteille et boissons	18 753	—	18 753	20 526	—	20 526
Bétail et aviculture	15 940	—	15 940	14 785	—	14 785
Aquaculture et pêche	14 229	—	14 229	16 289	—	16 289
Produits chimiques et plastiques	13 736	—	13 736	16 865	—	16 865
Pétrole et exploitation minière	12 397	—	12 397	17 310	—	17 310
Bois, pâte et papier	11 614	—	11 614	8 142	—	8 142
Transport et stockage	8 435	—	8 435	7 799	—	7 799
Éducation	6 880	—	6 880	7 041	—	7 041
Technologie, communications et nouvelle économie	6 000	—	6 000	379	—	379
Tourisme et hôtellerie	2 081	—	2 081	1 795	—	1 795
Textiles, habillement et cuirs	315	—	315	5 743	—	5 743
Services non financiers	59	—	59	107	—	107
Santé	4	—	4	11	—	11
Autres	18 125	—	18 125	12 646	—	12 646
	<b>\$ 992 900</b>	<b>\$ 27 449</b>	<b>\$ 1 020 349</b>	<b>\$ 838 992</b>	<b>\$ 34 946</b>	<b>\$ 873 938</b>



# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Ventilation de l'encours du portefeuille par type d'investissement au 31 décembre 2011 :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>31 décembre 2011</b>		
	<b>Institutions financières</b>	<b>Entreprises</b>	<b>Total</b>
Prêts	\$ 698 019	\$ 294 881	\$ 992 900
Participations	27 449	—	27 449
Titres émis par des résidents dans les pays membres régionaux en développement	40 551	—	40 551
Garanties	—	5 617	5 617
<b>Exposition aux actifs liés au développement (DRE)</b>	<b>\$ 766 019</b>	<b>\$ 300 498</b>	<b>\$ 1 066 517</b>

Ventilation de l'encours du portefeuille par type d'investissement au 31 décembre 2010 :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>31 décembre 2010</b>		
	<b>Institutions financières</b>	<b>Entreprises</b>	<b>Total</b>
Prêts	\$ 544 418	\$ 294 574	\$ 838 992
Participations	34 946	—	34 946
Titres émis par des résidents dans les pays membres régionaux en développement	40 767	—	40 767
Garanties	—	5 701	5 701
<b>Exposition aux actifs liés au développement (DRE)</b>	<b>\$ 620 131</b>	<b>\$ 300 275</b>	<b>\$ 920 406</b>

Les investissements sous forme de prêts et de participations engagés mais non décaissés (déduction faite des annulations) sont récapitulés ci-après :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Prêts	\$ 83 701	\$ 131 748
Participations	11 663	12 183
	<b>\$ 95 364</b>	<b>\$ 143 931</b>

Les prêts de la Société portent intérêt à taux fixe et variable. Le portefeuille de prêts à taux fixe se montait à 317 817 dollars au 31 décembre 2011 (319 113 dollars au 31 décembre 2010).

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Analyse d'ancienneté, sur la base des termes contractuels, des prêts de la Société au coût après amortissement par type d'investissement au 31 décembre 2011 :

31 décembre 2011						
<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>1 à 90 jours d'arriérés</b>	<b>Plus de 90 jours d'arriérés, accumulant intérêts</b>	<b>Plus de 90 jours d'arriérés, n'accumulant pas d'intérêts</b>	<b>Total des arriérés</b>	<b>Prêts courants</b>	<b>Portefeuille de prêts</b>
Institutions financières	\$ —	\$ —	\$ 9 057	\$ 9 057	\$ 688 962	\$ 698 019
Entreprises	—	6 000	836	6 836	288 045	294 881
<b>Total des prêts avec arriérés de paiement</b>	<b>\$ —</b>	<b>\$ 6 000</b>	<b>\$ 9 893</b>	<b>\$ 15 893</b>	<b>\$ 977 007</b>	<b>\$ 992 900</b>
En % du portefeuille de prêts	0,00%	0,60%	1,00%	1,60%	98,40%	100,00%
Provision pour pertes sur prêts	44 966					
Couverture				282,93%		4,53%

Analyse d'ancienneté, sur la base des termes contractuels, des prêts de la Société au coût après amortissement par type d'investissement au 31 décembre 2010 :

31 décembre 2010						
<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>1 à 90 jours d'arriérés</b>	<b>Plus de 90 jours d'arriérés, accumulant intérêts</b>	<b>Plus de 90 jours d'arriérés, n'accumulant pas d'intérêts</b>	<b>Total des arriérés</b>	<b>Prêts courants</b>	<b>Portefeuille de prêts</b>
Institutions financières	\$ 16 539	\$ —	\$ 2 259	\$ 18 798	\$ 525 620	\$ 544 418
Entreprises	379	—	6 298	6 677	287 897	294 574
<b>Total des prêts avec arriérés de paiement</b>	<b>\$ 16 918</b>	<b>\$ —</b>	<b>\$ 8 557</b>	<b>\$ 25 475</b>	<b>\$ 813 517</b>	<b>\$ 838 992</b>
En % du portefeuille de prêts	2,02%	0,00%	1,02%	3,04%	96,96%	100,00%
Provision pour pertes sur prêts	56 536					
Couverture				221,93%		6,74%

Les prêts dont les intérêts courus ne sont plus comptabilisés se montaient au 31 décembre 2011 à 22 155 dollars (37 218 dollars au 31 décembre 2010). Les intérêts perçus sur les prêts à intérêts non comptabilisés au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2011 se montaient à 611 dollars (391 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2010). Le revenu en intérêts sur les prêts à intérêts non comptabilisés a atteint un total de 242 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2011 (296 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010).

## NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

L'investissement enregistré en prêts à intérêts non comptabilisés au coût après amortissement par type d'investissement est récapitulé ci-après :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	31 décembre	
	2011	2010
Institutions financières	\$ 11 288	\$ 21 189
Entreprises	10 867	16 029
<b>Total des prêts à intérêts non comptabilisés</b>	<b>\$ 22 155</b>	<b>\$ 37 218</b>
Portefeuille de prêts	\$ 992 900	\$ 838 992
Prêts à intérêts non comptabilisés/Portefeuille de prêts	2,23%	4,44%
Provision pour pertes sur prêts	\$ 44 966	\$ 56 536
Couverture des prêts à intérêts non comptabilisés	202,96%	151,91%

La structure des échéances des prêts de la Société est récapitulée ci-après :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	31 décembre			
	2011		2010	
	Encours en principal	Rendement moyen	Encours en principal	Rendement moyen
Échéance inférieure ou égale à un an	\$ 282 152	4,73%	\$ 238 943	6,20%
Échéance supérieure à un an et inférieure ou égale à cinq ans	666 222	4,25%	566 056	6,44%
Échéance supérieure à cinq ans et inférieure ou égale à onze ans	44 526	5,73%	33 993	7,63%
	<b>\$ 992 900</b>		<b>\$ 838 992</b>	

L'investissement de la Société dans des prêts douteux se montait à 9 893 dollars au 31 décembre 2011 (35 097 dollars au 31 décembre 2010). Le montant moyen des prêts douteux pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 était de 17 933 dollars (30 507 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2010). Le montant total des provisions relatives aux prêts douteux aux 31 décembre 2011 et 2010 était respectivement de 5 550 et 12 831 dollars. La direction est d'avis que rien au 31 décembre 2011 n'indiquait qu'il y ait une restructuration de dette en difficulté dans le portefeuille de prêts (rien au 31 décembre 2010).

Les pertes de la Société relatives à des réductions de valeur autres que temporaires dans les investissements sous forme de participations se montaient à 2 363 dollars au 31 décembre 2011 (677 dollars au 31 décembre 2010).

Les variations des provisions pour pertes sur les prêts par type d'investissement sont récapitulées ci-après :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	2011			2010		
	Institutions financières	Entreprises	Total	Institutions financières	Entreprises	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	\$ 26 595	\$ 29 941	\$ 56 536	\$ 27 594	\$ 38 883	\$ 66 477
Passation en charges, valeur nette	(2 309)	(7 421)	(9 730)	(1 921)	(13 205)	(15 126)
Recouvrements	768	2 035	2 803	3 131	3 013	6 144
Dotation/récupération des provisions pour pertes	(2 752)	(1 891)	(4 643)	(2 209)	1 250	(959)
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>\$ 22 302</b>	<b>\$ 22 664</b>	<b>\$ 44 966</b>	<b>\$ 26 595</b>	<b>\$ 29 941</b>	<b>\$ 56 536</b>

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société se sert d'un système de notation pour classer les prêts en fonction de leur solvabilité et de leur risque. Chaque prêt est placé dans l'une des catégories suivantes : A, B, qualité inférieure, douteux ou perte. La description de chaque catégorie (indicateur de qualité de crédit) figure ci-après :

Indicateur	Description
A	Cette catégorie comprend les entreprises qui ont la capacité de faire face à leurs engagements et dont la situation financière n'est pas affectée par des variables internes et/ou externes susceptibles de nuire à cette capacité. Les projets classés dans la catégorie A sont assortis d'une provision générale comprise entre 0,40 et 6,80 % en fonction des résultats de l'analyse spécifique de leurs variables de risque.
B	L'entreprise est en mesure de faire face à ses engagements mais est confrontée à des conditions internes et/ou externes défavorables susceptibles de nuire à sa capacité financière si ces conditions se poursuivent. Les projets classés dans la catégorie B sont assortis d'une provision générale de 10,80 %.
Qualité inférieure	La situation financière et la capacité de paiement actuelles de l'entreprise ne sont pas suffisantes pour lui permettre de faire entièrement face à ses engagements. Les flux de trésorerie de l'entreprise continuent de montrer des signes de détérioration. L'entreprise laisse apparaître des lacunes persistantes et bien définies qui, si elles devaient continuer, déboucheraient sur une incapacité de remboursement total de l'engagement à la SII. L'entreprise est en défaut de paiement ou présente un risque accru de défaut de paiement si les faiblesses ne sont pas corrigées. D'importantes modifications de la structure financière ou opérationnelle sont nécessaires pour restaurer la solvabilité de l'entreprise. Les projets classés dans la catégorie Qualité inférieure sont assortis d'une provision générale de 22,40 %.
Douteux	Cette catégorie correspond aux entreprises qui ne sont pas en mesure d'assurer le service de leur dette et dont le recouvrement est improbable par le biais de paiements en fonction de la performance financière de l'entreprise, de paiements effectués par les promoteurs ou par l'exécution des garanties. La solvabilité de l'entreprise est diminuée, avec une probabilité accrue de pertes. Une restructuration majeure de l'investissement et/ou de l'opération est nécessaire et un certain nombre de mesures spécifiques (liquidation, recapitalisation, etc.) peuvent devoir être prises. Pour les projets classés dans la catégorie Douteux, une analyse indépendante de la trésorerie est effectuée conformément à la norme SFAS 114 <i>Traitement comptable des crédits dépréciés</i> pour déterminer la provision nécessaire.
Perte	Tout ou partie du prêt de la SII est considéré comme irrécouvrable. Il est probable que le projet est en faillite et qu'il a cessé ses activités. La valeur de liquidation de la garantie ou du recours contre les garants est insuffisante pour que la SII puisse récupérer intégralement son investissement. Pour les projets classés dans la catégorie Perte, une analyse indépendante de la trésorerie est effectuée conformément à la norme SFAS 114 pour déterminer la provision nécessaire.



# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Récapitulatif des prêts de la Société au coût après amortissement par indicateur de qualité du crédit et par type d'investissement au 31 décembre 2011 :

Catégorie	31 décembre 2011		
	Institutions financières	Entreprises	Total
A	\$ 657 971	\$ 234 024	\$ 891 995
B	28 871	38 531	67 402
Qualité inférieure	2 118	21 492	23 610
Douteux	9 058	3	9 061
Perte	—	832	832
<b>Total</b>	<b>\$ 698 018</b>	<b>\$ 294 882</b>	<b>\$ 992 900</b>

Récapitulatif des prêts de la Société au coût après amortissement par indicateur de qualité du crédit et par type d'investissement au 31 décembre 2010 :

Catégorie	31 décembre 2010		
	Institutions financières	Entreprises	Total
A	\$ 484 786	\$ 215 973	\$ 700 759
B	28 095	47 948	76 043
Qualité inférieure	12 469	14 625	27 094
Douteux	16 808	9 902	26 710
Perte	2 259	6 127	8 386
<b>Total</b>	<b>\$ 544 417</b>	<b>\$ 294 575</b>	<b>\$ 838 992</b>

## 5. Montants à recevoir et autres éléments d'actif

Le tableau ci-après donne un récapitulatif des montants à recevoir et autres éléments d'actif :

En milliers de dollars des États-Unis	31 décembre	
	2011	2010
Autres éléments d'actif à court terme :		
Intérêts à recevoir sur prêts	\$ 8 792	\$ 7 980
Intérêts à recevoir sur titres de placement	827	1 687
Autres montants à recevoir	5 319	1 984
	14 938	11 651
Autres éléments d'actif à long terme :		
Actifs nets du RPPR	—	490
Autres éléments d'actif à long terme	3 633	2 085
	3 633	2 575
<b>Total des montants à recevoir et autres éléments d'actif</b>	<b>\$ 18 571</b>	<b>\$ 14 226</b>

Au 31 décembre 2010, l'actif net du RPPR reflète la surcapitalisation du Plan. Se reporter à la note 16.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 6. Montants à payer et autres éléments de passif

Les montants à payer et autres éléments de passif sont récapitulés ci-après :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	31 décembre	
	2011	2010
Passif net des prestations du Régime de retraite	\$ 23 613	\$ 6 529
Passif net du RPPR	6 841	—
Avantages sociaux à payer	4 308	3 683
Produit comptabilisé d'avance	3 647	2 787
Montants à payer aux autres entités du Groupe de la BID	2 407	1 053
Montants à payer et autres éléments de passif	3 150	2 478
<b>Total des montants à payer et autres éléments de passif</b>	<b>\$ 43 966</b>	<b>\$ 16 530</b>

Au 31 décembre 2011, les passifs nets du Régime de retraite et du RPPR montrent l'état de sous-capitalisation des régimes à cette date. Au 31 décembre 2010, le passif net du Régime de retraite montrait l'état de sous-capitalisation du régime à cette date. Se reporter à la note 16.

## 7. Emprunts et dette à long terme

L'encours des emprunts et de la dette à long terme, par devise, est indiqué ci-après :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	31 décembre			
	2011		2010	
<i>Emprunts et dette à long terme (par devise)</i>	Encours	Coût moyen pondéré	Encours	Coût moyen pondéré
Dollar des États-Unis	\$ 550 000	0,99%	\$ 560 000	1,29%
Peso mexicain	57 358	4,87%	7 524	5,88%
Real brésilien	39 998	10,64%	45 034	10,64%
Nuevo sol péruvien	7 297	6,35%	16 434	6,40%
Euro	2 660	2,28%	3 170	1,76%
Peso argentin	1 077	9,15%	2 062	9,15%
	<b>\$ 658 390</b>		<b>\$ 634 224</b>	
Ajustements à la juste valeur	114		(106)	
Emprunts à court terme	(140 823)		(108 217)	
Emprunts à long terme	<b>\$ 517 681</b>		<b>\$ 525 901</b>	

La Société a une ligne de crédit renouvelable disponible auprès de la BID pour un montant de 300 000 dollars. En août 2008, la Société a emprunté 100 000 dollars dans le cadre de cette ligne de crédit. Les emprunts faits dans le cadre de la ligne de crédit de la BID ont une échéance de quinze ans à compter du décaissement correspondant. La Société a le droit d'utiliser cette ligne de crédit jusqu'en novembre 2015. En outre, au 31 décembre 2011, la Société disposait d'une ligne de crédit stand-by auprès d'une institution AA d'un montant de 100 000 dollars. La Société a le droit d'utiliser cette ligne de crédit stand-by jusqu'en juillet 2013. D'autres facilités de crédit disponibles se montent à 370 089 dollars au 31 décembre 2011.

L'encours des emprunts de la Société au 31 décembre 2011 consiste en facilités de crédit à terme et revolving.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

En outre, le 13 mai 2011, la Société a émis des obligations en devises au taux interbancaire de référence (TIIE) plus 0,05 % pour un montant de 800 millions de pesos mexicains avant frais de souscription et autres frais d'émission, arrivant à échéance en 2014. Le produit a servi à offrir du financement pour réinvestissement sur les marchés locaux. Les intérêts sur les obligations sont payables chaque mois et à échéance. Les obligations sont négociables sur la place boursière mexicaine. Les obligations représentent des engagements non garantis de la Société ayant un rang égal, pour ce qui est du paiement, à toutes les dettes existantes et futures, y compris les créances d'autres créanciers généraux. Les obligations ne peuvent être remboursées avant échéance.

La structure des échéances de l'encours des emprunts figure ci-après :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>Jusqu'en 2025</b>
Emprunts	\$ 140 823	\$ 23 274	\$ 117 634	\$ 130 114	\$ 246 659
	<b>\$ 140 823</b>	<b>\$ 23 274</b>	<b>\$ 117 634</b>	<b>\$ 130 114</b>	<b>\$ 246 659</b>

## 8. Capital social

Le capital autorisé de la Société a été porté à 705,9 millions de dollars par le biais d'une augmentation du capital de 500 millions de dollars et d'une autre de 2,2 millions de dollars, approuvées par résolution respectivement en 1999 et en 2008. En vertu de ces deux résolutions, un total de 502,2 millions de dollars a été affecté aux souscriptions des pays membres au cours des périodes de souscription. La Société n'émet que des actions entières d'une valeur nominale de 10 000 dollars.

Étant donné que certaines tranches de souscriptions payables dans le cadre de l'augmentation de capital de 500 millions de dollars de 1999 n'ont pas été payées dans les délais prévus à l'origine, la Société a fixé de nouveaux délais qui ont reçu en 2008 l'approbation unanime du Conseil d'administration et elle continue d'œuvrer auprès de ses pays membres sur cette base. Les souscriptions à recevoir en ce qui concerne l'augmentation de capital réalisée en 1999 se montent à 20,5 millions de dollars. Toutes les actions autorisées dans le cadre des augmentations de capital devraient être entièrement libérées.

En vertu de l'*Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement*, tout pays membre peut se retirer de la Société en notifiant par écrit sa décision au siège de celle-ci. Le retrait devient définitif à la date spécifiée dans la lettre de notification mais en aucun cas avant six mois à compter de la date de réception de la lettre par la Société. Même après avoir notifié son retrait, le pays membre n'est pas délié de toutes ses responsabilités envers la Société en ce qui concerne les obligations auxquelles il était astreint à la date de la remise de la lettre de retrait.

Si un membre se retire de la Société, la Société et le membre peuvent s'entendre sur le retrait de participation et le rachat des actions détenues par ce membre à des conditions qu'ils jugeront appropriées aux circonstances. Si un tel accord n'est pas réalisé dans les trois mois qui suivent l'annonce par le membre de son désir de se retirer, ou dans un délai convenu par les deux, le prix de rachat des actions du membre sera égal à la valeur apparaissant dans les livres de la Société au jour où ce pays cesse d'être membre de la Société, cette valeur étant déterminée par les états financiers vérifiés de la Société. Le paiement des actions se fera contre la remise des certificats correspondants, par tranches, aux échéances et dans les monnaies disponibles que déterminera la Société compte tenu de sa situation financière.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau ci-dessous donne le montant du capital souscrit par pays et des souscriptions à recevoir de la part des membres :

	<b>31 décembre</b>		
	<b>Total</b>		<b>Souscriptions</b>
	<b>Capital par actions souscrit</b>		<b>à recevoir</b>
	<b>Actions</b>	<b>Montant</b>	<b>des membres</b>
	<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>		
Allemagne	1 334	\$ 13 340	\$ —
Argentine	7 767	77 670	—
Autriche	345	3 450	—
Bahamas	144	1 440	—
Barbade	101	1 010	—
Belgique	169	1 690	—
Belize	101	1 010	—
Brésil	7 767	77 670	—
Chili	2 003	20 030	—
Colombie	2 003	20 030	—
Costa Rica	204	2 040	—
Danemark	1 071	10 710	—
El Salvador	314	3 140	—
Équateur	420	4 200	—
Espagne	2 393	23 930	—
État plurinational de Bolivie	624	6 240	—
États-Unis	17 600	176 000	20 471
Finlande	393	3 930	—
France	2 162	21 620	—
Guatemala	420	4 200	—
Guyana	120	1 200	—
Haïti	314	3 140	—
Honduras	314	3 140	—
Israël	173	1 730	—
Italie	2 162	21 620	—
Jamaïque	420	4 200	—
Japon	2 393	23 930	—
Mexique	5 000	50 000	—
Nicaragua	314	3 140	—
Norvège	393	3 930	—
Panama	314	3 140	—
Paraguay	314	3 140	—
Pays-Bas	1 071	10 710	—
Pérou	2 003	20 030	—
Portugal	182	1 820	—
République bolivarienne du Venezuela	4 311	43 110	—
République de Corée	110	1 100	—
République dominicaine	420	4 200	—
République populaire de Chine	110	1 100	—
Suède	393	3 930	—
Suisse	1 071	10 710	—
Suriname	101	1 010	—
Trinité-et-Tobago	314	3 140	—
Uruguay	828	8 280	—
<b>Total 2011</b>	<b>70 480</b>	<b>\$ 704 800</b>	<b>\$ 20 471</b>
<b>Total 2010</b>	<b>70 590</b>	<b>\$ 705 900</b>	<b>\$ 42 529</b>



# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 9. Mesure et variation de la juste valeur

Les actifs et les passifs de la Société comptabilisés à leur juste valeur sont classés selon une hiérarchie de juste valeur conformément aux dispositions de la FASB ASC 820-10-50-2. Voir la note 2 qui explique la politique de la Société concernant cette hiérarchie.

Le tableau de hiérarchie de valeur ci-après contient des informations sur les actifs et les passifs de la Société mesurés à leur juste valeur de manière récurrente au 31 décembre 2011 :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Solde au 31 décembre 2011</b>	<b>Prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs identiques (niveau 1)</b>	<b>Autres facteurs observables importants (niveau 2)</b>	<b>Facteurs non observables importants (niveau 3)</b>
<b>ACTIF</b>				
Dette d'entreprises et autres	\$ 348 126	\$ 348 126	\$ —	\$ —
LP*	16 583	—	—	16 583
Obligations d'États et d'organismes souverains hors États-Unis	34 979	34 979	—	—
Contrats de dérivés	616	—	616	—
<b>PASSIF</b>				
Emprunts	(50 114)	—	(50 114)	—

\* Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau de hiérarchie de valeur ci-après contient des informations sur les actifs et les passifs de la Société mesurés à leur juste valeur de manière récurrente au 31 décembre 2010 :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Solde au 31 décembre 2010</b>	<b>Prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs identiques (niveau 1)</b>	<b>Autres facteurs observables importants (niveau 2)</b>	<b>Facteurs non observables importants (niveau 3)</b>
<b>ACTIF</b>				
Dette d'entreprises et autres	\$ 420 329	\$ 420 329	\$ —	\$ —
LP*	19 865	—	—	19 865
Obligations d'États et d'organismes souverains hors États-Unis	80	80	—	—
Contrats de dérivés	480	—	480	—
<b>PASSIF</b>				
Emprunts	(49 894)	—	(49 894)	—

\* Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente les plus et moins-values dues à la variation de la juste valeur des postes mesurés à la juste valeur conformément au choix de l'option juste valeur pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Autres plus et moins-values</b>	<b>Charge d'intérêts sur les emprunts</b>	<b>Total de la variation de la juste valeur comprise dans le revenu de l'exercice</b>
<b>ACTIF</b>			
Dette d'entreprises et autres	\$ 1 761	\$ —	\$ 1 761
LP*	(2 783)	—	(2 783)
Obligations d'États souverains hors États-Unis	206	—	206
Contrats de dérivés	423	—	423
<b>PASSIF</b>			
Emprunts	(213)	(497)	(710)

\* Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau suivant présente les plus et moins-values dues à la variation de la juste valeur des postes mesurés à la juste valeur conformément au choix de l'option juste valeur pour l'exercice clos au 31 décembre 2010 :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Autres plus et moins-values</b>	<b>Charge d'intérêts sur les emprunts</b>	<b>Total de la variation de la juste valeur comprise dans le revenu de l'exercice</b>
<b>ACTIF</b>			
Dette d'entreprises et autres	\$ 1 892	\$ —	\$ 1 892
LP*	(348)	—	(348)
Obligations d'États souverains hors États-Unis	205	—	205
Contrats de dérivés	(122)	—	(122)
<b>PASSIF</b>			
Emprunts	1 110	(499)	611

\* Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La variation des actifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur de manière récurrente pour les exercices clos aux 31 décembre 2011 et 2010 se présente comme suit :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Mesure de la juste valeur des LP en se servant de facteurs non observables importants (niveau 3)</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	\$ 19 430
Variation de l'actif net due aux moins-values nettes	(348)
Distributions reçues	(1 301)
Investissements supplémentaires	2 084
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>\$ 19 865</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	\$ 19 865
Variation de l'actif net due aux moins-values nettes	(2 783)
Distributions reçues	(944)
Investissements supplémentaires	445
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>\$ 16 583</b>

Certains instruments financiers de la Société ne sont pas mesurés à leur juste valeur de manière récurrente mais ils sont toutefois comptabilisés à un montant proche de leur juste valeur du fait qu'ils sont liquides ou à court terme. Au nombre de ces actifs et passifs financiers figurent : Espèces et valeurs assimilables, Montants à recevoir — clients, Montants à recevoir — autres et Montants à payer — autres.

Les prêts de la Société sont généralement comptabilisés au montant en principal de l'encours. Aux fins des informations à fournir, la Société utilise une date de mesure du 31 décembre pour déterminer la juste valeur de son portefeuille de prêts. Au 31 décembre 2011, la valeur comptable des investissements sous forme de prêts, plus les intérêts courus, était de 470 273 dollars (260 039 dollars au 31 décembre 2010) et leur juste valeur estimée se montait à 468 579 dollars (262 508 dollars au 31 décembre 2010) pour les prêts dont il est possible de déterminer la juste valeur. La direction pense que l'on ne pouvait de façon pratique déterminer la juste valeur du reste du portefeuille de prêts qui comprenait des financements personnalisés octroyés à des petites et moyennes entreprises opérant dans les pays membres régionaux de la Société. Au 31 décembre 2011, la valeur comptable du reste du portefeuille de prêts, exclusion faite des intérêts courus, était de 526 020 dollars (581 255 dollars au 31 décembre 2010) assortis de taux d'intérêt allant de 0,96 % à 12,30 % (0,90 % à 12,30 % au 31 décembre 2010) et d'échéances allant de moins d'un an à 13 ans (moins d'un an à 13 ans au 31 décembre 2010). Tout excédent ou déficit résultant de la différence entre la valeur comptable du portefeuille de prêts et la juste valeur présentée n'est pas nécessairement la valeur réalisable (étant donné que la Société conserve généralement ses investissements avec leurs échéances contractuelles dans le but de réaliser leur valeur constatée et de maximiser par là même les aspects relatifs au développement des investissements).

Les emprunts et la dette à long terme de la Société sont comptabilisés à leur montant d'origine à moins que n'ait été choisie la juste valeur comme l'autorise la FASB ASC 825-10-50-25, auparavant SFAS 159, *Option de la juste valeur*. La juste valeur des emprunts et de la dette à long terme de la Société a été calculée en fonction soit des prix cotés sur le marché soit des analyses de valeur actualisée des flux de trésorerie sur la base des taux actuels d'emprunt de la Société pour des emprunts et de la dette à long terme similaires. Au 31 décembre 2011, la valeur comptable des emprunts et de la dette à long terme de la Société, plus les intérêts courus, était d'environ 5 292 dollars plus élevée que la juste valeur (5 720 dollars au 31 décembre 2010).

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La valeur comptable des investissements sous forme de participations, comptabilisés à leur coût déduction faite des réductions de valeur, se montait à 10 866 dollars au 31 décembre 2011 (15 081 dollars au 31 décembre 2010). Pour certains de ces investissements, des LP d'une valeur comptable totale de 3 033 dollars au 31 décembre 2011 (6 532 dollars au 31 décembre 2010), la juste valeur estimée se montait à 2 649 dollars au 31 décembre 2011 (6 852 dollars au 31 décembre 2010). La valeur comptable des participations comptabilisées à la juste valeur se montait à 16 583 dollars au 31 décembre 2011 (19 865 dollars au 31 décembre 2010). Le montant total des plus et moins-values nettes pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 inclus dans la rubrique Variations de la valeur comptable des prises de participations attribuables à la variation des moins-values latentes nettes relatives aux éléments d'actif encore détenus à cette date était de 2 777 dollars (793 dollars de moins-values latentes nettes au 31 décembre 2010). La juste valeur des investissements effectués dans des LP est déterminée en ayant recours à la valeur estimée de l'actif net de la LP. Pour ce type d'investissement, la valeur de l'actif net est considérée comme la meilleure estimation de la juste valeur. De manière générale, les LP ont une durée de vie limitée et la Société ne vend ni ne demande le rachat de ses investissements dans les LP. Le produit est distribué à la Société à mesure que les LP vendent l'investissement sous-jacent. La valeur de l'actif net est ajustée lorsqu'il apparaît que la juste valeur diffère de façon significative de la valeur de l'actif net.

## 10. Instruments dérivés

L'emplacement dans le bilan et la juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture selon la Codification sont comme suit :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	31 décembre			
	2011		2010	
	Emplacement dans le bilan	Juste valeur	Emplacement dans le bilan	Juste valeur
Contrats de taux d'intérêt	Autres éléments d'actif	\$ 616	Autres éléments d'actif	\$ 480

L'effet des instruments dérivés sur le compte de résultat est comme suit :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	31 décembre			
	2011		2010	
	Emplacement de la plus ou moins-value constatée au compte de résultat	Montant de la moins-value constatée au compte de résultat	Emplacement de la plus ou moins-value constatée au compte de résultat	Montant de la moins-value constatée au compte de résultat
Contrats de taux d'intérêt	Frais des emprunts et de la dette à long terme	\$ (81)	Frais des emprunts et de la dette à long terme	\$ (306)

Se reporter à la Note 2 où figurent des informations supplémentaires sur la raison pour laquelle la Société conclut ces transactions de dérivés non désignés comme instruments de couverture ainsi que ses stratégies globales de gestion des risques.



# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

## 11. Garanties

Au 31 décembre 2011, aucun avis de défaut de paiement n'avait été reçu depuis le début des garanties en cours (aucun avis au 31 décembre 2010). Les garanties conclues par la Société ont de manière générale des échéances compatibles avec celles du portefeuille de prêts. Le montant potentiel maximum des paiements futurs, qui représente les montants notionnels qui pourraient être perdus au titre des garanties s'il y avait un défaut total de paiement par les parties garanties sans tenir compte des recouvrements éventuels dans le cadre de dispositions de recours ou par le biais de biens détenus ou donnés en gage, se montait à 5 617 dollars au 31 décembre 2011 (5 701 dollars au 31 décembre 2010). Au 31 décembre 2011, l'encours total des garanties était en monnaies autres que le dollar des États-Unis. Il n'y avait aucune provision pour pertes sur ces garanties dans le compte de résultat au 31 décembre 2011 (aucune au 31 décembre 2010).

## 12. Éventualités

La Société participe, dans le cours ordinaire de son activité, en tant que défendeur, codéfendeur ou partie prenante à divers litiges inhérents et caractéristiques de l'activité à laquelle elle se livre. La direction de la Société estime improbable que le règlement en dernier ressort de ces actions en justice ait un effet préjudiciable important sur la situation financière de la Société.

## 13. Événements ultérieurs

La Société suit les événements notables survenant après la date du bilan et avant la publication des états financiers pour déterminer, le cas échéant, l'impact des événements sur les états financiers devant être publiés. Tous les événements ultérieurs dont la Société a connaissance ont été évalués jusqu'au 19 mars 2012, date d'approbation par l'Assemblée des gouverneurs. La direction a déterminé qu'aucun événement ultérieur ne requiert divulgation en application de la FASB ASC Sujet 855, *Événements ultérieurs*.

## 14. Accords de prêt

La Société mobilise des fonds auprès de banques commerciales et d'autres institutions financières en ce qui concerne certains de ses accords de prêt, accords qu'elle administre et dont elle assure le service au nom des sous-participants. Les accords sont structurés de manière à ce que les sous-participants financent leur part respective de chaque prêt et qu'il n'y ait aucun recours contre la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, la Société a appelé et décaissé 547 813 dollars de fonds des sous-participants (202 601 dollars au 31 décembre 2010). Les engagements non décaissés des sous-participants s'élevaient à 544 000 dollars au 31 décembre 2011 (123 400 dollars au 31 décembre 2010).

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 15. Opérations entre personnes morales apparentées

La Société se procure auprès de la BID certains services administratifs et généraux dans les domaines où la BID peut offrir des services communs de manière efficace. La Société a négocié un bail avec la BID pour des locaux pour son siège social, bail qui arrivera à échéance en 2020.

La Société a payé les montants suivants à la BID pour les locaux à usage de bureaux et certains services de soutien administratif :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Exercice clos au 31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Locaux à usage de bureaux (siège et autres)	\$ 2 395	\$ 1 830
Services administratifs	735	694
Autres prestations de service de la BID	150	212
	<b>\$ 3 280</b>	<b>\$ 2 736</b>

Les paiements prévus dans le cadre du bail en cours avec la BID sont les suivants :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014–2020</b>
Locaux à usage de bureaux (siège)	\$ 2 318	\$ 2 387	\$ 15 808
	<b>\$ 2 318</b>	<b>\$ 2 387</b>	<b>\$ 15 808</b>

Les montants à payer à la BID étaient de 2 407 dollars au 31 décembre 2011 (1 053 dollars au 31 décembre 2010).

Aux 31 décembre 2011 et 2010 respectivement, la Société avait emprunté 100 000 dollars de la facilité de crédit de la BID. Se reporter à la note 7.

La Société fournit des prestations de services-conseils à des entités du Groupe de la BID. La Société a été intégralement payée des honoraires exigibles au 31 décembre 2011 au titre de ces accords, soit un montant total de 100 dollars (100 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2010).

## 16. Régimes de retraite et de prestations complémentaires au personnel retraité

La quasi-totalité du personnel de la Société et de la BID bénéficie d'un régime de retraite à prestations déterminées (ci-après le Régime de retraite) parrainé par la BID. Le Régime de retraite couvre les salariés locaux et internationaux. Aux termes de ce régime, les prestations sont calculées sur la base des années de service et de la moyenne des rémunérations perçues ; les cotisations versées par les salariés correspondent à un pourcentage fixe de leur rémunération, la Société et la BID versant le reliquat du coût actuariel futur des prestations offertes par le Régime de retraite. Toutes les cotisations versées au Régime de retraite sont irrévocables et sont conservées sur des comptes de retraite distincts utilisés uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du Régime de retraite.

La Société offre également aux retraités certaines prestations de soins de santé et autres. Tout membre du personnel actuel cotisant au Régime de retraite pendant son service actif et répondant à certains critères d'admissibilité a droit à ces prestations complémentaires dans le cadre du Régime de prestations complémentaires au personnel retraité (« RPPR »). Les retraités versent une cotisation pour le programme de soins de santé sur la base d'un barème établi de primes. La Société apporte le complément du coût actuariel déterminé de soins de santé et autres prestations futures. Toutes les cotisations et tous autres éléments d'actif et de revenu du RPPR restent la propriété de la Société mais ils sont détenus et gérés séparément des autres biens et actifs de la Société uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du RPPR.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Étant donné que la BID et la Société participent toutes deux au Régime de retraite et au RPPR, chaque employeur présente la part lui correspondant. Les montants présentés ci-dessous reflètent la part proportionnelle de la Société dans les coûts, les actifs et les obligations du Régime de retraite et du RPPR conformément à la FASB ASC Sujet 715, *Indemnités — Prestations de retraite*.

## Obligations et état de capitalisation

La Société utilise la date de mesure du 31 décembre pour le Régime de retraite et le RPPR. Le tableau ci-dessous récapitule la variation des obligations de prestations, la variation des actifs du régime et l'état de capitalisation du Régime de retraite et du RPPR ainsi que le montant figurant au bilan :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	Régime de retraite		RPPR	
	2011	2010	2011	2010
<b>Rapprochement des obligations de prestations</b>				
Obligations au 1 <sup>er</sup> janvier	\$ 61 243	\$ 50 963	\$ 35 740	\$ 30 149
Coût des prestations de services	2 691	2 062	1 557	1 330
Charge d'intérêts	3 412	3 156	2 105	1 898
Cotisations des participants	875	787	—	—
Pertes actuarielles	14 423	4 804	9 138	2 467
Prestations versées	(1 835)	(529)	(671)	(139)
Subvention de la partie D aux retraités	—	—	25	35
Obligations au 31 décembre	80 809	61 243	47 894	35 740
<b>Rapprochement de la juste valeur des actifs du régime</b>				
Juste valeur des actifs du régime au 1 <sup>er</sup> janvier	54 714	47 639	36 230	27 883
Rendement effectif des actifs	1 168	4 812	(293)	3 171
Prestations versées	(1 835)	(529)	(671)	(139)
Cotisations des participants	875	787	—	—
Cotisations de l'employeur	2 274	2 005	5 787	5 315
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre	57 196	54 714	41 053	36 230
<b>État de la capitalisation</b>				
État de la capitalisation au 31 décembre	(23 613)	(6 529)	(6 841)	490
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ (23 613)	\$ (6 529)	\$ (6 841)	\$ 490
<b>Les montants comptabilisés comme éléments de passif ou d'actif sont les suivants :</b>				
Éléments de passif ou d'actif des prestations de retraite	(23 613)	(6 529)	(6 841)	490
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ (23 613)	\$ (6 529)	\$ (6 841)	\$ 490
<b>Les montants comptabilisés dans Autres éléments du résultat global cumulé sont les suivants :</b>				
Perte actuarielle nette	23 365	6 322	14 218	2 388
Coût des prestations de service antérieures	35	49	920	2 784
Actif initial net	—	—	531	705
<b>Montant net comptabilisé au 31 décembre</b>	<b>\$ 23 400</b>	<b>\$ 6 371</b>	<b>\$ 15 669</b>	<b>\$ 5 877</b>

L'obligation de prestations cumulée attribuable à la Société pour le Régime de retraite était respectivement de 61 902 dollars et 47 618 dollars aux 31 décembre 2011 et 2010.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## Éléments du coût périodique net des prestations

Le coût périodique net des prestations se compose des éléments suivants :

En milliers de dollars des États-Unis	Régime de retraite		RPPR	
	Exercice clos au 31 décembre			
	2011	2010	2011	2010
Coût des prestations de services	\$ 2 691	\$ 2 062	\$ 1 557	\$ 1 330
Charge d'intérêts	3 412	3 156	2 105	1 898
Rendement prévu des actifs du régime	(3 788)	(3 381)	(2 418)	(2 158)
Amortissement de :				
Obligation de transition	—	—	174	174
Perte actuarielle nette latente	—	—	19	—
Coût des prestations de service antérieures	14	14	1 864	1 890
<b>Coût périodique net des prestations</b>	<b>\$ 2 329</b>	<b>\$ 1 851</b>	<b>\$ 3 301</b>	<b>\$ 3 134</b>

Le gain ou perte actuariel net, le coût des prestations de services antérieures et l'obligation initiale nette estimés pour le Régime de retraite et le RPPR qui seront amortis et passeront de la rubrique Autres éléments du résultat global cumulé à la rubrique Coût périodique net des prestations durant 2012 sont d'un montant net de 1 545 dollars pour le Régime de retraite et de 1 922 dollars pour le RPPR.

## Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues sont fondées sur les taux d'intérêt des marchés financiers, l'expérience passée et la meilleure estimation de la direction quant aux modifications futures des prestations et de la conjoncture économique. La modification de ces hypothèses aura un impact sur le coût et les obligations des prestations futures. Les pertes et gains actuariels surviennent lorsque les résultats réels sont différents des résultats attendus. Les pertes et gains actuariels latents supérieurs à 10 % de l'obligation cumulée des prestations ou de la valeur marchande des actifs du régime au début de l'exercice, le plus élevé des deux montants étant retenu, sont amortis sur la période moyenne de prestations de services restante des participants actifs devant recevoir des prestations en vertu du Régime de retraite et du RPPR, soit respectivement environ 11,5 et 12 ans.

Le coût non constaté des prestations de services antérieures est amorti sur 10,5 ans pour le Régime de retraite et sur 7,9 ans pour le RPPR. Au 31 décembre 2009, il y a eu une modification du régime pour le RPPR de 4 600 dollars. Le coût non constaté des prestations de services antérieures pour cette modification est amorti sur 2,2 ans.

Les hypothèses moyennes pondérées retenues pour le calcul de l'obligation de prestations et le coût périodique net des prestations sont les suivantes :

	Régime de retraite		RPPR	
	2011	2010	2011	2010
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour calculer les obligations de prestations au 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	4,75%	5,75%	5,00%	6,00%
Taux d'augmentation des indemnités	5,50%	5,50%		



## NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Régime de retraite		RPPR	
	2011	2010	2011	2010
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour calculer le coût net des prestations périodiques pour les exercices clos au 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	5,75%	6,25%	6,00%	6,25%
Rendement prévu à long terme des actifs du régime	7,00%	6,75%	6,75%	7,25%
Taux d'augmentation des indemnités	5,50%	5,50%		

Le taux de rendement annuel prévu des actifs du régime tient compte du taux passé de rendement des catégories d'actifs employés par les régimes et en appliquant ces rendements de façon conservatrice à la formulation des affectations des actifs de la politique d'investissement. Les taux d'actualisation utilisés pour calculer les obligations de prestations sont choisis par référence au taux des obligations en fin d'exercice de sociétés AAA et AA.

Pour les participants supposés prendre leur retraite aux États-Unis, l'obligation cumulée des prestations complémentaires au personnel retraité a été calculée en utilisant les taux tendanciels des coûts de soins de santé suivants :

	RPPR	
	2011	2010
Taux théorique de diminution du taux tendanciel (taux tendanciel final)	4,50%	4,50%
Exercice durant lequel le taux atteint le taux tendanciel final	2018	2018
<i>Taux tendanciel des coûts des soins de santé prévu pour le prochain exercice</i>		
Frais médicaux (hors Medicare)	8,00%	8,50%
Frais médicaux (Medicare)	7,00%	7,50%
Frais pharmaceutiques	7,50%	8,00%
Frais dentaires	5,50%	5,50%
Coût hors des États-Unis*	7,00%	7,50%

\* Se réfère à toutes les prestations de services aux participants supposés prendre leur retraite hors des États-Unis.

L'incidence des taux tendanciels théoriques des coûts des soins de santé sur les montants comptabilisés pour le RPPR est importante. Une variation de 1 % des taux tendanciels des coûts de soins de santé se répercuterait comme suit :

	1 % d'augmentation		1 % de diminution	
	Exercice clos aux 31 décembre			
	2011	2010	2011	2010
<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>				
Incidence sur le total des éléments de coût (prestations et intérêts)	\$ 821	\$ 728	\$ (586)	\$ (526)
Incidence sur l'obligation de prestations complémentaires au personnel retraité	10 114	7 488	(7 497)	(5 550)

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## Actifs du régime

Les actifs du Régime de retraite et du RPPR sont principalement gérés par des directeurs d'investissement employés par la BID qui reçoivent des directives de placement tenant compte des politiques d'investissement du Régime de retraite et du RPPR. Les politiques d'investissement concernant la répartition stratégique de l'actif à long terme ont été élaborées de façon à avoir une prévision de rendements suffisants pour répondre aux besoins de fonds à long terme. Ces politiques comportent des placements en titres à revenu fixe et indexés sur l'inflation aux États-Unis afin d'assurer une couverture partielle contre le risque de taux d'intérêt et d'inflation des passifs du Régime de retraite et du RPPR ainsi que pour se protéger contre la désinflation.

Les actifs du Régime de retraite sont placés avec une allocation cible comprise entre 53 et 56 % d'exposition au risque d'un panier d'actions bien diversifiées de marchés développés et de marchés émergents, de 3 % d'exposition aux titres de créance de marchés émergents, de 3 % aux contrats à terme sur indice de produits de base, de 0 à 2 % à l'immobilier public, de 2 à 3 % à l'immobilier privé et de 0 à 2 % aux titres de créance à haut rendement. Les actifs du Régime de retraite sont également placés avec une exposition de 5 % au risque de titres à revenu fixe de base, 15 % de titres à revenu fixe à longue durée et 15 % de titres indexés sur l'inflation aux États-Unis.

Les actifs du RPPR sont placés avec une exposition comprise entre 55 et 58 % au risque d'un panier d'actions bien diversifiées de marchés développés, de 5 % d'exposition cible au revenu fixe de base, 15 % d'exposition cible au revenu fixe à longue durée et 15 % d'exposition cible à des titres indexés sur l'inflation aux États-Unis.

Les allocations cibles de la politique de placements au 31 décembre 2011 sont les suivantes :

	Régime de retraite	RPPR
Actions américaines	25%	26%
Actions non américaines	24%	24%
Obligations indexées sur l'inflation aux États-Unis	15%	15%
Titres à revenu fixe et à longue durée	15%	15%
Revenu fixe de base	5%	5%
Actions de marchés émergents	4%	4%
Titres de créance de marchés émergents	3%	3%
Contrats à terme sur indice de produits de base	3%	3%
Revenu fixe à haut rendement	2%	2%
Immobilier public	2%	3%
Immobilier privé	2%	0%

La gestion des risques est assurée par une surveillance continue de chaque niveau de catégorie d'actif et de chaque gestionnaire. Les placements sont rééquilibrés dans toute la mesure du possible grâce aux flux de trésorerie pour rétablir les affectations cibles de la politique. Si les flux de trésorerie sont insuffisants pour maintenir les pondérations cibles, des transferts sont effectués entre les comptes des gestionnaires au moins une fois par an. Les gestionnaires ne sont pas en règle générale autorisés à investir plus de 5 % de leur portefeuille respectif dans les titres d'un seul émetteur autre que le gouvernement des États-Unis. Le recours par un gestionnaire à des produits dérivés doit être spécifiquement autorisé pour chaque instrument par le Comité de placements de la BID.

Les tableaux suivants montrent les catégories de placements du Régime de retraite et du RPPR aux 31 décembre 2011 et 2010 qui sont mesurés à la juste valeur et présentés avec leur répartition moyenne pondérée par niveau dans la hiérarchie de juste valeur. Ces placements sont classés dans leur intégralité sur la base du plus faible niveau d'apport qui est significatif pour la mesure de juste valeur, sauf pour les fonds de placement dont la classification dans la hiérarchie de juste valeur dépend de leur capacité à rembourser les actions correspondantes à leur valeur d'actif net à court terme.

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	Régime de retraite			31 décembre 2011	Allocations moyennes pondérées
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actions et fonds d'actions :					
Actions américaines	\$ 2 729	\$ 11 679	\$ —	\$ 14 408	25%
Actions non américaines	5 918	7 682	—	13 600	24%
Actions de marchés émergents	—	2 207	—	2 207	4%
Immobilier public	1 123	—	—	1 123	2%
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :					
Fonds à revenu fixe à longue durée	7 543	1 083	—	8 626	15%
Titres à revenu fixe de base	2 708	—	—	2 708	5%
Titres à revenu fixe à haut rendement	—	1 083	—	1 083	2%
Obligations indexées sur l'inflation aux États-Unis	8 486	—	—	8 486	15%
Titres de créance des marchés émergents	—	1 665	—	1 665	3%
Fonds de placement immobilier privé :					
Immobilier privé	—	—	1 284	1 284	2%
Contrats à terme sur indice de produits de base					
	—	60	—	60	0%
Fonds de placement à court terme	1 224	722	—	1 946	3%
	<b>\$ 29 731</b>	<b>\$ 26 181</b>	<b>\$ 1 284</b>	<b>\$ 57 196</b>	<b>100%</b>

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	Régime de retraite			31 décembre 2010	Allocations moyennes pondérées
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actions et fonds d'actions :					
Actions américaines	\$ 3 168	\$ 12 537	\$ —	\$ 15 705	29%
Actions non américaines	5 909	7 462	—	13 371	24%
Actions de marchés émergents	—	2 119	—	2 119	4%
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :					
Fonds à revenu fixe à longue durée	8 338	—	—	8 338	15%
Fonds à revenu fixe de base	2 391	—	—	2 391	4%
Obligations indexées sur l'inflation aux États-Unis	8 241	—	—	8 241	15%
Titres de créance de marchés émergents	—	1 497	—	1 497	3%
Fonds de placement à court terme	1 652	253	—	1 905	3%
Fonds de placement immobilier privé	—	—	1 147	1 147	3%
	<b>\$ 29 699</b>	<b>\$ 23 868</b>	<b>\$ 1 147</b>	<b>\$ 54 714</b>	<b>100%</b>

# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

En milliers de dollars des États-Unis	RPPR			Allocations moyennes pondérées
	Niveau 1	Niveau 2	31 décembre 2011	
Actions et fonds d'actions :				
Actions américaines	\$ —	\$ 16 565	\$ 16 565	40%
Actions non américaines	—	9 831	9 831	24%
Fonds de placement immobilier public	396	—	396	1%
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiées :				
Titres à revenu fixe à longue durée	6 158	—	6 158	15%
Titres à revenu fixe de base	2 017	—	2 017	5%
Obligations indexées sur l'inflation aux États-Unis	6 086	—	6 086	15%
	<b>\$ 14 657</b>	<b>\$ 26 396</b>	<b>\$ 41 053</b>	<b>100%</b>

En milliers de dollars des États-Unis	RPPR			Allocations moyennes pondérées
	Niveau 1	Niveau 2	31 décembre 2010	
Actions et fonds d'actions :				
Actions américaines	\$ —	\$ 14 081	\$ 14 081	39%
Actions non américaines	—	9 872	9 872	27%
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiées :				
Fonds à revenu fixe de base	7 151	—	7 151	20%
Obligations indexées sur l'inflation aux États-Unis	4 145	—	4 145	11%
Fonds de placement à court terme*	(158)	1 139	981	3%
	<b>\$ 11 138</b>	<b>\$ 25 092</b>	<b>\$ 36 230</b>	<b>100%</b>

\* y compris contrats à terme de gré à gré

Les titres de placement qui sont mesurés à la juste valeur sur la base des valeurs cotées sur des marchés actifs, technique d'évaluation compatible avec l'approche marché, sont les actions américaines, les actions non américaines, les fonds communs de placement à revenu fixe et les obligations indexées sur l'inflation du Trésor américain. Ces titres sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur. Comme l'exige la démarche de mesure de la juste valeur, aucun ajustement n'est fait au cours coté de ces titres.

Le mélange composite de fonds d'actions et de titres de créance des marchés émergents et de fonds de placement à court terme, qui ne sont pas cotés en bourse, est mesuré à la juste valeur sur la base de la valeur d'actif net des fonds de placement et classé au niveau 2 car ces fonds peuvent être rachetés par l'entité émettrice à court terme à leur valeur d'actif net par action à la date de mesure. Cette technique d'évaluation est compatible avec l'approche marché.

Les fonds de placement immobilier privé sont mesurés à la juste valeur sur la base de la valeur de l'actif net de ces fonds de placement et sont classés au niveau 3 car le délai nécessaire pour le rachat de ces placements est incertain. Les hypothèses d'évaluation qu'utilisent ces fonds de placement sont la valeur de marché de biens immobiliers



# NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

similaires, la valeur actualisée des flux de trésorerie, le coût de remplacement et l'endettement sur le bien (capitalisation directe). Ces méthodologies sont des techniques d'évaluation compatibles avec les approches marché et coût.

Les variations des actifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 sont comme suit :

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Mesures de la juste valeur pour les placements du Régime de retraite en se servant de facteurs non observables importants (niveau 3)</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	\$ 1 067
Plus-values totales nettes	240
Ventes et distributions de revenu	(160)
<b>Solde au 31 décembre 2010</b>	<b>\$ 1 147</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	1 147
Plus-values totales nettes	137
Achats	583
Ventes et distributions de revenu	(583)
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>	<b>\$ 1 284</b>

Le montant total des plus et moins-values totales nettes pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 inclus dans la variation de valeur comptable des placements du Régime de retraite attribuable à la variation des plus-values latentes nettes relative aux actifs détenus était de 462 dollars (plus-value nette de 156 dollars au 31 décembre 2010).

## Flux de trésorerie

En 2012, les cotisations de la Société au Régime de retraite et au RPPR devraient être d'environ 1 700 et 3 703 dollars respectivement. Toutes les cotisations sont faites en espèces.

## Paiements estimés de prestations futures

Le tableau suivant donne le récapitulatif des paiements de prestations, tenant compte des futures prestations de services prévues, selon le besoin, qui devraient être versées au cours des cinq prochaines années et de façon globale pour les cinq années suivantes. Ces montants sont basés sur les mêmes hypothèses que celles retenues pour mesurer l'obligation de prestations au 31 décembre 2011.

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<b>Régime de retraite</b>	<b>RPPR</b>
<i>Paiements estimés de prestations futures</i>		
1 <sup>er</sup> janvier 2012 – 31 décembre 2012	\$ 1 400	\$ 500
1 <sup>er</sup> janvier 2013 – 31 décembre 2013	1 800	600
1 <sup>er</sup> janvier 2014 – 31 décembre 2014	2 000	700
1 <sup>er</sup> janvier 2015 – 31 décembre 2015	2 100	800
1 <sup>er</sup> janvier 2016 – 31 décembre 2016	2 400	800
1 <sup>er</sup> janvier 2017 – 31 décembre 2021	16 000	6 300

## NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

### 17. Gestion des fonds extérieurs

La Société gère pour le compte des donateurs, à savoir des pays membres et d'autres entités, des fonds réservés à des usages spécifiques parmi lesquels le cofinancement de certains projets, des études techniques pour les emprunteurs, des études relatives à des projets et des programmes de recherche et de formation. Ces fonds sont détenus pour leur compte par la Société et sont tenus séparés des fonds de la Société ; ils ne sont pas inclus non plus dans les actifs de la Société. La Société reçoit une commission de gestion qui est généralement un pourcentage des fonds reçus. Cette commission figure au compte de résultat en tant que commission de services-conseils.

# Annexes



# Gouverneurs et Gouverneurs suppléants

(en décembre 2011)

<b>Pays</b>	<b>Gouverneur</b>	<b>Gouverneur suppléant</b>
Allemagne	Gudrun Kopp	Martin Dippl
Argentine	Hernán Lorenzo	Mercedes Marcó del Pont
Autriche	Maria Fekter	Edith Frauwallner
Bahamas	Zhivargo S. Laing	Ehurd Cunningham
Barbade	Christopher Peter Sinckler	Grantley W. Smith
Belgique	Steven Vanackere	Franciscus Godts
Belize	Dean Barrow	Joseph Waight
Bolivie, État plurinational de	Elba Viviana Caro Hinojosa	Luis Alberto Arce Catacora
Brésil	Miriam Aparecida Belchior	Carlos Augusto Vidotto
Chili	Felipe Larraín	Julio Dittborn
Chine, République populaire de	Xiaochuan Zhou	Yi Gang
Colombie	Juan Carlos Echeverry Garzón	Hernando José Gómez Restrepo
Corée, République de	Jaewan Bahk	Choongsoo Kim
Costa Rica	Fernando Herrero Acosta	Rodrigo Bolaños Zamora
Danemark	Susan Ulbæk	Thomas Djurhuus
El Salvador	Alexander E. Segovia Cáceres	Carlos Enrique Cáceres Chávez
Équateur	Patricio Rivera Yáñez	José Manuel Campa Fernández
Espagne	Elena Salgado	Robert D. Hormats
États-Unis	Timothy F. Geithner	Jorma Julin
Finlande	Anne Sipiläinen	Ramón Fernández
France	François Baroin	Edgar Baltazar Barquín Durán
Guatemala	Alfredo Del Cid Pinillos	Jude Hervey Day
Guyana	Ashni Kumar Singh	María Elena Mondragón Ordóñez
Haïti	André Lemercier Georges	Oded Brook
Honduras	William Chong Wong	Ignazio Visco
Israël	Stanley Fisher	Wesley Hughes
Italie	Mario Monti	Masaaki Shirakawa
Jamaïque	Audley Shaw	Gerardo Rodríguez Regordosa
Japon	Yun Azumi	Manuel Coronel Novoa
Mexique	José Antonio Meade Kuribreña	Aud Lise Nordheim
Nicaragua	Alberto José Guevara Obregón	Mahesh C. Khemlani
Norvège	Ingrid Fiskaa	Manuel Vidal Caballero Giménez
Panama	Frank De Lima Gercich	Yoka Brandt
Paraguay	Dionisio Borda	Carlos Augusto Oliva Neyra
Pays-Bas	Ben Knapen	Maria Luís Albuquerque
Pérou	Luis Miguel Castilla Rubio	Juan T. Montás
Portugal	Vitor Gaspar	Adelien Wijnerman
République dominicaine	Daniel Toribio	Per Örneus
Suriname	Gillmore Hoefdraad	Sybille Suter
Suède	Johan Borgstam	Bhoendradatt Tewarie
Suisse	Beatrice Maser Mallor	Luis Porto
Trinité-et-Tobago	Winston Dookeran	Ali Rodríguez Araque
Uruguay	Fernando Lorenzo	
Venezuela, République bolivarienne du	Jorge A. Giordani C.	



## Administrateurs et Administrateurs suppléants (en décembre 2011)

	<b>Administrateur</b>	<b>Administrateur suppléant</b>
Argentine et Haïti	Eugenio Díaz-Bonilla	Martín Bès
Allemagne, Autriche, Belgique, Italie, Pays-Bas et République populaire de Chine	Mattia Adani	Ulrike Metzger
Bahamas, Barbade, Guyana, Jamaïque et Trinité-et-Tobago	Richard L. Bernal	Kurt Kisto
Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua	Carmen María Madríz	Carla Anai Herrera Ramos
Brésil et Suriname		Sérgio Portugal
Chili et Colombie	Alejandro Foxley Tapia	Roberto Prieto Uribe
Danemark, Finlande, France, Norvège, Suède et Suisse	Christian Pages	Marita Olson
Équateur et Pérou	Juan Valdivia Romero	Xavier Eduardo Santillán
Espagne, Israël, Japon, Portugal et République de Corée	Yasuhiro Atsumi	Lilah Zlatokrilov-Shema
État plurinational de Bolivie, Paraguay et Uruguay	Hugo Rafael Cáceres	Hernando Larrazábal
États-Unis d'Amérique	Gustavo Arnavat	
Mexique et République dominicaine	Cecilia Ramos Ávila	Muriel Alfonseca
Panama et République bolivarienne du Venezuela	Adina Bastidas	Antonio De Roux

## Voies de communication

(en décembre 2011)

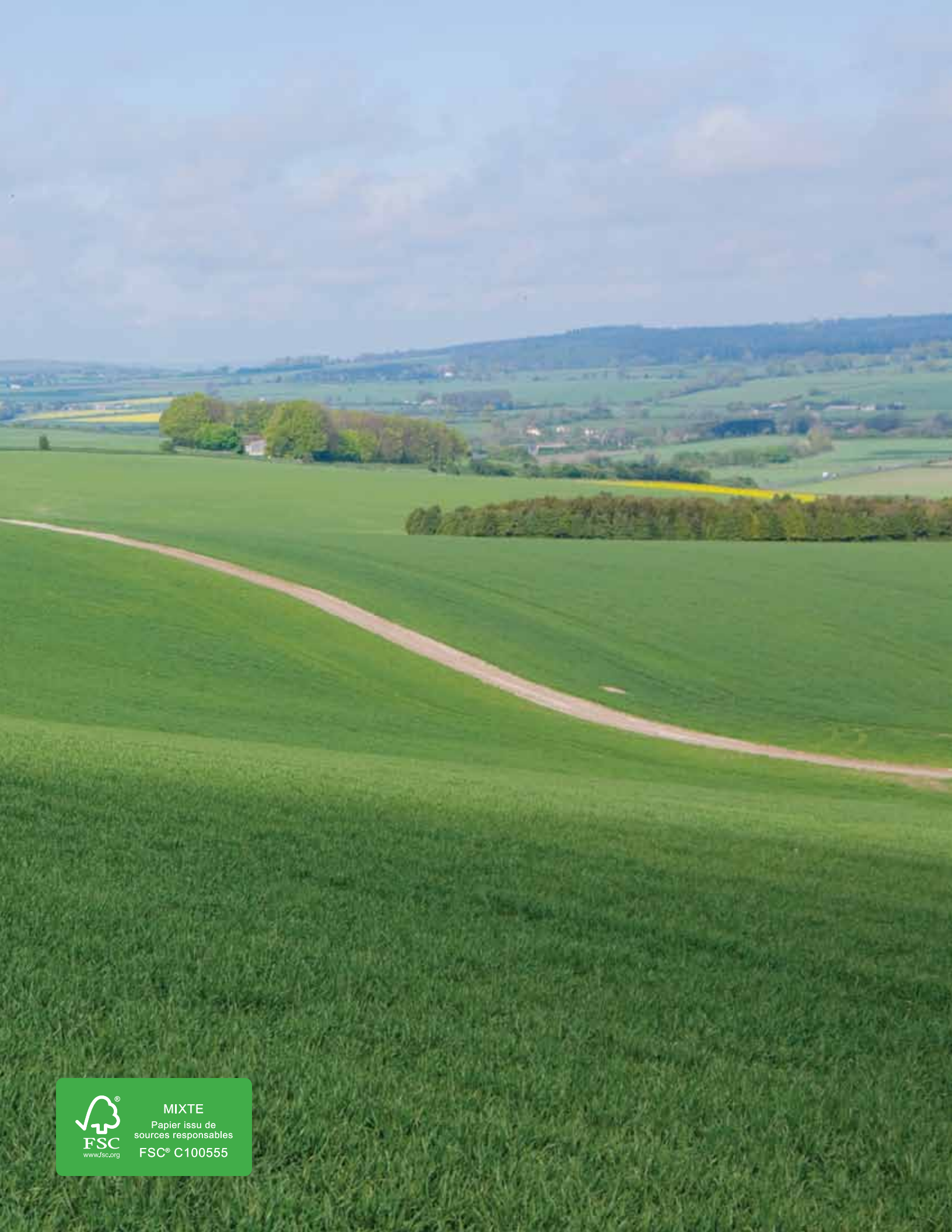
<b>Pays</b>	<b>Institution</b>
Allemagne	Federal Ministry for Economic Cooperation and Development
Argentine	Ministerio de Economía y Finanzas Públicas
Autriche	Federal Ministry of Finance
Bahamas	Ministry of Finance
Barbade	Ministry of Economic Development
Belgique	Ministère des Finances
Belize	Ministry of Budget, Planning and Management, Economic Development Investment and Trade
Bolivie, État plurinational de	Ministerio de Planificación del Desarrollo
Brésil	Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão
Chili	Ministerio de Hacienda
Chine, République populaire de	People's Bank of China
Colombie	Ministerio de Hacienda y Crédito Público
Corée, République de	Ministry of Finance and Economy
Costa Rica	Ministerio de Hacienda
Danemark	Danish International Development Agency (DANIDA)
El Salvador	Secretaría Técnica de la Presidencia
Équateur	Ministerio de Economía y Finanzas
Espagne	Subdirección General de Instituciones Financieras Multilaterales
États-Unis	Treasury Department
Finlande	Ministry of Foreign Affairs
France	Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Guatemala	Ministerio de Finanzas Públicas
Guyana	Ministry of Finance
Haïti	Ministère de l'Économie et des Finances
Honduras	Banco Central de Honduras
Israël	Bank of Israël
Italie	Ministry of the Economy and Finance
Jamaïque	Ministry of Finance and Planning
Japon	Ministry of Finance
Mexique	Secretaría de Hacienda y Crédito Público
Nicaragua	Ministerio de Hacienda y Crédito Público
Norvège	Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs
Panama	Ministerio de Economía y Finanzas
Paraguay	Ministerio de Hacienda
Pays-Bas	Ministry of Finance
Pérou	Ministerio de Economía y Finanzas
Portugal	Direcção Geral de Assuntos Europeus e Relações Internacionais–Ministério das Finanças
République dominicaine	Banco Central de la República Dominicana
Suède	Ministry for Foreign Affairs Department for International Development Co-operation
Suisse	Office fédéral des affaires économiques extérieures
Suriname	Ministry of Finance
Trinité-et-Tobago	Ministry of Finance, Planning and Development
Uruguay	Ministerio de Economía y Finanzas
Venezuela, République bolivarienne du	Banco de Desarrollo Económico y Social

## Principales données financières

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	Exercice clos au 31 décembre				
	2011	2010	2009	2008	2007
<b>Compte de résultat</b>					
Total des revenus	<b>55 527</b>	60 290	63 313	83 423	131 794
Total des revenus, déduction faite des intérêts débiteurs	<b>41 545</b>	41 326	41 790	52 824	108 300
Total des charges d'exploitation	<b>33 090</b>	28 686	25 876	24 732	21 638
Résultat net	<b>10 305</b>	12 447	5 211	13 913	83 473
<b>Bilan</b>					
Prêts et prises de participation, valeur nette	<b>975 383</b>	817 402	823 317	878 726	800 446
Total de l'actif	<b>1 482 864</b>	1 426 588	1 423 983	1 507 044	1 244 216
Emprunts et créances à long terme	<b>658 504</b>	634 118	645 556	733 817	498 966
Capitaux propres	<b>777 746</b>	773 051	758 879	744 249	734 540
<b>Ratios</b>					
Rendement de l'actif moyen	<b>0,7 %</b>	0,9 %	0,4 %	1,0 %	7,6 %
Rendement des capitaux propres moyens	<b>1,3 %</b>	1,6 %	0,7 %	1,9 %	12,6 %
Ratio d'endettement	<b>85 %</b>	82 %	85 %	99 %	68 %
Ratio capitaux propres / actif	<b>52 %</b>	54 %	53 %	49 %	59 %
Liquidités / total de l'actif	<b>33 %</b>	42 %	41 %	40 %	33 %
Frais administratifs / moyenne des actifs liés au développement	<b>3,5 %</b>	3,2 %	2,8 %	2,8 %	2,7 %

## Principales données opérationnelles

<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	Exercice clos au 31 décembre				
	2011	2010	2009	2008	2007
<b>Approbations</b>					
Nombre de projets	<b>71</b>	49	40	64	62
Nombre de pays	<b>18</b>	15	17	18	15
Volume des approbations	<b>464 681</b>	374 775	300 810	300 548	470 178
Mobilisation des ressources	<b>471 637</b>	536 000	283 000	300 600	273 700
<b>Décaissements</b>					
Volume des décaissements	<b>442 703</b>	349 970	141 800	263 200	318 800
Volume des mobilisations	<b>547 814</b>	287 606	63 000	187 718	243 944
<b>Portefeuille d'investissements</b>					
Nombre de projets	<b>209</b>	210	203	201	157
Encours du portefeuille des actifs liés au développement	<b>1 020 349</b>	873 938	889 794	933 850	839 927
Provisions pour pertes	<b>44 966</b>	56 536	66 477	55 124	39 481
Actifs douteux	<b>9 892</b>	35 097	31 160	1 092	1 000
Couverture des actifs douteux	<b>454 %</b>	161 %	213 %	5 046 %	3 948 %
Pourcentage des prêts en arriérés	<b>1,6 %</b>	3,0 %	0,65 %	0,56 %	0,0 %
<b>Assistance technique</b>					
Approbations des donateurs	<b>4 417 100</b>	5 201 131	3 288 405	2 348 020	2 277 655
Nombre d'actions d'assistance technique accomplies	<b>204</b>	351	150	96	112
Bénéficiaires	<b>1 725</b>	986	770	349	141



MIXTE  
Papier issu de  
sources responsables  
FSC® C100555





Société interaméricaine  
d'investissement

## SIÈGE

1350 New York Avenue, N.W.  
Washington, DC 20577  
États-Unis d'Amérique  
Tél.: +1 (202) 623-3900  
Fax: +1 (202) 623-3815

## DANS LA RÉGION

### ARGENTINE

Esmeralda 130 Piso 17  
C1035ABD, Buenos Aires, Argentine  
Tél.: + (54 11) 4320-1864  
Fax: + (54 11) 4320-1831/7

### CHILI

Avda. Pedro de Valdivia 0193  
Pisos 10 y 11  
Providencia  
Santiago, Chili  
Tél.: + (562) 431-3719  
Fax: + (562) 374-2436

### COLOMBIE

Carrera 7 No. 71-21, Torre B, Piso 19  
Edificio Davivienda  
Bogotá, Colombie  
Tél.: + (571) 325-7000/7058  
Fax: + (571) 325-7057

### COSTA RICA

Centro Corporativo El Cedral  
Edificio A, Piso 4  
300 mts al este del Peaje Autopista  
Próspero Fernández  
Trejós Montealegre, Escazú  
Apartado postal 1343-1250  
San José, Costa Rica  
Tél.: + (506) 2588-8748  
Fax: + (506) 2288-7032

### EL SALVADOR

Edificio World Trade Center  
4<sup>e</sup> Niveau  
Calle El Mirador y 89 Avenida Norte  
San Salvador, El Salvador  
Tél.: + (503) 2233-8900 ext. 2201  
Fax: + (503) 2233-8921

### GUATEMALA

3<sup>a</sup> Avenida 13-78  
Zona 10  
Torre Citigroup  
10 nivel  
Ciudad de Guatemala, Guatemala  
C.P. 01010  
Tél.: + (502) 2379-9393  
Fax: + (502) 2379-9301

### NICARAGUA

Boulevard Jean Paul Genie  
de la Rotonda Jean Paul Genie  
970 mts al oeste (M/D)  
Managua, Nicaragua  
Tél.: + (505) 2264-9080  
Fax: + (505) 2264-9153

### PARAGUAY

Quesada 4616 esq. Legión Civil  
Extranjera – Piso 2  
Asunción, Paraguay  
Tél.: + (595 21) 616-2320  
Fax: + (595 21) 615-681

### PÉROU

Calle Dean Valdivia No. 148  
Piso 10  
Lima 27, Pérou  
Tél.: + (511) 215-7800  
Fax: + (511) 442-3466

### URUGUAY

Rincón 640  
11.000 Montevideo, Uruguay  
Tél.: + (598) 2915-3696  
Fax: + (598) 2916-2607